

Consultation à la demande de la Ministre de la Poste concernant un projet d'arrêté royal relatif aux services postaux

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au 23 mars 2021.
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be.
Avec la référence « CONSULT-2021-A4 ».

Personne de contact : Corinne Cumps, Premier Conseiller (32 2 226 87 65).

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée.

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

TABLE DES MATIÈRES

1. Contexte.....	3
2. Principales modifications introduites par le projet d'arrêté royal relatif aux services postaux.....	4
2.1. Définitions.....	4
2.2. Traitement et distribution des envois postaux.....	4
2.3. Licences.....	6
2.4. Responsabilité extracontractuelle du prestataire désigné du service postal universel.....	6
2.5. Service postal universel.....	6
2.6. Envois admis en franchise postale.....	7
Annexe 1. Projet d'arrêté royal relatif aux services postaux.....	8

1. Contexte

1. Le projet d'arrêté royal relatif aux services postaux soumis à la présente consultation poursuit les objectifs suivants:

- Regrouper et restructurer dans un même corps de règles des dispositions actuellement dispersées dans trois arrêtés royaux¹:
 - l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal;
 - l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application le titre IV (Réforme de la Régie des postes) de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (ci-après « l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV »);
 - l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application les articles 142, § 4, 144quater, § 3, 148sexies, § 1er, 1° et 148septies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et déterminant les plafonds des dommages et intérêts dus par les prestataires des services postaux en cas de responsabilité extracontractuelle de la perte, du vol, de l'avarie et/ou du retard d'un envoi postal au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public (ci-après « l'arrêté royal du 11 janvier 2006 «responsabilité extracontractuelle»).
- Adapter les textes actuels aux évolutions:
 - a) juridiques (la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux (ci-après « la loi postale » et la loi 6 juillet 1971 relative à la création de bpost et à certains services postaux);
 - b) technologiques;
 - c) du marché.

2. Parmi les principales modifications que le projet d'arrêté royal relatif aux services postaux se propose d'apporter au cadre réglementaire postal actuellement en vigueur, nous attirons votre attention sur les modifications suivantes:

- l'adaptation de la procédure de remise des envois recommandés aux nouvelles technologies ;
- la diminution des montants des redevances dues pour le traitement des demandes de licence afin d'ouvrir le marché aux plus petits acteurs ;
- la fin de la durée de validité illimitée des timbres émis par le prestataire du service universel après le 2/10/1961.

3. La présente consultation publique a pour but de donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations sur le projet de texte.

¹ Le projet reprend la plupart des dispositions contenues dans les trois arrêtés précités en les adaptant si nécessaire quant à la forme et/ou quant au fond.

2. Principales modifications introduites par le projet d'arrêté royal relatif aux services postaux

2.1. Définitions

4. Certaines définitions figurant dans le cadre réglementaire actuel sont supprimées soit parce qu'elles sont déjà contenues dans la loi postale soit parce qu'elles sont devenues obsolètes soit encore afin d'alléger le texte.

5. Le projet adapte la définition du « cécogramme » à l'évolution des technologies. Le projet définit le cécogramme comme « l'envoi postal contenant des documents écrits ou imprimés en braille ou des enregistrements sonores ou numériques destinés spécifiquement aux personnes aveugles et malvoyantes, ou du matériel permettant de produire de tels documents ou enregistrements, envoyés par des personnes aveugles ou malvoyantes ou par des institutions pour personnes aveugles et malvoyantes officiellement reconnues, ou qui leur sont adressés » (article 1er).

2.2. Traitement et distribution des envois postaux

6. Le projet :

- introduit le principe selon lequel les envois peuvent être distribués à une autre adresse que l'adresse indiquée sur l'envoi, moyennant l'accord du destinataire. La réglementation actuelle - article 34§1er de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal - prévoit que les envois peuvent être distribués à une autre adresse seulement à la demande du destinataire. Le projet stipule que désormais « Les envois ne peuvent être distribués à une autre adresse qu'à la demande ou avec l'accord exprès du destinataire. » (article 2, §1er, 2ème alinéa);
- fait référence au code postal sans préciser sa composition (la réglementation actuelle prévoit que le code postal est composé de 4 chiffres) ; cette modification est une porte ouverte vers une possible modification du système des codes postaux (à l'image des systèmes en vigueur aux Pays-Bas ou au Royaume - Uni qui permettent de définir plus finement l'adresse de distribution des envois) (article 2, §2);
- introduit la possibilité pour les prestataires de services postaux d'effectuer un traitement automatique de données personnelles consistant à compléter ou à interpréter l'adresse postale figurant sur l'envoi si cette adresse n'est pas reconnue par le prestataire de services postaux (article 2, §3);
- introduit l'obligation pour tous les titulaires d'une licence d'assurer un service de réexpédition et de conservation des envois de correspondance. En vertu de l'arrêté royal du 24 avril 2014, seul le prestataire du service universel est actuellement soumis à cette obligation (article 2, §4);
- introduit la possibilité pour les prestataires de services postaux de traiter les données (c'est-à-dire les noms et les adresses) des utilisateurs de services de changement d'adresse ou de conservation des envois lors du tri d'un envoi donné afin de faciliter la réexpédition de l'envoi en question (article 2, §5);
- introduit la règle selon laquelle le prestataire de services postaux chargé de la distribution d'un colis n'est pas tenu de se présenter à la porte du destinataire si celle-ci est difficilement accessible depuis la voie publique (article 3 alinéa 3);

- introduit la règle selon laquelle la distribution peut être suspendue lorsque la numérotation de la boîte aux lettres du destinataire ne respecte pas l'attribution des numéros par l'autorité publique compétente (article 5, §1er);
- prévoit une prolongation des délais accordés aux utilisateurs pour régulariser les boîtes aux lettres qui ne seraient pas conformes au sens de la réglementation postale. Le projet prévoit un délai minimal de 70 jours (le délai actuel s'élève à 35 jours) (article 5, §2);
- intègre l'évolution technologique pour les envois enregistrés, c'est-à-dire les recommandés ou les envois à valeur déclarée, en matière de services de confiance. La signature manuscrite apposée sur l'écran d'un appareil mobile, la signature électronique et le cachet électronique, sont assimilés à une signature valable dans le cadre de la distribution des envois enregistrés. Cette innovation qui limite les obligations de contact, est particulièrement pertinente en période de crise sanitaire. La signature électronique consiste en des données sous forme électronique qui sont utilisées pour signer. L'utilisateur conserve le choix entre la signature électronique simple et la signature électronique qualifiée, définies par le règlement « eIDAS » du 23 juillet 2014. La signature électronique simple n'est soumise à aucune vérification. Les signatures électroniques qualifiées sont fournies sur la base d'un certificat qualifié. Enfin, le cachet électronique, simple ou qualifié, peut être utilisé si l'envoi s'adresse à une personne morale. Les modalités de vérification de l'identité sont simplifiées. La notion de titre d'identité du destinataire fait référence à tout document émanant d'une autorité administrative (fédérale, régionale, provinciale, communale) ou d'un service public (société de transport), permettant de s'assurer de l'identité d'une personne, sans devoir se limiter à une carte d'identité, à un passeport ou à un permis de conduire (article 7, §§ 1er et 2);
- simplifie la procédure de remise des envois enregistrés adressés à plus d'un destinataire en permettant la remise de cet envoi à un seul destinataire (ou au mandataire de l'un des destinataires) (article 7, §3);
- prévoit que, en cas de présentation infructueuse d'un envoi enregistré à l'adresse de distribution, le prestataire de services postaux doit tenir celui-ci à la disposition du destinataire dans un point de service postal situé à une distance maximale de 15 kilomètres de l'adresse de distribution, sans préjudice du droit du prestataire des services postaux de proposer d'autres modalités de retrait. Un opérateur postal propose ainsi aux destinataires des recommandés qu'il est chargé de distribuer de l'autoriser à ouvrir le recommandé afin de le scanner et l'envoyer par e-mail au destinataire ; l'envoi recommandé est ensuite déposé dans la boîte aux lettres du destinataire comme une lettre ordinaire. Le projet introduit la notion de distance maximale afin d'éviter des situations rencontrées dans le passé où un prestataire de services postaux imposait aux destinataires de se rendre dans son unique centre de tri situé à Zaventem pour récupérer un envoi recommandé (article 14);
- réduit la durée maximale de validité des cartes de procuration postale (36 mois) afin de correspondre à la pratique actuelle. En effet, la durée de validité des cartes fournies par le prestataire du service universel est de 36 mois. La réglementation actuelle prévoit une durée maximale de 42 mois (article 18, §3);
- introduit le principe d'interopérabilité des cartes de procuration postale. Ceci signifie qu'un tiers titulaire d'une carte de procuration postale émise par tel prestataire de services postaux pourra se voir remettre un envoi enregistré distribué par tout autre prestataire de services postaux (article 18, §5);
- définit la notion d'adresse retour. Cette notion est déjà prévue par la réglementation actuelle sans toutefois être définie. Selon l'article 19, l'adresse retour est l'adresse indiquée au verso de l'envoi ou dans le coin supérieur gauche au recto de l'envoi et à laquelle l'envoi peut être retourné lorsqu'il n'est pas distribuable à l'adresse de destination, à condition que cette adresse retour soit unique, reconnaissable comme telle et bien distincte des autres mentions apposées sur l'envoi (article 19).

2.3. Licences

7. La loi postale ayant supprimé l'obligation de couverture territoriale, le projet ne fait plus référence à cette obligation (dont il est question à l'article 35, 1°, de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV).

8. Le projet supprime l'obligation prévue par l'article 11, 3° de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle » de joindre à la demande de licence un plan financier « duquel il ressort que le demandeur est capable d'exécuter de façon normale l'activité prévue en respectant les normes de qualité pour une durée d'au moins deux ans ». Le projet prévoit uniquement l'obligation de joindre un plan financier actuel (article 27, 3°).

9. Le projet introduit l'obligation de joindre à la demande de licence (outre les éléments déjà prévus par la réglementation actuelle et sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessus concernant le plan financier) les conditions générales de vente qui seront appliquées si la licence est octroyée (article 27, 5°).

10. Concernant la demande de licence, la notion de « recommandation » formulée par le Conseil de l'IBPT (visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV) est remplacée par la notion de « projet de décision ». En effet, la réglementation actuelle concerne uniquement le cas de recommandations positives. Or, le cas des projets de décision du Conseil refusant la licence doit également être abordé. C'est ce que fait l'article 31.

11. Le projet prévoit une diminution des montants des redevances dues pour le traitement des demandes de licence. En effet, tels qu'ils sont fixés actuellement, les montants peuvent constituer un obstacle à l'entrée sur le marché pour les plus petits acteurs. Le projet abaisse le montant des redevances à 200 euros par catégorie de services (au lieu de 375 euros actuellement) mais fixe un forfait (400 euros) en cas de demande de licence pour la fourniture de différents services d'envoi de correspondance compris dans le service universel (article 33).

12. Outre ce qui est actuellement déjà prévu (à savoir des informations concernant les tarifs, les règles et les procédures visant à définir les responsabilités en cas de perte ou de détérioration des envois postaux, les procédures de réclamation et les critères de qualité à respecter), le projet introduit l'obligation de mentionner dans les conditions générales de vente des informations sur les délais d'acheminement ainsi que des informations sur les règles et procédures d'établissement de la responsabilité en cas de retard dans l'acheminement des envois (article 36).

2.4. Responsabilité extracontractuelle du prestataire désigné du service postal universel

13. Le projet introduit les définitions/notions de (i) perte d'un envoi et de (ii) jours de retard à partir desquels un envoi postal doit être considéré comme perdu (articles 40 et 41).

2.5. Service postal universel

14. Le projet apporte une modification majeure. Il prévoit en effet que les timbres-poste libellés en franc belge ou en euro par le prestataire désigné du service postal universel ne sont plus valables à partir du 1er janvier 2023 (la réglementation actuelle prévoit une durée de validité illimitée des timbres émis après le 2/10/1961) (article 48).

2.6. Envois admis en franchise postale

15. Le projet prévoit une extension de la liste des bénéficiaires en exécution de lois n'appartenant pas au domaine postal (article 67, 4° et 5°).

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Jack Hamande
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Annexe 1. **Projet d'arrêté royal relatif aux services postaux**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATÉGIE ET APPUI	FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING
xxx. - Arrêté royal relatif aux services postaux	xxx. - Koninklijk besluit betreffende de postdiensten
Sire,	Sire,
I. Considérations générales	I. Algemene beschouwingen
Le présent projet d'arrêté poursuit plusieurs objectifs :	Het onderhavige ontwerp van besluit heeft verschillende doelstellingen :
1° adapter les dispositions réglementaires relatives à la prestation de services postaux au contenu de la loi 6 juillet 1971 relative à la création de bpost et à certains services postaux et de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux ;	1° de reglementaire bepalingen met betrekking tot de verstrekking van postdiensten aan te passen aan de inhoud van de wet van 6 juli 1971 betreffende de oprichting van bpost en betreffende sommige postdiensten, en de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten;
2° adapter ce cadre réglementaire aux dernières évolutions technologiques et aux évolutions du marché ;	2° het regelgevingskader moderniseren overeenkomstig de jongste technische ontwikkelingen op de markt;
3° établir un corps de règles cohérent. Les principales dispositions qui réglementent actuellement la prestation des services postaux sont réparties sans aucun ordre logique dans les trois arrêtés suivants :	3° een samenhangend geheel van regels op te stellen. De voornaamste bepalingen die nu de verrichting van de postdiensten regelen, zijn zonder enige logische ordening verspreid over de volgende drie besluiten:
- l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal ;	- het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst;
- l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application le titre IV (Réforme de la Régie des postes) de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (ci-après « l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV ») ;	- het koninklijk besluit van 11 januari 2006 tot toepassing van titel IV (Hervorming van de Regie der Posterijen) van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (verder "het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV"");

<p>- l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application les articles 142, § 4, 144quater, § 3, 148sexies, § 1^{er}, 1^o et 148septies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et déterminant les plafonds des dommages et intérêts dus par les prestataires des services postaux en cas de responsabilité extracontractuelle de la perte, du vol, de l'avarie et/ou du retard d'un envoi postal au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public (ci-après « l'arrêté royal du 11 janvier 2006 «responsabilité extracontractuelle»).</p>	<p>- het koninklijk besluit van 11 januari 2006 tot toepassing van de artikelen 142, § 4, 144quater, § 3, 148sexies, § 1, 1^o en 148septies van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en ter bepaling van de plafonds voor de schadevergoedingen en interesten die de aanbieders van postdiensten verschuldigd zijn in geval van extracontractuele aansprakelijkheid voor verlies, diefstal, beschadiging en/of vertraging van een postzending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een openbare dienst, (verder "het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid").</p>
<p>Le présent projet reprend la plupart des dispositions contenues dans les trois arrêtés précités en les adaptant si nécessaire quant à la forme et/ou quant au fond.</p>	<p>Het onderhavige ontwerp neemt het merendeel over van de bepalingen die vervat zijn in de drie voormelde besluiten en past ze waar nodig aan qua vorm en/of inhoud.</p>
<p>II. Commentaires article par article</p>	<p>II. Artikelsgewijze commentaar</p>
<p>Le Titre 1^{er} comporte un seul article (article 1^{er}) consacré aux définitions.</p>	<p>Titel I bevat slechts één artikel (artikel 1), dat gewijd is aan de definities.</p>
<p>Article 1^{er}</p>	<p>Artikel 1</p>
<p>Cette disposition reprend la plupart des définitions figurant dans les trois arrêtés royaux précités dans la mesure où les concepts ne sont pas déjà définis par la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux. Il clarifie la définition du « cécogramme ».</p>	<p>Deze bepaling neemt het merendeel van de definities over die vermeld zijn in de drie voormelde koninklijke besluiten wanneer de begrippen nog niet zijn gedefinieerd in de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten. Het verduidelijkt de definitie van "blindenschrift".</p>
<p>Le Titre 2 (articles 2 à 25) est relatif au traitement et à la distribution des envois postaux.</p>	<p>Titel 2 (de artikelen 2 tot 25) gaat over de behandeling en de bezorging van de postzendingen.</p>
<p>Article 2</p>	<p>Artikel 2</p>
<p>L'article 2 qui notamment pose le principe que l'envoi postal est remis à l'adresse de distribution indiquée sur l'envoi pour autant qu'elle corresponde sans équivoque ni recherche à une adresse de distribution et qu'elle soit reconnue par le prestataire de services postaux, fusionne, dans un souci de cohérence, le contenu des articles 2, 34 et 38, alinéa 2 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal.</p>	<p>Artikel 2, dat met name het principe stelt dat de postzending wordt afgegeven op het bezorgingsadres dat vermeld is op de zending, op voorwaarde dat het duidelijk en zonder opzoekingswerk overeenstemt met een bezorgingsadres en voor zover het door de aanbieder van postdiensten wordt erkend, versmelt omwille van de coherentie de inhoud van de artikelen 2, 34 en 38, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst.</p>

<p>Afin de faciliter la distribution des envois, il est prévu que ceux-ci peuvent être distribués à une autre adresse que celle figurant sur l'envoi moyennant l'accord du destinataire.</p>	<p>Om de bezorging van de zendingen te vergemakkelijken, wordt bepaald dat deze op een ander adres dan die welke vermeld is op de zending mogen worden afgeleverd mits de geadresseerde daartoe zijn toestemming geeft.</p>
<p>Il est à noter qu'en vertu de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal, les envois peuvent être distribués à une autre adresse seulement à la demande du destinataire.</p>	<p>Er dient te worden opgemerkt dat de zendingen krachtens het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst enkel op verzoek van de geadresseerde mogen worden bezorgd op een ander adres.</p>
<p>Le paragraphe 2 modifie la réglementation actuelle en ce sens que le projet ne fixe pas la composition du code postal ; en vertu de l'article 34 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal, le code postal est composé de quatre chiffres.</p>	<p>Paragraaf 2 wijzigt de huidige reglementering in die zin dat het ontwerp geen samenstelling van de postcode vaststelt; krachtens artikel 34 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst bestaat een postcode uit vier cijfers.</p>
<p>Le paragraphe 3 précise que si l'adresse de distribution figurant sur un envoi n'est pas reconnue par le prestataire de services postaux, celui-ci peut soit le renvoyer à l'expéditeur soit (et c'est une nouveauté par rapport à l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal) effectuer un traitement automatique de données personnelles consistant à compléter ou à interpréter l'adresse postale.</p>	<p>In paragraaf 3 wordt gepreciseerd dat indien het bezorgingsadres dat vermeld is op een zending niet erkend wordt door de aanbieder van postdiensten, deze ofwel de zending mag terugsturen naar de afzender ofwel (en dat is nieuw ten opzichte van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst) een automatische verwerking van persoonsgegevens mag uitvoeren die erin bestaat het postadres aan te vullen of te interpreteren.</p>
<p>Le paragraphe 4 prévoit que tous les titulaires d'une licence sont tenus d'assurer un service de réexpédition et de conservation des envois de correspondance qu'ils sont chargés de distribuer à la demande des utilisateurs. En vertu de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal, seul le prestataire du service universel est soumis à cette obligation.</p>	<p>Paragraaf 4 bepaalt dat alle vergunninghouders verplicht zijn om een dienst te verzekeren van nazending en van bewaring van de brievenpost die ze op verzoek van de gebruikers moeten bezorgen. Krachtens het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst, is enkel de aanbieder van de universele dienst onderworpen aan deze verplichting.</p>
<p>Le paragraphe 5 introduit la possibilité pour les prestataires de services postaux de traiter les données (nom et adresse postale) des utilisateurs de services de changement d'adresse ou de conservation des envois lors du tri d'un envoi donné afin de faciliter la réexpédition de l'envoi en question.</p>	<p>Paragraaf 5 voert de mogelijkheid in voor de aanbieders van postdiensten om tijdens de sortering van een gegeven zending de gegevens (naam en postadres) te behandelen van de gebruikers van diensten van adreswijziging of bewaring van postzendingen, teneinde de nazending van de zending in kwestie te vergemakkelijken.</p>
<p>Enfin, le paragraphe 6 du projet reprend le contenu de l'article 38 de l'arrêté royal du 24 avril</p>	<p>Ten slotte neemt paragraaf 6 van het ontwerp de inhoud over van artikel 38 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende</p>

2014 portant réglementation du service postal sans le modifier.	reglementering van de postdienst zonder die te wijzigen.
Article 3	Artikel 3
L'article 3 qui exempte le prestataire de services postaux de distribuer des envois aux étages (sauf s'il s'agit d'envois enregistrés destinés à des personnes à mobilité réduite) reprend le contenu de l'article 3 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en l'adaptant afin d'insister sur la nécessité d'une démarche active de la part du destinataire à mobilité réduite auprès du prestataire de services postaux afin d'obtenir que les envois enregistrés lui soient remis à un étage. Les modalités de cette démarche, qui doivent être simples et facilement accessibles, sont fixées par le prestataire de services postaux.	Artikel 3, dat de aanbieder van postdiensten van de verplichting ontslaat om op verdiepingen zendingen te bezorgen (behalve als het gaat om ingeschreven zendingen bestemd voor personen met een beperkte mobiliteit), neemt de inhoud over van artikel 3 van het besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en past deze aan om de nadruk te leggen op de noodzaak dat de geadresseerde met een beperkte mobiliteit actief stappen onderneemt bij de aanbieder van postdiensten opdat ingeschreven zendingen aan hem zouden worden afgegeven op een verdieping. De nadere regels van deze aanvraag, die eenvoudig en gemakkelijk toegankelijk moeten zijn, worden bepaald door de aanbieder van postdiensten.
Par ailleurs, l'article 3 ajoute que le prestataire de services postaux chargé de la distribution d'un colis n'est pas tenu de se présenter à la porte du destinataire si celle-ci est difficilement accessible depuis la voie publique. Le but de cette nouvelle règle est de permettre au prestataire de services postaux d'atteindre la porte avec les véhicules normalement utilisés pour la distribution des colis et d'éviter que le prestataire de services postaux n'ait à s'aventurer sur un chemin privé au risque de compromettre sa santé ou sa sécurité ou d'endommager son véhicule.	Bovendien voegt artikel 3 daaraan toe dat de aanbieder van postdiensten die belast is met de bezorging van een pakket niet verplicht is om tot aan de deur van de geadresseerde te gaan als deze moeilijk toegankelijk is van op de openbare weg. Het doel van deze nieuwe regel is om de aanbieder van postdiensten toe te laten om de deur te bereiken met de voor bedeling van pakketten gebruikelijke voertuigen en te vermijden dat de aanbieder van postdiensten zich zou moeten wagen op een private weg met het risico zijn gezondheid of zijn veiligheid in gevaar te brengen of zijn voertuig te beschadigen.
Article 4	Artikel 4
L'article 4 reprend le contenu de l'article 4 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.	Artikel 4 neemt de inhoud over van artikel 4 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst, zonder aan de inhoud te raken.
Article 5	Artikel 5
L'article 5 relatif aux cas de suspension de la distribution reprend le contenu de l'article 36 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant quelques modifications.	Artikel 5, dat gaat over de gevallen van staking van de bezorging, neemt de inhoud over van artikel 36 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt daarin enkele wijzigingen aan.
L'article 5, § 1 ^{er} introduit la possibilité pour le prestataire de services postaux de suspendre la	Artikel 5, § 1 voert voor de aanbieder van postdiensten de mogelijkheid in om de bezorging

distribution lorsque la numérotation des boîtes ne respecte pas l'attribution des numéros par l'autorité publique compétente. Il s'agit d'éviter par exemple que des organisations regroupées sur un même site diffusent à leurs expéditeurs une adresse incorrecte, ce qui complexifie la distribution des envois.	op te schorten wanneer de nummering van de bussen niet in overeenstemming is met de toekenning van de nummers door de bevoegde overheid. Het is zaak om te vermijden dat organisaties die zijn gegroepeerd op eenzelfde site bijvoorbeeld een verkeerd adres meedelen aan hun afzenders, wat de bezorging van de zendingen bemoeilijkt.
L'article 5, § 2 apporte des modifications quant aux délais de régularisation octroyés aux titulaires d'une boîte aux lettres non conforme (augmentation des délais).	Artikel 5, § 2 brengt wijzigingen aan wat betreft de termijnen voor regularisatie die worden toegestaan aan de houders van een niet-conforme brievenbus (verlenging van de termijnen).
Article 6	Artikel 6
L'article 6 reprend le contenu de l'article 37 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.	Artikel 6 neemt de inhoud over van artikel 37 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder die ten gronde te wijzigen.
Article 7	Artikel 7
L'article 7 relatif à la remise des envois enregistrés reprend le contenu de l'article 8 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant quelques modifications afin de tenir compte de l'évolution des technologies et de permettre la signature électronique, le cachet électronique et la signature sur un écran.	Artikel 7 met betrekking tot de afgifte van ingeschreven zendingen, neemt de inhoud over van artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkele wijzigingen aan om rekening te houden met de evolutie van de technologieën en om de elektronische handtekening, het elektronische zegel en de handtekening op een scherm mogelijk te maken.
Par les mots « titre d'identité » utilisés à l'article 7, il faut entendre un document qui permet de s'assurer de l'identité d'une personne, sans se limiter à une carte d'identité, à un passeport ou à un permis de conduire. Ce document doit :	Onder de term "identiteitsbewijs" gebruikt in artikel 7 dient te worden verstaan een document aan de hand waarvan men zich gegarandeerd kan vergewissen van de identiteit van een persoon, zonder zich te beperken tot een identiteitskaart, een paspoort of een rijbewijs. Dat document moet:
- émaner d'une autorité administrative (fédérale, régionale, provinciale ou communale) ou d'un service public (par exemple une société de transport) ;	- uitgaan van een administratieve overheid (federaal, gewestelijk, provinciaal of gemeentelijk) of van een overheidsdienst (bijvoorbeeld een vervoersmaatschappij);
- mentionner le nom et le prénom du titulaire ;	- de naam en de voornaam van de houder vermelden;
- être pourvu d'une photo où son titulaire est reconnaissable.	- voorzien zijn van een foto waarop de houder herkenbaar is.

<p>L'article 7, § 2 qui fait suite au développement des nouveaux services de confiance, assimile la signature manuscrite apposée sur l'écran d'un appareil mobile, la signature électronique ou le cachet électronique, la signature électronique qualifiée ou le cachet électronique qualifié, à une signature valable dans le cadre de la distribution des envois enregistrés, c'est-à-dire des envois recommandés ou à valeur déclarée. Le règlement eIDAS distingue les services de confiance qualifiés et les services de confiance non qualifiés. Il est donc souhaitable de laisser à l'utilisateur le choix entre la signature électronique et la signature électronique qualifiée. Enfin, le SPF Economie recommande d'ajouter la notion de cachet électronique à la signature électronique lorsque la disposition s'adresse à une personne morale.</p>	<p>Artikel 7, § 2, dat volgt op de ontwikkeling van de nieuwe vertrouwensdiensten, stelt een handgeschreven handtekening aangebracht op het scherm van een mobiel toestel, een elektronische handtekening of een elektronisch zegel, een gekwalificeerde elektronische handtekening of een gekwalificeerd elektronisch zegel gelijk aan een geldige ondertekening in het kader van de bezorging van ingeschreven zendingen, dat wil zeggen aangetekende zendingen en zendingen met aangegeven waarde. De eIDAS-verordening maakt het onderscheid tussen gekwalificeerde vertrouwensdiensten en niet-gekwalificeerde vertrouwensdiensten. Het is dus wenselijk om aan de gebruiker de keuze te laten tussen een elektronische handtekening en een gekwalificeerde elektronische handtekening. Tot slot beveelt de FOD Economie aan om het begrip elektronisch zegel toe te voegen aan de elektronische handtekening, wanneer de bepaling zich tot een rechtspersoon richt.</p>
<p>L'article 7, § 3 simplifie la procédure de remise des envois enregistrés adressés à plus d'un destinataire.</p>	<p>Artikel 7, § 3, vereenvoudigt de procedure voor afgifte van de ingeschreven zendingen gericht aan meer dan één geadresseerde.</p>
<p>L'article 7, § 4 prévoit que ces envois enregistrés sont remis contre la signature d'un des destinataires ou du mandataire de l'un d'eux.</p>	<p>Artikel 7, § 4, bepaalt dat deze ingeschreven zendingen worden afgegeven tegen de handtekening van een van de geadresseerden of de gevolmachtigde van een van hen.</p>
<p>L'article 7, § 5 prévoit que lorsque le nom ou l'adresse du destinataire indiqués sur l'envoi comportent une marque, une dénomination commerciale ou sociale d'une personne morale, l'envoi enregistré est considéré comme étant adressé à ladite personne morale.</p>	<p>Artikel 7, § 5 bepaalt dat wanneer de naam of het adres van de geadresseerde vermeld op de zending een merknaam, handelsbenaming of een firmanaam van een rechtspersoon bevatten, de ingeschreven zending beschouwd wordt als zijnde geadresseerd aan de rechtspersoon in kwestie.</p>
<p>Article 8</p>	<p>Artikel 8</p>
<p>L'article 8 relatif au récépissé de dépôt d'un envoi enregistré remis à l'expéditeur d'un envoi enregistré reprend le contenu de l'article 9 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant des modifications liées à l'évolution des technologies. En effet, suite à l'évolution des technologies, le récépissé de dépôt peut également être un document électronique (si l'expéditeur en fait la demande dans le cadre de services pour lesquels une possibilité de récépissé électronique est offerte) dont le contenu est certifié par le prestataire de services postaux.</p>	<p>Artikel 8 met betrekking tot het afgiftebewijs van een ingeschreven zending afgegeven aan de afzender van een ingeschreven zending, neemt de inhoud over van artikel 9 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt wijzigingen aan in verband met de evolutie van de technologieën. Ingevolge de technische evolutie kan het afgiftebewijs immers ook een elektronisch document zijn (indien de afzender dat vraagt in het kader van diensten waarvoor een mogelijkheid van elektronisch afgiftebewijs wordt aangeboden) waarvan de inhoud gecertificeerd wordt door de</p>

<p>L'article 8 précise que le prestataire de services postaux procure le récépissé de dépôt soit au moment du dépôt, soit dans les meilleurs délais. En effet, la mise à disposition d'un récépissé électronique peut être légèrement différée et être effectuée via un envoi électronique à l'expéditeur ou via une mise à disposition du document dans une application électronique.</p>	<p>aanbieder van postdiensten. Artikel 8 preciseert dat de aanbieder van postdiensten het afgiftebewijs ofwel op het ogenblik van de afgifte ofwel zo snel mogelijk verstrekt. Het elektronisch afgiftebewijs kan immers iets later beschikbaar zijn en via elektronische weg naar de afzender worden verstuurd of in een elektronische applicatie ter beschikking worden gesteld.</p>
<p>Article 9</p>	<p>Artikel 9</p>
<p>L'article 9 relatif à l'avis de réception remis à l'expéditeur d'un envoi enregistré reprend le contenu de l'article 10 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant des modifications liées à l'évolution des technologies. En effet, grâce à l'évolution des technologies, l'avis de réception peut être un document électronique (si l'expéditeur en fait la demande, dans le cadre de services pour lesquels une possibilité d'avis de réception électronique est offerte) dont le contenu est certifié par le prestataire de services postaux. L'avis de réception électronique peut être renvoyé à l'expéditeur par exemple, via une communication électronique ou une mise à disposition dans une application électronique.</p>	<p>Artikel 9 met betrekking tot de ontvangstbevestiging afgegeven aan de afzender van een ingeschreven zending neemt de inhoud over van artikel 10 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt wijzigingen aan in verband met de evolutie van de technologieën. Dankzij de technologische evolutie kan de ontvangstbevestiging immers een elektronisch document zijn (indien de afzender dat vraagt in het kader van diensten waarvoor een mogelijkheid van elektronisch ontvangstbewijs wordt aangeboden) waarvan de inhoud gecertificeerd wordt door de aanbieder van postdiensten. De elektronische ontvangstbevestiging kan bijvoorbeeld naar de afzender worden verstuurd via een elektronisch bericht of kan ter beschikking worden gesteld in een elektronische applicatie.</p>
<p>Par ailleurs, la notion de « date du dépôt » contenue à l'article 10 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal est remplacée par celle de « date d'acceptation » par le prestataire de services postaux.</p>	<p>Overigens wordt het begrip van "datum van afgifte" uit artikel 10 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst vervangen door dat van "datum van aanvaarding" door de aanbieder van postdiensten.</p>
<p>En effet, avec l'évolution des processus et des technologies, il est désormais possible qu'un envoi enregistré soit déposé dans le réseau du prestataire de services postaux (par exemple dans une boîte aux lettres) avant que la prise en charge ne soit encore formellement validée par ce prestataire.</p>	<p>Met de evolutie van de processen en van de technologieën is het voortaan immers mogelijk om een ingeschreven zending af te geven in het netwerk van de aanbieder van postdiensten (bijvoorbeeld in een brievenbus) voordat deze aanbieder officieel heeft bevestigd dat de zending in behandeling is genomen.</p>
<p>Un bref délai peut s'écouler entre le moment du dépôt et celui de l'acceptation effective de l'envoi (par exemple après que le prestataire ait « relevé la boîte », vérifié l'envoi enregistré et validé le récépissé de dépôt).</p>	<p>Er kan een korte tijd verstrijken tussen het moment van de afgifte en dat van de daadwerkelijke aanvaarding van de zending (bijvoorbeeld nadat de aanbieder "de bus heeft geleedigd", de ingeschreven zending heeft gecontroleerd en het afgiftebewijs heeft gevalideerd).</p>

Article 10	Artikel 10
L'article 10 relatif aux cécogrammes et objets assimilés reprend le contenu de l'article 11 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant des modifications de forme.	Artikel 10 met betrekking tot het blindenschrift en de ermee gelijkgestelde voorwerpen neemt de inhoud over van artikel 11 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt daarin vormelijke wijzigingen aan.
Article 11	Artikel 11
L'article 11 relatif aux envois postaux, recommandés ainsi que ceux avec valeur déclarée de 250 euros au maximum, adressés à des destinataires résidant dans les établissements civils ou militaires reprend le contenu de l'article 12 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant des modifications de forme.	Artikel 11 met betrekking tot de aangetekende zendingen, alsmede die met een aangegeven waarde van ten hoogste 250 euro, geadresseerd aan personen die verblijven in burgerlijke of militaire inrichtingen, neemt de inhoud over van artikel 12 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt daarin vormelijke wijzigingen aan.
Article 12	Artikel 12
L'article 12 reprend le contenu de l'article 13 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.	Artikel 12 neemt de inhoud over van artikel 13 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder aan de inhoud te raken.
Article 13	Artikel 13
L'article 13, § 1 ^{er} reprend le contenu de l'article 14 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.	Artikel 13, § 1, neemt de inhoud over van artikel 14 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder aan de inhoud te raken.
L'article 13, § 2 reprend le contenu de l'article 15 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant quelques modifications afin de tenir compte de l'introduction de la notion de personne protégée dans le Titre XI du Livre Ier du Code civil.	Artikel 13, § 2, neemt de inhoud over van artikel 15 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkele wijzigingen aan om rekening te houden met de invoering van het begrip van beschermd persoon in de zin van Titel XI van Boek I van het Burgerlijk Wetboek.
Article 14	Artikel 14
L'article 14 reprend le contenu de l'article 16 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en le complétant par l'obligation mise à charge du titulaire d'une licence, en cas de présentation infructueuse d'un envoi enregistré à l'adresse de distribution, de le tenir à la disposition du destinataire dans un point de service postal situé à une distance maximale de 15 km de l'adresse de distribution, sans préjudice	Artikel 14 neemt de inhoud over van artikel 16 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en vult die aan met de verplichting die rust op de houder van een vergunning, om in geval van een vruchteloze aanbieding van een ingeschreven zending op het bezorgingsadres, deze ter beschikking te houden van de geadresseerde in een postale-servicepunt dat zich op een afstand

du droit du prestataire de services postaux de proposer d'autres modalités de remise ou de retrait.	van maximaal 15 kilometer van het bezorgingsadres bevindt, onverminderd het recht van de aanbieder van postdiensten om andere mogelijkheden voor afgifte of afhaling voor te stellen.
Ainsi, d'autres modalités de remise de l'envoi recommandé peuvent également être fixées moyennant l'accord du destinataire, telles que par exemple la remise au destinataire ou à son mandataire à une autre adresse que celle mentionnée sur l'envoi ou la remise directe dans un point de service postal sans la présentation préalable de l'envoi à l'adresse de distribution ; ceci sans préjudice du respect des modalités de distribution fixées à l'article 7.	Zo kunnen ook andere nadere bepalingen voor de afgifte van de aangetekende zending worden vastgelegd mits de geadresseerde daarmee instemt, zoals de afgifte aan de geadresseerde of aan zijn gevolmachtigde op een ander adres dan het adres vermeld op de zending of de rechtstreekse afgifte in een postale-servicepunt zonder voorafgaande aanbieding van de zending op het bezorgingsadres; dit onverminderd de naleving van de nadere bepalingen voor de bezorging vastgelegd in artikel 7.
L'avis de présentation infructueuse peut consister en un document sur un support en papier déposé dans la boîte aux lettres du destinataire ou encore, grâce à l'évolution des technologies, en un avis sous une forme électronique.	Het bericht van vruchteloze aanbieding kan een papieren document zijn dat in de brievenbus van de geadresseerde wordt gestoken of ook, dankzij de technologische evolutie, een bericht in elektronische vorm.
Article 15	Artikel 15
L'article 15 reprend le contenu de l'article 17 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en le complétant. En effet, il donne la possibilité aux prestataires de services postaux de ne remettre les envois à valeur déclarée d'un montant supérieur à 250 euros que dans un point de service postal.	Artikel 15 neemt de inhoud over van artikel 17 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en vult het aan. Het geeft de aanbieders van postdiensten immers de mogelijkheid om zendingen met een aangegeven waarde van meer dan 250 euro enkel af te geven in een postale-servicepunt.
Article 16	Artikel 16
L'article 16 reprend le contenu de l'article 18 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en le complétant par la précision que la qualité d'ayant droit est démontrée au moyen d'un acte ou d'un certificat d'hérédité.	Artikel 16 van het ontwerp neemt de inhoud over van artikel 18 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en vult die aan met de verduidelijking dat de hoedanigheid van rechthebbende wordt aangetoond door middel van een akte of attest van erfopvolging.
Article 17	Artikel 17
L'article 17 reprend le contenu de l'article 57 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier.	Artikel 17 neemt de inhoud over van artikel 57 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder die te wijzigen.

Article 18	Artikel 18
<p>L'article 18 reprend le contenu de l'article 19 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant quelques adaptations afin notamment de tenir compte de l'évolution des technologies. L'article 18 prévoit en effet que la carte de procuration postale peut également revêtir la forme d'un document électronique certifié par le prestataire de services postaux, délivré à la personne morale ou physique, et archivé chez le ou les prestataires de services postaux, le cas échéant.</p>	<p>Artikel 18 neemt de inhoud over van artikel 19 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt daarin enkele aanpassingen aan om meer bepaald rekening te houden met de evolutie van de technologieën. Artikel 18 bepaalt immers dat de postvolmachtkaart ook de vorm mag aannemen van een door de aanbieder van postdiensten gecertificeerd elektronisch document, afgegeven aan de natuurlijke of rechtspersoon, en desgevallend gearhiveerd bij de aanbieder(s) van postdiensten.</p>
<p>Par ailleurs, l'article 18 du projet fixe la durée de validité des cartes de procuration postale à maximum 36 mois.</p>	<p>Bovendien legt artikel 18 van het ontwerp de geldigheidsduur van de postvolmachtkaarten vast op 36 maanden.</p>
<p>Enfin, l'article 18 du projet introduit la notion d'interopérabilité des cartes de procuration postale entre les différents titulaires d'une licence postale.</p>	<p>Ten slotte introduceert artikel 18 van het ontwerp het begrip van interoperabiliteit van de postvolmachtkaarten onder de verschillende houders van een postvergunning.</p>
Article 19	Artikel 19
<p>L'article 19 introduit la notion de « l'adresse retour » afin de faciliter l'identification de l'expéditeur de l'envoi dans le but de réduire la masse des envois non distribuables.</p>	<p>Artikel 19 introduceert het begrip "retouradres" om de identificatie van de afzender van de zending te bevorderen om het aantal onbestelbare zendingen te verminderen.</p>
Article 20	Artikel 20
<p>L'article 20 reprend le contenu de l'article 20 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant quelques modifications liées à l'introduction de la notion de l'adresse retour.</p>	<p>Artikel 20 neemt de inhoud over van artikel 20 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt daarin enkele wijzigingen aan in verband met de invoering van het begrip retouradres.</p>
<p>L'article 20 précise que le prestataire de services postaux peut ouvrir un envoi non distribuable pour tenter d'identifier le destinataire de l'envoi. La réglementation (article 20, § 1er, de l'arrêté royal du 24 avril 2014) précise toutefois que l'envoi ne peut être ouvert que pour identifier l'expéditeur de l'envoi.</p>	<p>Artikel 20 préciseert dat de aanbieder van postdiensten een onbestelbare zending mag openen om de geadresseerde van de zending te proberen achterhalen. De reglementering (artikel 20, § 1, van het koninklijk besluit van 24 april 2014) bepaalt echter dat de zending enkel mag worden geopend om de afzender van de zending te identificeren.</p>
<p>En résumé, le projet prévoit la possibilité d'ouvrir l'envoi non distribuable pour identifier l'expéditeur et/ou le destinataire.</p>	<p>Kortom, het ontwerp voorziet in de mogelijkheid om de onbestelbare zending te openen om de afzender en/of de geadresseerde te identificeren.</p>
Article 21	Artikel 21

<p>L'article 21 établit la liste des envois interdits au transport postal ou admis sous certaines conditions ; il reprend le contenu de la liste figurant à l'article 21 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant des modifications de forme. Le prestataire de services postaux n'est pas tenu de contrôler systématiquement chaque envoi.</p>	<p>Artikel 21 stelt de lijst op van de zendingen die verboden zijn voor het postvervoer of die onder bepaalde voorwaarden worden toegelaten; het neemt de inhoud over van de lijst die vermeld is in artikel 21 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt er vormelijke wijzigingen in aan. De aanbieder van postdiensten is niet verplicht om systematisch elke zending te controleren.</p>
<p>Articles 22 à 25</p>	<p>Artikelen 22 tot 25</p>
<p>Les articles 22 à 25 concernent les machines à affranchir ; ils reprennent le contenu des articles 24 et suivants de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.</p>	<p>De artikelen 22 tot 25 betreffen de frankeermachines; ze nemen de inhoud over van de artikelen 24 en volgende van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder aan de inhoud te raken.</p>
<p>Le Titre 3 (articles 26 à 39) est consacré aux licences.</p>	<p>Titel 3 (de artikelen 26 tot 39) is gewijd aan de vergunningen.</p>
<p>Article 26</p>	<p>Artikel 26</p>
<p>L'article 26 relatif aux modalités d'introduction de la demande d'une licence reprend, sans le modifier le contenu de l'article 10 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle ».</p>	<p>Artikel 26 met betrekking tot de nadere regels voor de indiening van een aanvraag voor een vergunning neemt, zonder die te wijzigen, de inhoud over van artikel 10 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid".</p>
<p>Article 27</p>	<p>Artikel 27</p>
<p>L'article 27 qui fixe le contenu de la demande d'une licence reprend en le complétant le contenu de l'article 11 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle ». L'article 27 précise que le plan financier (déjà prévu par l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle ») que la demande d'une licence doit contenir doit être actuel ; cela signifie que le plan financier doit être basé sur l'actualité comptable du demandeur au cas où celui-ci aurait déjà démarré une activité commerciale. L'article 27 prévoit également que la demande doit contenir le texte des conditions générales de vente qui seront appliquées par le demandeur en cas d'octroi de la licence (exigence non prévue par l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle ») .</p>	<p>Artikel 27, dat de inhoud vaststelt van de aanvraag voor een vergunning, neemt de inhoud over van artikel 11 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid" en vult die aan. Artikel 27 preciseert dat het financiële plan (waarin al voorzien was door het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid") dat opgenomen moet zijn in een aanvraag voor een vergunning, actueel moet zijn; dat betekent dat het financiële plan gebaseerd moet zijn op de boekhoudkundige actualiteit van de aanvrager ingeval deze al met een handelsactiviteit zou zijn gestart. Artikel 27 bepaalt ook dat de aanvraag de tekst van de algemene verkoopsvoorwaarden moet bevatten die door de aanvrager zullen worden toegepast indien de vergunning wordt verleend (eis die niet was vastgelegd in het koninklijk besluit van 11</p>

	januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid").
Article 28	Artikel 28
L'article 28 reproduit sans le modifier le contenu de l'article 12 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle ».	Artikel 28 reproduceert zonder die te wijzigen, de inhoud van artikel 12 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid".
Article 29	Artikel 29
L'article 29 reprend le contenu de l'article 2 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV sans le modifier.	Artikel 29 neemt de inhoud over van artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" zonder die te wijzigen.
Article 30	Artikel 30
L'article 30 reprend le contenu de l'article 4 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV sans le modifier quant au fond.	Artikel 30 neemt de inhoud over van artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" zonder aan de inhoud te raken.
Article 31	Artikel 31
L'article 31 reprend, en l'adaptant, le contenu de l'article 3 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV. Alors que l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV traite seulement de l'hypothèse où l'IBPT se prononce, via une recommandation positive, en faveur de l'octroi de la licence, l'article 31 parle de décision, celle-ci pouvant être d'octroyer ou de refuser la licence. Par ailleurs, l'article 31 prévoit que l'Institut notifie son projet de décision au demandeur dans un délai de 30 jours à compter du jour où la demande est complète (l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV prévoit que l'Institut formule une recommandation dans un délai de 30 jours à compter de l'introduction de la demande). L'expérience a montré que les demandes d'une licence adressées à l'IBPT ne sont complètes que plusieurs semaines voire plusieurs mois après l'introduction de la demande.	Artikel 31 neemt de inhoud over van artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" en past die aan. Terwijl het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" enkel gaat over het geval waarin het BIPT zich via een positieve aanbeveling uitspreekt voor het verlenen van de vergunning, spreekt artikel 31 van een besluit, dat erin kan bestaan de vergunning te verlenen of te weigeren. Bovendien schrijft artikel 31 voor dat het Instituut zijn ontwerpbesluit meedeelt aan de aanvrager binnen een termijn van 30 dagen vanaf de datum waarop de aanvraag volledig is (het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" bepaalt dat het Instituut een aanbeveling formuleert binnen een termijn van 30 dagen na de indiening van de aanvraag). De ervaring heeft geleerd dat aanvragen voor een vergunning die aan het BIPT worden gericht, pas verscheidene weken of zelfs verscheidene maanden na de indiening van de aanvraag volledig zijn.
Article 32	Artikel 32
L'article 32 reprend le contenu de l'article 13 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle » sans le modifier quant au fond.	Artikel 32 neemt de inhoud over van artikel 13 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid" zonder aan de inhoud te raken.
Article 33	Artikel 33

<p>L'article 33 qui fixe le principe que toute demande d'une licence donne lieu au paiement d'une redevance pour l'étude du dossier reprend le contenu de l'article 14 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle » en modifiant le montant des redevances. En effet, tels que fixés par l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle », les montants peuvent constituer un frein à l'entrée sur le marché des plus petits acteurs. L'article 33 abaisse donc le montant des redevances à 200 euros par catégorie de services (au lieu de 375 euros dans l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle ») et innove en fixant un maximum (400 euros) en cas de demande d'une licence pour l'offre de plusieurs services d'envois de correspondance compris dans le service universel.</p>	<p>Artikel 33, dat het principe vaststelt dat elke aanvraag voor een vergunning aanleiding geeft tot de betaling van een retributie voor de studie van het dossier, neemt de inhoud over van artikel 14 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid" en wijzigt het bedrag van de retributies. Zoals ze waren vastgesteld in het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid" konden de bedragen immers voor de kleinste actoren een rem vormen om de markt te betreden. Artikel 33 verlaagt dus het bedrag van de retributies tot 200 euro per categorie van diensten (in plaats van 375 euro in het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid") en voert een vernieuwing in door een maximum vast te leggen (400 euro) in geval van een aanvraag voor een vergunning voor het aanbieden van verschillende brievenpostdiensten die onder de universele dienst vallen.</p>
Article 34	Artikel 34
<p>L'article 34 reprend le contenu de l'article 16 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle » sans le modifier quant au fond.</p>	<p>Artikel 34 neemt de inhoud over van artikel 16 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid" zonder aan de inhoud te raken.</p>
Article 35	Artikel 35
<p>L'article 35 reprend le contenu de l'article 17 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle » sans le modifier.</p>	<p>Artikel 35 neemt de inhoud over van artikel 17 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid", zonder deze te wijzigen.</p>
Article 36	Artikel 36
<p>L'article 36 reprend et complète l'article 35, 3°, de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV.</p>	<p>Artikel 36 neemt artikel 35, 3°, over van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" en vult het aan.</p>
<p>L'article 36 innove en prévoyant que les conditions générales de vente relatives aux services d'envois de correspondance relevant du service universel des titulaires d'une licence doivent contenir (outre les informations déjà prévues par l'article 35, 3° de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV) les règles et les responsabilités en cas de retard dans l'acheminement des envois. Il prévoit encore que les conditions générales de vente doivent être</p>	<p>Artikel 36 voert een vernieuwing in door te bepalen dat de algemene verkoopsvoorwaarden met betrekking tot de diensten van brievenpost die onder de universele dienst vallen van de houders van een vergunning (behalve de informatie die al voorgeschreven wordt door artikel 35, 3°, van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV") de regels en de aansprakelijkheid in geval van vertraging in de verzending van de zendingen moeten bevatten.</p>

publiées sur le site internet du prestataire de services postaux (cette exigence n'est pas prévue par l'article 35, 3°, de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV).	Het bepaalt daarnaast ook dat de algemene verkoopsvoorwaarden moeten worden gepubliceerd op de website van de aanbieder van postdiensten (deze eis werd niet vastgelegd in artikel 35, 3°, van het koninklijk besluit van 11 januari 2006, "titel IV").
Article 37	Artikel 37
L'article 37 reprend le contenu de l'article 5 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV en y apportant seulement des modifications de forme.	Artikel 37 neemt de inhoud over van artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" en brengt enkel formele wijzigingen aan.
Article 38	Artikel 38
L'article 38 reprend le contenu de l'article 6 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV en y apportant seulement des modifications de forme.	Artikel 38 neemt de inhoud over van artikel 6 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" en brengt enkel formele wijzigingen aan.
Article 39	Artikel 39
L'article 39 reprend le contenu de l'article 7 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 titre IV en y apportant seulement des modifications de forme.	Artikel 39 neemt de inhoud over van artikel 7 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "titel IV" en brengt enkel formele wijzigingen aan.
Le Titre 4 (articles 40 et 41) traite de la responsabilité extracontractuelle des prestataires de services postaux en cas de perte, de vol ou de détérioration d'un envoi ou de retard dans l'acheminement d'un envoi au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public national.	Titel 4 (de artikelen 40 en 41) gaat over de extracontractuele aansprakelijkheid van de aanbieders van postdiensten voor verlies, diefstal of beschadiging van een zending of vertraging in de verzending van een zending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een nationale openbare dienst.
Article 40	Artikel 40
L'article 40 du projet reprend le contenu de l'article 3 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle » sans le modifier.	Artikel 40 van het ontwerp neemt de inhoud van artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid" over zonder deze te wijzigen.
Article 41	Artikel 41
L'article 41 complète le régime de responsabilité, en cas de dommage consécutif à la perte, au vol ou à l'avarie d'un envoi, prévu par l'article 3 de l'arrêté royal du 11 janvier 2006 « responsabilité extracontractuelle » en fixant les délais de retard au-delà desquels les envois non arrivés à destination doivent être considérés comme perdus.	Artikel 41 vult het aansprakelijkheidsstelsel aan, in geval van schade als gevolg van verlies, diefstal of beschadiging van een zending, waarvan sprake in artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 januari 2006 "extracontractuele aansprakelijkheid" door de termijnen van vertraging vast te leggen na afloop waarvan zendingen die hun bestemming niet hebben bereikt, als verloren moeten worden beschouwd.

Le Titre 5 (articles 42 à 52) est consacré au service postal universel.	Titel 5 (de artikelen 42 tot 52) is gewijd aan de universele postdienst.
Articles 42 à 47	Artikelen 42 tot 47
Les articles 42 à 47 traitent de la qualité du service postal universel presté par le prestataire désigné du service universel. Leur contenu est aligné sur celui du contrat de gestion relatif aux obligations de service universel pour la période 2019-2023 conclu entre bpost et l'Etat belge.	De artikelen 42 tot 47 handelen over de kwaliteit van de universele postdienst verricht door de aangewezen aanbieder van de universele dienst. De inhoud ervan is afgestemd op deze van het beheerscontract betreffende de universeledienstverplichtingen voor de periode 2019-2023 tussen bpost en de Belgische Staat.
Article 48	Artikel 48
L'article 48 reprend le contenu des articles 22 et 28, § 2, de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant une modification majeure. Il prévoit en effet que les timbres émis en franc belge ou en euros par le prestataire désigné du service postal universel ne sont plus valables à partir du 1 ^{er} janvier 2023.	Artikel 48 neemt de inhoud over van de artikelen 22 en 28, § 2, van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt een grote wijziging aan. Het bepaalt immers dat postzegels uitgebracht in Belgische frank of in euro door de aangewezen aanbieder van de universele postdienst niet meer geldig zijn vanaf 1 januari 2023.
Article 49	Artikel 49
L'article 49 reprend le contenu de l'article 29 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant seulement des modifications de forme.	Artikel 49 neemt de inhoud over van artikel 29 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkel formele wijzigingen aan.
Article 50	Artikel 50
L'article 50 reprend le contenu de l'article 23 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant seulement des modifications de forme.	Artikel 50 neemt de inhoud over van artikel 23 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkel formele wijzigingen aan.
Articles 51 et 52	Artikelen 51 en 52
Les articles 51 et 52 reprennent le contenu des articles 30 à 32 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans y apporter de modifications quant au fond.	De artikelen 51 en 52 nemen de inhoud over van de artikelen 30 tot 32 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder daarin inhoudelijke wijzigingen aan te brengen.
Le Titre 6 (articles 53 à 60) est consacré au service de distribution :	Titel 6 (de artikelen 53 tot 60) is gewijd aan de dienst voor de bezorging:
1° des journaux et écrits périodiques ;	1° van kranten en tijdschriften;
2° des imprimés électoraux ;	2° van verkiezingsdrukwerk;

3° des envois de correspondance administrative.	3° van administratieve brievenpost.
Article 53	Artikel 53
L'article 53 reprend le contenu de l'article 40 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant quelques modifications mineures qui ne nécessitent pas de commentaires particuliers.	Artikel 53 neemt de inhoud over van artikel 40 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkele kleine wijzigingen aan die geen bijzondere commentaar behoeven.
Article 54	Artikel 54
L'article 54 reprend le contenu de l'article 41 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant seulement des modifications mineures qui ne nécessitent pas de commentaires particuliers. Un paragraphe 3 définissant la notion de supplément irrégulier est ajouté.	Artikel 54 neemt de inhoud over van artikel 41 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt slechts kleine wijzigingen aan die geen bijzondere commentaar behoeven. Er wordt een paragraaf 3 toegevoegd die het begrip van onregelmatig bijvoegsel definieert.
Article 55	Artikel 55
L'article 55 reprend le contenu de l'article 42 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant seulement des modifications de forme.	Artikel 55 neemt de inhoud over van artikel 42 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkel formele wijzigingen aan.
Article 56	Artikel 56
L'article 56 reprend le contenu de l'article 43 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant seulement des modifications de forme.	Artikel 56 neemt de inhoud over van artikel 43 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkel formele wijzigingen aan.
Article 57	Artikel 57
L'article 57 reprend le contenu de l'article 44 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.	Artikel 57 neemt de inhoud over van artikel 44 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder aan de inhoud te raken.
Article 58	Artikel 58
L'article 58 reprend le contenu de l'article 45 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.	Artikel 58 neemt de inhoud over van artikel 45 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder aan de inhoud te raken.
Article 59	Artikel 59
L'article 59 reprend le contenu de l'article 46 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant	Artikel 59 neemt de inhoud over van artikel 46 van het koninklijk besluit van 24 april 2014

réglementation du service postal sans le modifier quant au fond.	houdende reglementering van de postdienst zonder aan de inhoud te raken.
Article 60	Artikel 60
L'article 60 reprend le contenu de l'article 47 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal sans le modifier.	Artikel 60 neemt de inhoud over van artikel 47 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst zonder die te wijzigen.
Article 61	Artikel 61
L'article 61 reprend le contenu de l'article 48 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant quelques modifications mineures qui ne nécessitent pas de commentaires particuliers.	Artikel 61 neemt de inhoud over van artikel 48 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst en brengt enkele kleine wijzigingen aan die geen specifieke commentaar behoeven.
Articles 67 à 72	Artikelen 67 tot 72
Les articles 67 à 72 relatifs aux envois de correspondance administrative reprennent le contenu des articles 49 à 61 de l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal en y apportant des modifications mineures. Il prévoit que les envois suivants bénéficient désormais également de la franchise postale :	De artikelen 67 tot 72 met betrekking tot de zendingen van administratieve brievenpost nemen de inhoud van de artikelen 49 tot 61 van het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst over en brengen er enkele kleine wijzigingen in aan. Deze bepaalt dat de volgende zendingen voortaan ook portvrijdom genieten:
1° les envois de correspondance émanant des médiateurs fédéraux en application de l'article 18 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux	1° de brievenpost uitgaande van de federale ombudsmannen en -vrouwen overeenkomstig artikel 18 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen,
2° les envois de correspondance émanant des présidents, des membres et des greffiers des comités permanents ainsi que du directeur général du Service d'Enquêtes P et du chef du Service d'Enquêtes R en application de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace	2° de brievenpost uitgaande van de voorzitters, de leden en de griffiers van de vaste comités, alsook van de directeur-generaal van de dienst Enquêtes P en van het hoofd van de dienst Enquêtes I overeenkomstig de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse.
Afin de garantir un financement de la franchise postale pour le prestataire désigné par l'Etat pour ce service, il est précisé qu'une convention d'approfondissement conclue entre l'Etat belge et le prestataire chargé de cette mission de service public par l'Etat belge peut définir les modalités opérationnelles et le financement relatifs à la franchise postale.	Om een financiering van de portvrijdom te garanderen voor de voor deze dienst door de Staat aangewezen aanbieder, wordt gepreciseerd dat een uitdiepingsovereenkomst tussen de Belgische Staat en de aanbieder belast met deze opdracht van openbare dienst door de Belgische Staat, de operationele nadere bepalingen en de financiering in verband met de portvrijdom kan definiëren.

Le Titre 7 (articles 73 et 74) est consacré aux dispositions finales.	Titel 7 (de artikelen 73 en 74) is gewijd aan de slotbepalingen.
Articles 73 et 74	Artikelen 73 en 74
Les articles 73 et 74 n'appellent pas de commentaire particulier.	De artikelen 73 en 74 behoeven geen bijzondere commentaar.
J'ai l'honneur d'être, Sire,	Ik heb de eer te zijn, Sire,
PHILIPPE	FILIP
Par le Roi :	Van Koningswege :
La Ministre de la Poste,	De Minister van de Post,
P. DE SUTTER	P. DE SUTTER

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATÉGIE ET APPUI	FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING
xxx. - Arrêté royal relatif aux services postaux	xxx. - Koninklijk besluit betreffende de postdiensten
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
A tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, les articles 3, § 1 ^{er} , 4, 6, § 2, 7, 13, 25 ;	Gelet op de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten, de artikelen 3, § 1, 4, 6, § 2, 7, 13, 25;
Vu la loi du 6 juillet 1971 relative à la création de bpost et à certains services postaux, les articles 14 et 15 ;	Gelet op de wet van 6 juli 1971 betreffende de oprichting van bpost en betreffende sommige postdiensten, de artikelen 14 en 15;
Vu l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application le titre IV (Réforme de la Régie des postes) de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ;	Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 2006 tot toepassing van titel IV (Hervorming van de Regie der Posterijen) van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;
Vu l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application les articles 142, § 4, 144 ^{quater} , § 3, 148 ^{sexies} , § 1 ^{er} , 1 ^o et 148 ^{septies} de la loi du 21	Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 2006 tot toepassing van de artikelen 142, § 4, 144 ^{quater} , § 3, 148 ^{sexies} , § 1, 1 ^o en 148 ^{septies}

<p>mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et déterminant les plafonds des dommages et intérêts dus par les prestataires des services postaux en cas de responsabilité extracontractuelle de la perte, du vol, de l'avarie et/ou du retard d'un envoi postal au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public ;</p>	<p>van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en ter bepaling van de plafonds voor de schadevergoedingen en interesten die de aanbieders van postdiensten verschuldigd zijn in geval van extracontractuele aansprakelijkheid voor verlies, diefstal, beschadiging en/of vertraging van een postzending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een openbare dienst;</p>
<p>Vu l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal ;</p>	<p>Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst;</p>
<p>Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications relatif aux articles 26 à 35, 37 à 39 et 42 à 47 sur la base des articles 6, § 2, 7 et 13 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux ;</p>	<p>Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie verstrekt met betrekking tot de artikelen 26 tot 35, 37 tot 39 en 42 tot 47, op basis van de artikelen 6, § 2, 7 en 13 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten;</p>
<p>Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;</p>	<p>Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd conform de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;</p>
<p>Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le... ;</p>	<p>Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op ...;</p>
<p>Vu l'accord du Secrétaire d'État au Budget donné le ... ;</p>	<p>Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. ...;</p>
<p>Vu l'avis ... du Conseil d'Etat, donné le ... en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;</p>	<p>Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op ..., met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;</p>
<p>Considérant qu'il importe de moderniser la réglementation postale secondaire et de l'adapter au nouveau cadre légal institué par la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux,</p>	<p>Overwegende dat het belangrijk is om de secundaire postale reglementering te moderniseren en deze aan te passen aan het nieuwe wettelijke kader dat ingesteld is bij de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten,</p>
<p>Sur la proposition de la Ministre de la Poste, et de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,</p>	<p>Op de voordracht van de Minister van Post en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,</p>
<p>Nous avons arrêté et arrêtons :</p>	<p>Hebben Wij besloten en besluiten Wij:</p>
<p>TITRE 1^{er}. – Définitions</p>	<p>TITEL 1. – Definities</p>
<p>Article 1^{er}. § 1^{er}. Sauf disposition contraire, les termes utilisés dans le présent arrêté ont la</p>	<p>Artikel 1. § 1. Behoudens andersluidende bepaling hebben de termen die in dit besluit</p>

signification qui leur est donnée par l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux.	worden gebruikt, de betekenis die eraan is gegeven door artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten.
§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :	§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1° « loi » : la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux ;	1° "wet": de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten;
2° « port » : le tarif d'une prestation de transport d'un envoi postal ;	2° "port": het tarief van een prestatie voor het transport van een postzending;
3° « fondé de pouvoir civil ou militaire » : la personne commissionnée pour servir d'intermédiaire entre les membres d'une collectivité militaire ou civile et le prestataire de services postaux ;	3° "burgerlijke of militaire gevolmachtigde": de persoon aangesteld om als tussenpersoon te dienen tussen de leden van een militaire of civiele gemeenschap en de aanbieder van postdiensten;
4° « célogramme » : l'envoi postal contenant des documents écrits ou imprimés en braille ou des enregistrements sonores ou numériques destinés spécifiquement aux personnes aveugles et malvoyantes, ou du matériel permettant de produire de tels documents ou enregistrements, envoyés par des personnes aveugles ou malvoyantes ou par des institutions pour personnes aveugles et malvoyantes officiellement reconnues, ou qui leur sont adressés. La mention « célogramme » est apposée de manière visible sur le recto de l'envoi ;	4° "blindenschrift": postzending met daarin in braille geschreven of gedrukte documenten of geluidsopnamen of digitale opnamen, specifiek bestemd voor blinden of slechtzienden, of materiaal aan de hand waarvan dergelijke documenten of opnamen kunnen worden gemaakt, verzonden door blinden of slechtzienden of door een officieel erkende instelling voor blinden en slechtzienden, of aan hen geadresseerd. De vermelding "blindenschrift" moet op goed zichtbare wijze worden aangebracht op de achterkant van de zending;
5° « carte postale » : l'envoi de correspondance constitué par une communication expédiée à découvert sur une carte ;	5° "briefkaart": brievenpost bestaande uit een communicatie verzonden als open zending;
6° « recto » : la face d'un envoi postal comportant l'adresse du destinataire et la zone d'affranchissement ;	6° "voorzijde": de zijde van een postzending waarop het adres van de geadresseerde en de frankeerzone vermeld staan;
7° « services » : le terme générique désignant les services proprement dits et les produits d'un prestataire de services postaux ;	7° "diensten": soortnaam die verwijst naar de eigenlijke diensten en de producten van een aanbieder van postdiensten;
8° « envoi de correspondance égrené » : l'envoi de correspondance déposé par pièce individuelle ;	8° "stukpostbrievenpost": brievenpost die per individueel stuk afgegeven wordt;
9° « point de service postal » : tout bureau de poste ou tout lieu où un service postal est offert au nom et pour le compte d'un prestataire de services postaux et exploité par un tiers ;	9° "postale-servicepunt": elk postkantoor of elke plaats waar een postdienst wordt verstrekt namens en voor rekening van een aanbieder van postdiensten en geëxploiteerd door een derde;

<p>10° « distribution en J+n » : la distribution des envois le même jour ouvrable (autre que le samedi) suivant celui de leur dépôt dans un point d'accès avant la dernière levée utile de ce point d'accès ou de leur livraison dans le bureau d'échange international avant le " LAT " (latest arrival time) ;</p>	<p>10° "distributie binnen D+n": bezorging van de zendingen op de n'de werkdag (buiten de zaterdag) volgend op die van hun afgifte in een toegangspunt voor de laatste nuttige lichtung van dat toegangspunt of op die van hun aanlevering in het internationale uitwisselingskantoor voor de "LAT" (latest arrival time);</p>
<p>11° « envoi enregistré » : l'envoi recommandé ou à valeur déclarée.</p>	<p>11° "ingeschreven zending": aangetekende zending of zending met aangegeven waarde.</p>
<p>TITRE 2. – Traitement et distribution des envois postaux</p>	<p>TITEL 2. – Behandeling en distributie van de postzendingen</p>
<p>CHAPITRE 1^{er}. – Principes</p>	<p>HOOFDSTUK 1. – Principes</p>
<p>Art.2. § 1^{er}. Sans préjudice de la possibilité pour les prestataires de services postaux de proposer des formules alternatives de distribution, les envois postaux sont distribués à l'adresse mentionnée par l'expéditeur pour autant que cette adresse corresponde sans équivoque ni recherche à une adresse de distribution.</p>	<p>Art. 2. § 1. Onverminderd de mogelijkheid voor de aanbieders van postdiensten om alternatieve formules voor bezorging voor te stellen, worden de postzendingen bezorgd op het adres dat door de afzender is vermeld, voor zover dat adres duidelijk en zonder opzoekingswerk overeenstemt met een bezorgingsadres.</p>
<p>Les envois ne peuvent être distribués à une autre adresse qu'à la demande ou avec l'accord exprès du destinataire.</p>	<p>De zendingen mogen enkel op verzoek van de geadresseerde of met diens uitdrukkelijke toestemming op een ander adres worden bezorgd.</p>
<p>§ 2. Est considérée comme une adresse postale correspondant sans équivoque ni recherche à une adresse de distribution, reconnue par le prestataire de services postaux, l'ensemble des données fournies par l'expéditeur comprenant limitativement :</p>	<p>§ 2. Wordt beschouwd als een postadres dat duidelijk en zonder opzoekingswerk overeenstemt met een bezorgingsadres, door de aanbieder van postdiensten erkend, het geheel van gegevens verstrekt door de afzender, bestaande uit en beperkt tot:</p>
<p>1° pour tous les envois adressés à une destination située en Belgique, sauf ceux qui sont adressés à une boîte postale :</p>	<p>1° voor alle zendingen die geadresseerd zijn aan een bestemming in België, behalve die welke worden geadresseerd aan een postbus:</p>
<p>a) une ligne comprenant le nom de la rue, composé du type de voie et du nom de la voie, pour autant qu'ils existent, du numéro du bâtiment et du numéro de la boîte, précédé de la mention « boîte », " bte ", « bus » ou « box », pour les bâtiments comportant plus d'une boîte aux lettres ;</p>	<p>a) een regel met de straatnaam, samengesteld uit het type weg en de naam van de weg, voor zover deze bestaan, het nummer van het gebouw en het nummer van de bus, voorafgegaan door de vermelding "bus", "boîte", "bte" of "box", voor de gebouwen die verscheidene brievenbussen tellen;</p>
<p>b) une ligne comprenant le code postal de l'adresse de distribution, suivi du nom de la commune ;</p>	<p>b) een regel met de postcode van het bezorgingsadres, gevolgd door de naam van de gemeente;</p>

2° pour les envois adressés à une boîte postale située en Belgique :	2° voor de zendingen geadresseerd aan een postbus in België:
a) une ligne comprenant la mention « boîte postale » ou « B.P. » suivie du numéro de la boîte postale ;	a) een regel met de vermelding “postbus” of “PB” gevolgd door het nummer van de postbus;
b) une ligne comprenant le code postal suivi du nom de la commune et le nom du point de service postal dans lequel se trouve la boîte postale.	b) een regel met de postcode, gevolgd door de naam van de gemeente en de naam van het postale-servicepunt waar de postbus zich bevindt.
Les envois destinés à un pays étranger doivent comporter à la dernière ligne le nom du pays étranger, écrit en toutes lettres dans une des langues nationales ou en anglais.	Bij zendingen bestemd voor het buitenland moet op de laatste regel de naam van dat land, voluit geschreven in een van de landstalen of in het Engels, worden vermeld.
§ 3. Lorsque l'adresse postale indiquée sur l'envoi ne correspond pas, sans équivoque ou recherche, à une adresse de distribution, telle que visée aux paragraphes 1 ^{er} et 2, le prestataire de services postaux peut déterminer l'adresse de distribution en se fondant sur les éléments indicatifs figurant sur l'envoi, ou en effectuant des traitements automatiques de données à caractère personnel.	§ 3. Wanneer het op de zending vermelde postadres niet duidelijk of zonder opzoekingswerk overeenstemt met een bezorgingsadres, zoals bedoeld in de paragrafen 1 en 2, heeft de aanbieder van postdiensten de mogelijkheid om een bezorgingsadres te bepalen op basis van elementen die op de zending staan of door automatische verwerking van persoonsgegevens.
Ces traitements ont pour objectif de compléter ou d'interpréter l'adresse postale sur la base soit d'algorithmes de reconnaissance soit de comparaisons avec des données traitées antérieurement dans le cadre de précédentes distributions d'envois au même destinataire soit de comparaisons avec les bases de données d'adresses utilisées par le prestataire de services postaux.	Deze verwerkingen hebben als doel het postadres aan te vullen of te interpreteren op basis van ofwel herkenning algoritmen ofwel aftoetsing tegenover gegevens die eerder werden verwerkt in het kader van vroegere bezorgingen van zendingen aan dezelfde geadresseerde ofwel tegenover de adresdatabanken gebruikt door de aanbieder van postdiensten.
Lorsque l'adresse postale indiquée sur l'envoi ne correspond pas, sans équivoque ou recherche, à une adresse de distribution, telle que visée aux paragraphes 1 ^{er} et 2, le prestataire de services postaux peut également renvoyer l'envoi à l'expéditeur.	Wanneer het op de zending vermelde postadres niet duidelijk of zonder opzoekingswerk overeenstemt met een bezorgingsadres, zoals bedoeld in de paragrafen 1 en 2, heeft de aanbieder van postdiensten ook de mogelijkheid om de zending terug te sturen naar de afzender.
§ 4. Les titulaires d'une licence assurent un service de réexpédition et de conservation des envois de correspondance qu'ils sont chargés de distribuer et ce à la demande des utilisateurs qui changent temporairement ou définitivement d'adresse et qui leur ont communiqué le souhait de réexpédition ou de conservation des envois de correspondance qui leur sont destinés.	§ 4. De houders van een vergunning verzorgen een dienst voor nazending en bewaring van de brievenpost die zij moeten bezorgen en dit op verzoek van de gebruiker die tijdelijk of definitief van adres verandert en die hen de wens heeft kenbaar gemaakt om voor hem bestemde brievenpostzendingen na te zenden of te bewaren.

<p>§ 5. Les noms et les adresses postales inscrites sur les envois à distribuer à des personnes faisant usage d'un des services de changement d'adresse ou de conservation des envois peuvent être comparés avec la base de données des utilisateurs de ces services détenue par le prestataire de services postaux afin de faciliter la réexpédition de l'envoi en l'organisant dès son tri postal.</p>	<p>§ 5. De namen en postadressen vermeld op de zendingen die moeten worden bezorgd aan personen die een van de diensten van adreswijziging of bewaring van zendingen gebruiken, kunnen worden vergeleken met de databank van de gebruikers van deze diensten waarover de aanbieder van postdiensten beschikt om de nazending te vergemakkelijken door dit te organiseren van bij de postsortering.</p>
<p>§ 6. Le prestataire du service universel est chargé de la collecte des changements d'adresse qui sont portés à sa connaissance par les clients qui changent de domicile. En vue d'une amélioration des activités postales, le prestataire du service universel est, sous réserve du paiement d'un prix fixé selon des critères transparents, objectifs et non-discriminatoires, tenu de communiquer ces changements d'adresse aux tiers qui lui en adressent la demande à moins que l'utilisateur concerné ne s'y soit préalablement opposé par écrit.</p>	<p>§ 6. De aanbieder van de universele dienst is belast met de verzameling van de adreswijzigingen die hem worden gemeld door de klanten die van woonplaats veranderen. Teneinde de postale activiteiten te verbeteren, is de aanbieder van de universele dienst, onder voorbehoud van betaling van een prijs die volgens transparante, objectieve en niet-discriminerende criteria is vastgelegd, verplicht om deze adreswijzigingen te melden aan de derden die hem daarom verzoeken tenzij de betrokken gebruiker zich hier op voorhand schriftelijk heeft tegen verzet.</p>
<p>Art. 3. Le prestataire de services postaux n'est pas tenu d'assurer la distribution des envois aux étages.</p>	<p>Art. 3. Een aanbieder van postdiensten is niet verplicht om zendingen op de verdiepingen te bezorgen.</p>
<p>Toutefois, les envois enregistrés destinés aux personnes à mobilité réduite sont remis aux étages si le destinataire en fait la demande auprès du prestataire de services postaux concerné.</p>	<p>De ingeschreven postzendingen bestemd voor personen met een beperkte mobiliteit worden daarentegen wel afgegeven op de verdiepingen indien de geadresseerde dat aanvraagt bij de aanbieder van postdiensten in kwestie.</p>
<p>Le prestataire de services postaux chargé de la distribution d'un colis n'est pas tenu de se présenter à la porte du destinataire si celle-ci est difficilement accessible depuis la voie publique.</p>	<p>De aanbieder van postdiensten die belast is met de bezorging van een pakket is niet verplicht om tot aan de deur van de geadresseerde te gaan als deze moeilijk toegankelijk is van op de openbare weg.</p>
<p>Art. 4. Le prestataire de services postaux prend les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité du contenu des envois lors de leur traitement et de leur distribution.</p>	<p>Art. 4. De aanbieder van postdiensten neemt de nodige maatregelen om de integriteit van de inhoud van de zendingen tijdens hun behandeling en bezorging te garanderen.</p>
<p>Art. 5. § 1^{er}. Le prestataire de services postaux suspend immédiatement la distribution des envois lorsque la distribution présente un danger immédiat pour l'agent distributeur ou, lorsqu'il n'y a pas de boîte aux lettres à l'adresse de distribution ou lorsqu'au même numéro de bâtiment comprenant plus d'une boîte aux lettres, une boîte ne porte pas de numéro de boîte ou porte un numéro de boîte différent du numéro de boîte attribué par l'autorité communale ou lorsque la</p>	<p>Art. 5. § 1. Wanneer de bezorging een onmiddellijk gevaar vormt voor de besteller of wanneer er geen brievenbus is op het bezorgingsadres of wanneer er op hetzelfde gebouwnummer met meer dan één brievenbus, een bus ongenummerd is of een ander busnummer heeft dan het busnummer toegewezen door de gemeentelijke overheid, of wanneer de brievenbus geen zendingen meer kan bevatten, staakt de aanbieder van postdiensten onmiddellijk de</p>

<p>boîte n'est plus en mesure de contenir des envois. Les envois destinés à une telle adresse sont conservés dans un endroit que le prestataire de services postaux communique au destinataire pendant un délai de quinze jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée par le prestataire de services postaux constatant la suspension immédiate de la distribution. Si à l'expiration du délai de quinze jours, il n'a pas été remédié aux manquements constatés dans la lettre recommandée constatant la suspension immédiate de la distribution, les envois peuvent être renvoyés immédiatement à l'expéditeur par le prestataire de services postaux.</p>	<p>bezorging van de zendingen. De zendingen die voor een dergelijk adres bestemd zijn, worden op een plaats die de aanbieder van postdiensten meedeelt aan de geadresseerde bewaard gedurende een termijn van vijftien dagen na de verzending van een aangetekende brief door de aanbieder van postdiensten waarin de onmiddellijke schorsing van de bezorging wordt vastgesteld. Indien de tekortkomingen vastgesteld in de aangetekende brief waarin de onmiddellijke schorsing van de bezorging wordt vastgesteld, niet zijn verholpen na afloop van de termijn van vijftien dagen, kunnen de zendingen door de aanbieder van postdiensten onmiddellijk aan de afzender worden teruggestuurd.</p>
<p>§ 2. En cas de boîte aux lettres non conforme aux dispositions de l'article 16, § 1^{er}, 3°, de la loi ou aux dispositions de la réglementation édictée par le Ministre en vertu de cet article et pour autant que cette non-conformité ne soit pas visée au paragraphe 1^{er}, le prestataire de services postaux adresse un courrier à l'usager notifiant la non-conformité de la boîte aux lettres. En l'absence de régularisation endéans un délai raisonnable de minimum vingt jours, le prestataire de services postaux adresse un courrier de rappel à l'usager l'enjoignant de remédier à la non-conformité. En l'absence de régularisation endéans un délai raisonnable de minimum vingt jours à compter de l'envoi du courrier de rappel, le prestataire de services postaux adresse un courrier recommandé à l'usager l'enjoignant de remédier à la non-conformité. Si à l'expiration d'un délai de trente jours qui suit l'envoi de la lettre recommandée par le prestataire de services postaux il n'a toujours pas été remédié à la non-conformité de la boîte aux lettres, les envois destinés à une telle adresse de distribution peuvent être renvoyés immédiatement à l'expéditeur par le prestataire de services postaux.</p>	<p>§ 2. Voldoet een brievenbus niet aan de bepalingen van artikel 16, § 1, 3°, van de wet of aan de bepalingen van de reglementering die krachtens dat artikel wordt uitgevaardigd door de minister en voor zover deze niet-conformiteit niet bedoeld wordt in § 1, dan richt de aanbieder van postdiensten een brief aan de gebruiker, waarin de non-conformiteit van de brievenbus wordt meegedeeld. Is er geen regularisatie binnen een redelijke termijn van ten minste twintig dagen, dan richt de aanbieder van postdiensten een herinneringsbrief aan de gebruiker, waarbij deze wordt gelast de non-conformiteit te verhelpen. Is er geen regularisatie binnen een redelijke termijn van ten minste twintig dagen na de verzending van de herinneringsbrief, dan richt de aanbieder van postdiensten een aangetekende brief aan de gebruiker, waarbij deze wordt gelast de non-conformiteit te verhelpen. Indien na afloop van een termijn van dertig dagen na de verzending van de aangetekende brief door de aanbieder van postdiensten de non-conformiteit van de brievenbus nog steeds niet is verholpen, kunnen de zendingen die voor een dergelijk bezorgingsadres bestemd zijn, door de aanbieder van postdiensten onmiddellijk aan de afzender worden teruggestuurd.</p>
<p>Art. 6. Les envois non enregistrés à distribuer à des personnes décédées sont remis à l'adresse indiquée sur l'envoi, à moins qu'un acte juridique n'en autorise la remise à une autre personne et que, sur présentation de cet acte, ladite personne ait sollicité la réexpédition des envois.</p>	<p>Art. 6. Niet-geregistreerde zendingen die moeten worden bezorgd aan overleden personen worden afgegeven op het op de zending aangegeven adres, tenzij een juridische akte toestaat dat ze worden afgegeven aan een andere persoon en deze persoon, op vertoon van die akte, heeft gevraagd om de zendingen na te zenden.</p>
<p>CHAPITRE 2. – Distribution des envois enregistrés</p>	<p>HOOFDSTUK 2. – Bezorging van ingeschreven zendingen</p>

<p>Art. 7. § 1^{er}. Les envois enregistrés sont remis en échange de la signature du destinataire ou de son mandataire. L'identité du destinataire ou de son mandataire est vérifiée sur la base d'un titre d'identité. La qualité du mandataire est démontrée conformément aux dispositions de l'article 18. Afin de démontrer que cette vérification d'identité du destinataire ou de son mandataire a bien été effectuée, le prestataire de services postaux procède à une capture manuscrite, photographique ou électronique du titre d'identité, ou recourt à tout autre moyen de preuve qu'il juge utile. La preuve de la distribution, de la vérification de l'identité et, le cas échéant, de la vérification de la qualité de mandataire, est conservée pendant une durée minimale de treize mois par le prestataire de services postaux.</p>	<p>Art. 7. § 1. De ingeschreven zendingen worden bezorgd tegen aftekening door de geadresseerde of zijn gevolmachtigde. De identiteit van de geadresseerde of van zijn gevolmachtigde wordt daarbij gecontroleerd op basis van een identiteitsbewijs. De hoedanigheid van de gevolmachtigde wordt aangetoond conform de bepalingen van artikel 18. Teneinde aan te tonen dat de identiteit van de geadresseerde of zijn gevolmachtigde wel degelijk werd gecontroleerd, neemt de aanbieder van postdiensten een handgeschreven, fotografische of elektronische kopie van het identiteitsbewijs of gebruikt hij eender welk ander bewijsmiddel dat hij nuttig acht. Het bewijs van de bezorging, van de verificatie van de identiteit en, desgevallend, van de verificatie van de hoedanigheid van de gevolmachtigde, wordt gedurende ten minste dertien maanden bewaard door de aanbieder van postdiensten.</p>
<p>§ 2. La signature manuscrite apposée sur l'écran d'un appareil mobile, la signature électronique ou le cachet électronique au sens respectivement de l'article 3.10. et de l'article 3.25. du Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, ou la signature électronique qualifiée ou le cachet électronique qualifié au sens de l'article 3.12. et de l'article 3.27. de ce même règlement, constituent une signature valable dans le cadre de la distribution des envois enregistrés.</p>	<p>§ 2. Een handgeschreven handtekening aangebracht op het scherm van een mobiel toestel, een elektronische handtekening of een elektronisch zegel in de zin van respectievelijk artikel 3.10. en van artikel 3.25. van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, of een gekwalificeerde elektronische handtekening of een gekwalificeerd elektronisch zegel in de zin van artikel 3.12. en van artikel 3.27. van diezelfde verordening, vormen een geldige handtekening in het kader van de bezorging van ingeschreven zendingen.</p>
<p>§ 3. Les envois enregistrés adressés à plusieurs personnes physiques à la même adresse sont remis contre la signature de l'une d'elles ou du mandataire de l'une d'elles, après vérification de son identité selon les modalités prévues aux paragraphes 1^{er} et 2. Les envois enregistrés adressés à plusieurs personnes morales sont remis contre la signature du représentant légal de l'une d'elles ou de son mandataire.</p>	<p>§ 3. De ingeschreven zendingen geadresseerd aan verscheidene natuurlijke personen op hetzelfde adres, worden afgegeven tegen aftekening door een van deze personen of door de gevolmachtigde van een van hen, na verificatie van zijn identiteit volgens de nadere regels van de paragrafen 1 en 2. De ingeschreven zendingen geadresseerd aan verscheidene rechtspersonen worden afgegeven tegen aftekening door de wettelijke vertegenwoordiger van een van hen of door zijn gevolmachtigde.</p>
<p>§ 4. Les envois enregistrés adressés à une association de fait ou à une société sans personnalité juridique sont remis contre la signature d'un des associés ou membres, ou de son</p>	<p>§ 4. De ingeschreven zendingen geadresseerd aan een feitelijke vereniging of een maatschappij zonder rechtspersoonlijkheid worden afgegeven tegen aftekening door één van de vennoten of</p>

mandataire, après vérification de son identité selon les modalités prévues aux paragraphes 1 ^{er} et 2.	leden, of zijn gevolmachtigde, na verificatie van zijn identiteit volgens de nadere regels van de paragrafen 1 en 2.
§ 5. Lorsque le nom ou l'adresse du destinataire indiqués sur l'envoi comportent une marque, une dénomination commerciale ou sociale d'une personne morale, l'envoi enregistré est considéré comme étant adressé à ladite personne morale.	§ 5. Wanneer de naam of het adres van de geadresseerde vermeld op de zending een merknaam, handelsbenaming of een firmanaam van een rechtspersoon bevatten, wordt de ingeschreven zending beschouwd als zijnde geadresseerd aan de rechtspersoon in kwestie.
Art. 8. § 1 ^{er} . Le prestataire de services postaux procure un récépissé de dépôt à l'expéditeur d'un envoi enregistré au moment du dépôt ou dans les meilleurs délais après le dépôt.	Art. 8. § 1. De aanbieder van postdiensten bezorgt een afgiftebewijs aan de afzender van een ingeschreven zending op het ogenblik van afgifte of zo snel mogelijk na de afgifte.
§ 2. Le récépissé de dépôt contient au moins les indications suivantes :	§ 2. Dit afgiftebewijs bevat ten minste de volgende informatie:
1° le nom et l'adresse du destinataire ;	1° de naam en het adres van de geadresseerde;
2° le numéro d'identification de l'envoi ;	2° het identificatienummer van de zending;
3° le nom et l'adresse du prestataire de services postaux ;	3° de naam en het adres van de aanbieder van postdiensten;
4° la date de l'acceptation de l'envoi par le prestataire de services postaux ;	4° de datum van aanvaarding van de zending door de aanbieder van postdiensten;
5° le type d'envoi enregistré et, le cas échéant si un avis de réception a été demandé par l'expéditeur.	5° het type van ingeschreven zending en, desgevallend, of een ontvangstbewijs werd gevraagd door de afzender.
Art. 9. § 1 ^{er} . Le prestataire de services postaux remet un avis de réception à l'expéditeur d'un envoi enregistré, si celui-ci a fait le choix de cette option au moment du dépôt de l'envoi.	Art. 9. § 1. De aanbieder van postdiensten geeft een ontvangstbewijs af aan de afzender van een ingeschreven zending indien deze voor deze optie heeft gekozen op het ogenblik van afgifte van de zending.
§ 2. L'avis de réception contient au moins les indications suivantes :	§ 2. Het ontvangstbewijs bevat ten minste de volgende informatie:
1° le nom et l'adresse du prestataire de services postaux ;	1° de naam en het adres van de aanbieder van postdiensten;
2° la date de l'acceptation de l'envoi par le prestataire de services postaux auquel il se rapporte ;	2° de datum van aanvaarding van de zending door de aanbieder van postdiensten waarop het betrekking heeft;
3° le numéro d'identification de l'envoi ;	3° het identificatienummer van de zending;
4° l'adresse de l'expéditeur à laquelle renvoyer l'avis ;	4° het adres van de afzender naar wie het ontvangstbewijs moet worden teruggestuurd;

<p>5° en cas de distribution effective de l'envoi auquel il se rapporte, le nom et la signature de la personne qui réceptionne l'envoi ainsi que la date de la distribution.</p>	<p>5° in geval van effectieve bezorging van de zending waarop het betrekking heeft, de naam en handtekening van de persoon die de zending ontvangt alsook de datum van de bezorging.</p>
<p>Art. 10. § 1^{er}. Les céogrammes peuvent, à la demande de l'expéditeur, être recommandés sans imputation d'un tarif supplémentaire pour la recommandation et l'avis de réception.</p>	<p>Art. 10. § 1. Blindenschrift mag, op verzoek van de afzender, worden aangetekend zonder aanrekening van een bijkomend tarief voor de aantekening en het ontvangstbewijs.</p>
<p>§ 2. Les céogrammes recommandés envoyés par des personnes aveugles ou malvoyantes, et les objets qui y sont assimilés peuvent être déposés par l'intermédiaire d'un agent distributeur en tournée sans imputation d'un tarif supplémentaire.</p>	<p>§ 2. Aangetekend blindenschrift verzonden door blinden of slechtzienenden en de ermee gelijkgestelde voorwerpen mogen worden afgegeven door de tussenkomst van een postbode op dienstronde zonder aanrekening van een bijkomend tarief.</p>
<p>Art. 11. Les envois recommandés ainsi que ceux à valeur déclarée de 250 euros au maximum, adressés à des destinataires résidant dans des établissements civils ou militaires, peuvent être remis au propriétaire, directeur ou fondé de pouvoir civil ou militaire de l'établissement, moyennant la déclaration écrite de celui-ci qu'il s'engage à assumer toute responsabilité pouvant résulter de ladite remise, à la décharge du prestataire de services postaux.</p>	<p>Art. 11. De aangetekende zendingen, alsmede die met aangegeven waarde van ten hoogste 250 euro, geadresseerd aan personen die verblijven in burgerlijke of militaire inrichtingen mogen, aan de eigenaar, bestuurder of burgerlijke of militaire gevolmachtigde van de inrichting worden afgegeven indien hij schriftelijk verklaart alle verantwoordelijkheid die uit die afgifte kan voortvloeien op zich te nemen, à décharge van de aanbieder van postdiensten.</p>
<p>Art. 12. Les envois enregistrés dont la suscription désigne un avocat, un officier public ou un tuteur chez qui le destinataire a fait élection de domicile, peuvent être remis à cette personne.</p>	<p>Art. 12. Ingeschreven zendingen waarvan het opschrift een advocaat, een openbaar ambtenaar of een voogd aanduidt bij wie de geadresseerde woonplaats gekozen heeft, mogen aan die persoon afgegeven worden.</p>
<p>Art. 13. § 1^{er}. Les envois enregistrés adressés à un mineur qui ne démontre pas avoir le statut de mineur émancipé sont remis par le prestataire de services postaux aux personnes sous l'autorité ou la garde desquelles le destinataire se trouve placé, après vérification de leur identité et de leur qualité.</p>	<p>Art. 13. § 1. Ingeschreven zendingen voor een minderjarige die niet aantoonst dat hij het statuut van ontvoogde minderjarige geniet, worden door de aanbieder van postdiensten afgegeven aan de personen onder wier gezag of hoede de geadresseerde geplaatst is, na controle van hun identiteit en hun hoedanigheid.</p>
<p>§ 2. Sans préjudice de l'application de l'article 18, les envois enregistrés adressés à une personne protégée au sens du Titre XI du Livre I^{er} du Code civil lui sont remis en présence de son mandataire, de son administrateur ou du mandataire de l'un de ceux-ci qui certifie la remise sur le document de décharge.</p>	<p>§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 18 worden de ingeschreven zendingen die zijn geadresseerd aan een beschermd persoon in de zin van Titel XI van Boek I van het Burgerlijk Wetboek aan deze persoon afgegeven in het bijzijn van zijn gevolmachtigde, van zijn bewindvoerder of van de volmachtouder van een van hen die de afgifte bevestigt op het aftekenbescheid.</p>

<p>Art. 14. En cas de présentation infructueuse d'envois enregistrés à l'adresse du destinataire, il en est laissé avis. Sans préjudice de l'application de l'article 46 du Code judiciaire, les envois enregistrés peuvent dans ce cas, être retirés à l'endroit désigné sur l'avis, situé à une distance de maximum quinze kilomètres de l'adresse du destinataire pendant un délai de quinze jours, non compris le jour de la présentation, et ce, sans préjudice du droit du prestataire de services postaux de proposer d'autres modalités de remise ou de retrait.</p>	<p>Art. 14. Bij vruchteloze aanbieding van ingeschreven zendingen op het adres van de geadresseerde wordt hiervan bericht achtergelaten. Onverminderd de toepassing van artikel 46 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen ingeschreven zendingen in dat geval worden afgehaald op de plaats die vermeld is op het bericht en die zich op een afstand van maximaal vijftien kilometer van het adres van de geadresseerde bevindt, gedurende een termijn van vijftien dagen, de dag van aanbieding niet inbegrepen, onverminderd het recht van de aanbieder van postdiensten om andere mogelijkheden voor afgifte of afhaling voor te stellen.</p>
<p>Art. 15. § 1^{er}. Les envois à valeur déclarée d'un montant supérieur à 750 euros ne sont pas présentés à l'adresse de distribution indiquée sur l'envoi. Ces envois peuvent être retirés, pendant un délai de quinze jours, non compris le jour de la présentation, à l'endroit désigné sur un avis laissé dans la boîte aux lettres à l'adresse du destinataire.</p>	<p>Art. 15. § 1. Zendingen met aangegeven waarde van meer dan 750 euro worden niet op het op de zending vermelde bezorgingsadres aangeboden. Die zendingen kunnen gedurende een termijn van vijftien dagen, de dag van aanbieding niet inbegrepen, afgehaald worden op de plaats die aangeduid is op een in de brievenbus van de geadresseerde achtergelaten bericht.</p>
<p>§ 2. Lorsqu'il s'agit d'un envoi de correspondance avec une valeur déclarée d'un montant supérieur à 250 euros, le prestataire de services postaux peut décider que la remise n'a lieu qu'au guichet du point de service postal indiqué sur un avis laissé dans la boîte aux lettres à l'adresse du destinataire.</p>	<p>§ 2. Indien het gaat over brievenpost met een aangegeven waarde van meer dan 250 euro, kan de aanbieder van postdiensten beslissen dat de afgifte alleen plaatsheeft aan het loket van het postale-servicepunt dat op het adres van de geadresseerde achtergelaten bericht vermeld is.</p>
<p>Art. 16. Les envois enregistrés à distribuer à une personne décédée sont remis à un ayant droit. Dans le cas où l'ayant droit n'est pas domicilié à la même adresse que la personne décédée, ces envois enregistrés lui sont remis à son domicile pour autant qu'il ait sollicité la réexpédition des envois. La qualité d'ayant droit est démontrée au moyen d'un acte ou d'un certificat d'hérédité.</p>	<p>Art. 16. Ingeschreven zendingen voor een overleden persoon worden afgegeven aan een rechthebbende. Indien de rechthebbende niet is gedomicilieerd op hetzelfde adres als de overleden persoon, worden deze ingeschreven zendingen bij hem thuis aan hem afgegeven op voorwaarde dat hij de nazending heeft aangevraagd. De hoedanigheid van rechthebbende wordt aangetoond door middel van een akte of een attest van erfopvolging.</p>
<p>Art. 17. Les recommandés d'office visés aux articles 70 et 72 peuvent être remis à l'adresse indiquée, au destinataire, ou à son mandataire, ou à une personne majeure et connue de l'agent distributeur comme faisant partie de la famille ou de l'entourage immédiat du destinataire.</p>	<p>Art. 17. De ambtshalve aangetekende zendingen beoogd in de artikelen 70 en 72 mogen op het aangegeven adres worden afgegeven aan de geadresseerde of aan zijn gevolmachtigde of een meerderjarige persoon die bekend is door de bezorger als lid van de familie of van de onmiddellijke omgeving van de geadresseerde.</p>
<p>CHAPITRE 3. – Procurations</p>	<p>HOOFDSTUK 3. – Volmachten</p>

<p>Art. 18. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 13, § 1^{er}, les envois enregistrés ne peuvent être remis au mandataire du destinataire, personne morale ou personne physique, ou au représentant légal d'une personne physique ou morale, que sur la présentation d'une procuration postale, exprimant formellement le pouvoir de réceptionner ou de retirer les envois postaux.</p>	<p>Art. 18. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 13, § 1, mogen de ingeschreven zendingen slechts aan een gevolmachtigde van de geadresseerde, rechtspersoon of natuurlijk persoon, of aan de wettelijke vertegenwoordiger van een natuurlijke of rechtspersoon afgegeven worden op voorlegging van een postvolmacht waaruit formeel de bevoegdheid blijkt om de postzendingen in ontvangst te nemen of af te halen.</p>
<p>§ 2. On entend par « procuration postale » aux termes du présent arrêté exclusivement :</p>	<p>§ 2. In dit besluit wordt onder “postvolmacht” enkel verstaan:</p>
<p>1° la carte de procuration postale établie sur la base du modèle joint en annexe 1, ou un équivalent numérique, délivrée à une personne morale ou à une personne physique par tout titulaire d'une licence fournissant des services d'envois enregistrés conformément aux modalités décrites au paragraphe 3 ;</p>	<p>1° de postvolmachtkaart opgesteld op basis van het in bijlage 1 bijgevoegde sjabloon of een gelijkaardige digitale versie, afgegeven aan een rechtspersoon of aan een natuurlijke persoon door een vergunninghouder die diensten van ingeschreven zendingen aanbiedt conform de nadere bepalingen beschreven in paragraaf 3;</p>
<p>2° le document officiel émis par la banque carrefour des entreprises qui indique les personnes mandatées pour réceptionner les envois enregistrés au nom de la personne morale destinataire ;</p>	<p>2° het officiële document uitgereikt door de Kruispuntbank van de Ondernemingen waarin de personen met een volmacht om de ingeschreven zendingen in naam van de geadresseerde rechtspersoon te ontvangen, worden vermeld;</p>
<p>3° uniquement si elle est présentée dans un point de service postal, l'expédition d'un acte notarié ou judiciaire ou toute publication au Moniteur belge désignant les personnes mandatées pour réceptionner les envois enregistrés ;</p>	<p>3° enkel indien ze wordt aangeboden in een postale-servicepunt de verzending van een notariële of gerechtelijke akte of elke publicatie in het Belgisch Staatsblad die de personen aanduidt die een volmacht hebben om de ingeschreven zendingen te ontvangen;</p>
<p>4° uniquement pour les envois enregistrés adressés à des personnes physiques, un acte sous seing privé, ou son équivalent numérique, désignant les personnes mandatées pour réceptionner les envois enregistrés. Cet acte sous seing privé ou cet équivalent numérique doit être accompagné d'une photocopie ou de toute autre reproduction fiable d'un titre d'identité du destinataire.</p>	<p>4° enkel voor de ingeschreven zendingen gericht aan natuurlijke personen, een onderhandse akte, of de gelijkwaardige digitale versie ervan, die de personen aanduidt die een volmacht hebben om de ingeschreven zendingen in ontvangst te nemen. Die onderhandse akte of gelijkwaardige digitale versie wordt vergezeld van een kopie of elk ander betrouwbaar duplicaat van een identiteitsbewijs van de geadresseerde.</p>
<p>§ 3. Pour obtenir une carte de procuration postale, le demandeur remet les documents suivants au titulaire d'une licence :</p>	<p>§ 3. Om een postvolmachtkaart te krijgen, bezorgt de aanvrager de volgende documenten aan de vergunninghouder:</p>
<p>1° en cas de procuration pour une personne physique : une copie recto-verso d'un titre d'identité de la personne qui donne procuration ;</p>	<p>1° in geval van volmacht voor een natuurlijke persoon: een kopie van een identiteitsbewijs (voor- en achterzijde) van de persoon die volmacht geeft;</p>

2° en cas de procuration pour une personne morale :	2° in geval van volmacht aan een rechtspersoon:
a) une copie recto-verso du titre d'identité d'un représentant légal de la personne morale ;	a) een kopie van een identiteitsbewijs (voor- en achterzijde) van de wettelijke vertegenwoordiger van de rechtspersoon;
b) un document prouvant que la personne qui effectue la demande est légalement habilitée à le faire au nom de la personne morale ;	b) een document dat bewijst dat de persoon die de aanvraag indient wettelijk gemachtigd is om dat te doen in naam van de rechtspersoon;
c) en cas de déménagement récent non encore enregistré au Moniteur belge : une copie de l'attestation officielle de changement d'adresse.	c) in geval van een recente verhuizing die nog niet is geregistreerd in het Belgisch Staatsblad: een kopie van het officiële bewijs van adreswijziging.
§ 4. La durée de validité d'une carte de procuration postale est de maximum trente-six mois.	§ 4. De geldigheidsduur van een postvolmachtkaart bedraagt maximaal zesendertig maanden.
§ 5. Les cartes de procuration postale émises par le titulaire d'une licence peuvent être présentées valablement auprès d'un autre titulaire d'une licence afin de retirer un envoi enregistré.	§ 5. De postvolmachtkaarten die door de vergunninghouder worden verleend, mogen geldig worden voorgelegd bij een andere vergunninghouder om een ingeschreven zending in ontvangst te nemen.
CHAPITRE 4. - Envois non distribuables	HOOFDSTUK 4. - Onbestelbare zendingen
Art. 19. L'adresse retour est l'adresse indiquée au verso de l'envoi ou dans le coin supérieur gauche au recto de l'envoi et à laquelle l'envoi peut être retourné lorsqu'il n'est pas distribuable à l'adresse de destination, à condition que cette adresse retour soit unique, reconnaissable comme telle et bien distincte des autres mentions apposées sur l'envoi.	Art. 19. Het retouradres is het adres vermeld op de achterkant van de zending of in de linkerbovenhoek op de voorkant van de zending en waarnaar de zending mag worden teruggestuurd indien deze onbestelbaar is op het adres van bestemming, op voorwaarde dat dat retouradres uniek is, aldus herkenbaar en wel degelijk anders dan de overige vermeldingen op de zending.
Art. 20. § 1 ^{er} . Les envois qui n'ont pu être distribués sont renvoyés à l'adresse retour par le prestataire de services postaux qui a traité ces envois pour autant qu'une adresse retour répondant à la définition de l'adresse postale visée à l'article 2, § 2, ait été apposée sur ces envois et sauf convention contraire entre le prestataire de services postaux et l'expéditeur.	Art. 20. § 1. De onbestelbare zendingen worden teruggestuurd naar het retouradres door de aanbieder van postdiensten die deze zendingen heeft behandeld, op voorwaarde dat op die zendingen een retouradres werd aangebracht dat overeenstemt met de definitie van een postadres zoals bedoeld in artikel 2, § 2, en behoudens andersluidende overeenkomst tussen de aanbieder van postdiensten en de afzender.
Sauf convention contraire entre le prestataire de services postaux et l'expéditeur, les envois enregistrés qui sont renvoyés à une adresse retour répondant à la définition de l'adresse postale visée	Behoudens andersluidende overeenkomst tussen de aanbieder van postdiensten en de afzender worden de ingeschreven zendingen die worden teruggestuurd naar een retouradres dat overeenstemt met de definitie van een postadres

à l'article 2, § 2 sont distribués conformément au prescrit des articles 7 et suivants.	zoals bedoeld in artikel 2, § 2, bezorgd conform de voorschriften van de artikelen 7 en volgende.
Un envoi affranchi en Belgique doit avoir une adresse retour en Belgique. Un envoi affranchi dans un pays étranger doit avoir une adresse retour dans ce même pays.	Een in België gefrankeerde zending moet een retouradres in België hebben. Een in een vreemd land gefrankeerde zending moet een retouradres hebben in datzelfde vreemd land.
Les envois qui n'ont pu être remis ni à l'adresse du destinataire ni à l'adresse retour, sont considérés comme non distribuables.	Zendingen die niet konden worden afgegeven op het adres van de geadresseerde, noch op het retouradres, worden als onbestelbaar beschouwd.
Afin de favoriser l'identification de l'expéditeur ou du destinataire de l'envoi et sans pour autant engendrer une quelconque obligation de résultat dans le chef du prestataire de services postaux, les membres du personnel du prestataire de services postaux qui y ont été habilités par celui-ci, conformément aux modalités fixées par lui, ont la faculté d'ouvrir les envois non distribuables. Sur la base des données éventuellement retrouvées dans l'envoi postal non distribuable, le prestataire de services postaux tente de retourner celui-ci à son expéditeur si ce dernier s'avère localisé à une adresse en Belgique.	Om de identificatie van de afzender of van de geadresseerde van de zending te bevorderen en zonder daarom enige resultaatsverbintenis te genereren in hoofde van de aanbieder van postdiensten, hebben de personeelsleden van de aanbieder van postdiensten die door hem daartoe werden gemachtigd conform de nadere bepalingen die hij vastlegt, de bevoegdheid om de onbestelbare postzendingen te openen. Op basis van eventueel in de onbestelbare postzending teruggevonden data tracht de aanbieder van postdiensten deze terug te bezorgen aan de afzender ervan indien blijkt dat deze laatste zich op een adres in België bevindt.
§ 2. Le renvoi des envois internationaux entrants qui n'ont pu être remis à l'adresse du destinataire s'effectue le cas échéant conformément aux règles de l'Union Postale Universelle. Les envois enregistrés et les colis doivent toujours être renvoyés à l'expéditeur.	§ 2. De terugzending van internationale binnenkomende zendingen die niet op het adres van de geadresseerde konden worden bezorgd, gebeurt desgevallend conform de regels van de Wereldpostvereniging. Ingeschreven zendingen en pakketten moeten steeds worden teruggezonden aan de afzender.
§ 3. Si la tentative de renvoyer un envoi conformément aux dispositions du paragraphe 1 ^{er} , à une adresse retour en Belgique échoue, les envois non distribuables sont détruits à l'expiration d'un délai de garde courant du jour de leur dépôt auprès du prestataire de services postaux et fixé respectivement à :	§ 3. Indien de poging om een zending terug te sturen conform de bepalingen van paragraaf 1 op een retouradres in België mislukt, worden de onbestelbare zendingen vernietigd bij het verstrijken van een bewaartermijn die loopt van de dag van hun afgifte bij de aanbieder van postdiensten en die wordt vastgesteld op respectievelijk:
1° un mois et demi s'il s'agit d'envois non enregistrés ;	1° een anderhalve maand als het gaat om niet-ingeschreven zendingen;
2° six mois pour les envois enregistrés.	2° zes maanden voor ingeschreven zendingen.
A l'expiration de ce délai de garde, les objets et documents d'une certaine valeur contenus dans les envois faisant partie du service universel sont	Na het verstrijken van die bewaartermijn vervallen de voorwerpen en documenten met een zekere waarde die vevat zijn in de zendingen die

<p>acquis au Trésor. La valeur minimale de ces contenus et les modalités de remise au Trésor par le prestataire du service universel sont définies dans une convention conclue entre ces deux parties.</p>	<p>onder de universele dienst vallen, aan de Schatkist. De minimale waarde van deze inhoud en de regels voor de afgifte aan de Schatkist door de aanbieder van de universele dienst worden vastgesteld in een overeenkomst tussen die twee partijen.</p>
<p>Les envois exclus des services postaux en application des dispositions du chapitre V du présent titre et qui ne peuvent être restitués à l'expéditeur sont considérés comme non distribuables et sont immédiatement détruits s'ils constituent un danger pour les personnes ou les choses.</p>	<p>De zendingen die uitgesloten zijn van de postdiensten in toepassing van de bepalingen van hoofdstuk V van deze titel en die niet aan de afzender kunnen worden terugbezorgd, worden als onbestelbaar beschouwd en dadelijk vernietigd als zij een gevaar opleveren voor personen of zaken.</p>
<p>§ 4. Le titulaire d'une licence est tenu de conserver les envois non distribuables jusqu'à l'expiration du délai de garde même si sa licence s'est éteinte avant l'expiration de ce délai.</p>	<p>§ 4. De houder van een vergunning is verplicht de onbestelbare zendingen te bewaren totdat de bewaartermijn verstreken is, zelfs indien zijn vergunning afloopt vóór het verstrijken van deze termijn.</p>
<p>§ 5. Par dérogation au paragraphe 4, en cas de retrait de sa licence avant l'expiration du délai de garde, le prestataire de services postaux transmet immédiatement à l'Institut les envois qu'il n'a pu distribuer. L'Institut conserve les envois concernés jusqu'à l'expiration du délai de garde. Les frais de garde sont à la charge du prestataire de services postaux concerné.</p>	<p>§ 5. In afwijking van paragraaf 4 bezorgt de aanbieder van postdiensten, indien zijn vergunning wordt ingetrokken voordat de bewaartermijn verstreken is, de zendingen die hij niet heeft kunnen bezorgen, onmiddellijk aan het Instituut. Het Instituut bewaart de betrokken zendingen totdat de bewaartermijn verstreken is. De bewaarkosten komen ten laste van de betrokken aanbieder van postdiensten.</p>
<p>CHAPITRE 5. - Envois interdits</p>	<p>HOOFDSTUK 5. - Uitgesloten zendingen</p>
<p>Art. 21. § 1^{er}. Sans préjudice de la possibilité pour les prestataires de services postaux d'insérer des interdictions supplémentaires dans leurs conditions générales sur la base de motifs objectifs et pertinents, sont exclus des services postaux :</p>	<p>Art. 21. § 1. Onverminderd de mogelijkheid voor de aanbieders van postdiensten om bijkomende verbodsbepalingen in hun algemene voorwaarden in te voegen op basis van objectieve en relevante motieven, worden van de postdiensten uitgesloten:</p>
<p>1° les envois qui tombent sous l'application du Code pénal ou de dispositions pénales réprimant des infractions à des lois spéciales ;</p>	<p>1° zendingen die onder de toepassing vallen van het Strafwetboek of van strafrechtelijke bepalingen die overtredingen van bijzondere wetten beteugelen;</p>
<p>2° les envois qui portent extérieurement des annotations contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou qui revêtent ou laissent apparaître extérieurement des images, textes ou autres signes illégaux ;</p>	<p>2° zendingen die aan de buitenzijde aantekeningen dragen die strijdig zijn met de openbare orde of de goede zeden of die aan de buitenzijde afbeeldingen, teksten of andere tekenen bevatten of laten uitschijnen of die een overtreding vormen;</p>

<p>3° les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter un danger pour le personnel du prestataire de services postaux ou toute autre personne, salir ou détériorer d'autres envois, l'équipement postal ou des biens appartenant à des tiers ;</p>	<p>3° voorwerpen die door hun aard of hun verpakking gevaar kunnen opleveren voor het personeel van de aanbieder van postdiensten of elke andere persoon en die andere zendingen, de postuitrusting of goederen die aan derden toebehoren kunnen bevuilen of beschadigen;</p>
<p>4° les armes, y compris les objets contondants, les poignards, les couteaux en forme de poignard et les casse-têtes, ainsi que les armes factices, à l'exclusion des jouets pour les enfants ;</p>	<p>4° wapens, met inbegrip van stompe voorwerpen, dolken, dolkmessen en knotsen, alsook namaakwapens met uitzondering van kinderspeelgoed;</p>
<p>5° les objets contrefaits ou piratés ;</p>	<p>5° namaakproducten of illegale kopieën;</p>
<p>6° les stupéfiants et les substances psychotropes tels que définis par l'Organe international de contrôle des stupéfiants, en abrégé l'OICS ;</p>	<p>6° verdoovende middelen en psychotrope stoffen zoals bepaald door de Internationale Raad voor Narcoticacontrole, afgekort het INCB;</p>
<p>7° les matières explosives, inflammables ou autres et marchandises dangereuses ;</p>	<p>7° ontplofbare, ontvlambare of andere stoffen en gevaarlijke goederen;</p>
<p>8° les dispositifs explosifs et de matériel militaire inerte, y compris les grenades inertes, les obus inertes et les autres articles analogues, ainsi que des répliques de tels dispositifs et articles.</p>	<p>8° inerte ontplofbare tuigen en militair materieel, waaronder inerte granaten, inerte obussen en andere vergelijkbare artikelen, alsook reproducties van dergelijke tuigen en artikelen.</p>
<p>§ 2. Sans préjudice de la possibilité pour les prestataires de services postaux d'insérer des interdictions supplémentaires dans leurs conditions générales, il est interdit d'insérer de l'argent ou d'autres valeurs au porteur, à l'exception des timbres-poste, dans des envois non enregistrés ou des envois non express.</p>	<p>§ 2. Onverminderd de mogelijkheid voor de aanbieders van postdiensten om aanvullende verbodsbepalingen in te voegen in hun algemene voorwaarden is het verboden om geld of andere waarden aan toonder, met uitzondering van postzegels, in te sluiten in niet-ingeschreven zendingen of in zendingen die geen snelpostzending zijn.</p>
<p>§ 3. Exceptionnellement, les substances et matières visées aux paragraphes 4 à 6 sont admises au transport postal aux conditions fixées aux paragraphes 4 à 6 et dans l'annexe 2.</p>	<p>§ 3. Uitzonderlijk worden de stoffen en materialen bedoeld in de paragrafen 4 tot en met 6 toegelaten tot het postvervoer onder de in de paragrafen 4 tot en met 6 en bijlage 2 vastgestelde voorwaarden.</p>
<p>§ 4. Les substances infectieuses, à l'exception des matières de catégorie A infectieuses pour l'homme, n° ONU 2814, et pour les animaux, n° ONU 2900, sont admises au transport postal aux conditions suivantes et figurant dans l'annexe 2:</p>	<p>§ 4. Besmettelijke substanties, met uitzondering van stoffen van categorie A die besmettelijk zijn voor mens, UNO-nr. 2814, en dier, UNO-nr. 2900, worden toegelaten tot het postvervoer onder de volgende voorwaarden die vermeld zijn in bijlage 2:</p>
<p>1° Les substances infectieuses ne sont admises au transport postal que dans le cadre d'échanges entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus ;</p>	<p>1° De besmettelijke substanties worden maar tot het postvervoer toegelaten in het kader van uitwisselingen tussen officieel erkende gekwalificeerde laboratoria;</p>

<p>2° Les matières infectieuses de catégorie B, n° ONU 3373, peuvent être admises au transport postal sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, telles que promulguées par l'Organisation de l'aviation civile internationale, en abrégé l'OACI.</p>	<p>2° De besmettelijke stoffen van categorie B, UNO-nr. 3373, mogen tot het postvervoer worden toegelaten, onder voorbehoud van de vigerende bepalingen van de nationale en internationale wetgeving en van de huidige uitgave van de Aanbevelingen van de Verenigde Naties over het transport van gevaarlijke goederen, zoals afgekondigd door de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart, afgekort het ICAO.</p>
<p>§ 5. Les envois de matières radioactives dont le contenu et le conditionnement sont conformes aux règlements de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui prévoient des exemptions spéciales pour certaines catégories d'envois, sont admis au transport postal moyennant l'autorisation préalable des organismes compétents. Les prestataires de services postaux peuvent désigner les lieux spécialement destinés au dépôt des envois contenant des matières radioactives. Les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.</p>	<p>§ 5. Zendingen van radioactieve stoffen waarvan de inhoud en de verpakking voldoen aan de reglementen van het Internationaal Atoomagentschap, die in speciale uitzonderingen voorzien voor bepaalde categorieën van zendingen, worden tot het postvervoer toegelaten op voorwaarde dat er door de bevoegde instanties een voorafgaande vergunning is verleend. De aanbieders van postdiensten kunnen de plaatsen aanwijzen die speciaal bestemd zijn voor de afgifte van zendingen die radioactieve stoffen bevatten. Radioactieve stoffen mogen enkel door behoorlijk gemachtigde afzenders worden afgegeven.</p>
<p>§ 6. Les échantillons exemptés prélevés sur des personnes malades ou des animaux malades peuvent être échangés par la voie postale uniquement entre des expéditeurs officiellement reconnus et sous réserve des dispositions de la législation nationale et internationale en vigueur et de l'édition actuelle des Recommandations des Nations Unies sur le transport des marchandises dangereuses, comme promulgué par l'OACI.</p>	<p>§ 6. Vrijgestelde stalen die afgenomen zijn van zieke mensen of zieke dieren mogen enkel tussen officieel erkende afzenders via postale weg worden uitgewisseld en onder voorbehoud van de vigerende bepalingen van de nationale en internationale wetgeving en van de huidige uitgave van de Aanbevelingen van de Verenigde Naties over het transport van gevaarlijke goederen, zoals afgekondigd door de ICAO.</p>
<p>§ 7. Exceptionnellement, les animaux ci-après sont admis dans des envois postaux :</p>	<p>§ 7. Uitzonderlijk worden de hierna vermelde dieren toegelaten in postzendingen:</p>
<p>1° les abeilles, les sangsues et les vers à soie contenus dans des boîtes fermées de façon à éviter tout danger ;</p>	<p>1° bijen, bloedzuigers en zijdewormen gesloten in doosjes die zo gemaakt zijn dat alle gevaar uitgesloten is;</p>
<p>2° les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre des institutions officiellement reconnues ;</p>	<p>2° parasieten en verdelgers van schadelijke insecten, bestemd voor de bestrijding van die insecten en verzonden tussen officieel erkende instellingen;</p>
<p>3° les mouches de la famille des drosophilidés utilisées pour la recherche biomédicale entre des institutions officiellement reconnues.</p>	<p>3° vliegen van de familie van de drosophilidae, die gebruikt worden voor biomedisch onderzoek onder officieel erkende instellingen.</p>
<p>CHAPITRE 6. – Machines à affranchir</p>	<p>HOOFDSTUK 6. - Frankeermachines</p>

<p>Art. 22. Moyennant l'autorisation du prestataire de services postaux, les envois postaux peuvent être affranchis au moyen d'empreintes de machines à affranchir agréées.</p>	<p>Art. 22. Mits toelating van de aanbieder van postdiensten wordt verkregen, mogen postzendingen door middel van afdrucken van goedgekeurde frankeermachines worden gefrankeerd.</p>
<p>Art. 23. § 1^{er}. Avant que les empreintes d'une machine à affranchir ne puissent être utilisées pour affranchir des envois traités par un prestataire de services postaux, le modèle de cette machine à affranchir doit être agréé par ce prestataire. Les conditions d'agrément ne peuvent porter atteinte à l'interopérabilité des machines à affranchir.</p>	<p>Art. 23. § 1. Alvorens de afdrucken van een frankeermachine mogen gebruikt worden om door een aanbieder van postdiensten behandelde zending te frankeren, moet het model van deze frankeermachine erkend zijn voor deze aanbieder. De voorwaarden inzake goedkeuring mogen de interoperabiliteit van de frankeermachines niet benadelen.</p>
<p>§ 2. L'agrément d'un modèle déterminé de machine à affranchir peut être sollicité par son fabricant ou par une organisation chargée de sa commercialisation. La demande doit être introduite auprès du prestataire de services postaux concerné avec une description la plus complète et la plus précise possible de la machine à affranchir.</p>	<p>§ 2. De goedkeuring van een bepaald model van frankeermachine mag aangevraagd worden door zijn fabrikant of door een organisatie die instaat voor zijn commercialisering. De aanvraag moet worden ingediend bij de aanbieder van de postdiensten in kwestie samen met een zo volledig en precies mogelijke beschrijving van de frankeermachine.</p>
<p>§ 3. Toute décision relative à l'agrément d'un modèle de machine à affranchir doit être motivée et en cas d'agrément, il convient de mentionner la durée de cet agrément. Elle doit être portée à la connaissance du requérant.</p>	<p>§ 3. Elke beslissing aangaande de goedkeuring van een model van frankeermachine moet gemotiveerd zijn en in geval van goedkeuring de duurtijd van deze goedkeuring vermelden. Ze moet ter kennis worden gebracht van de verzoeker.</p>
<p>§ 4. Sur chaque machine doit figurer :</p>	<p>§ 4. Op elke machine moet voorkomen :</p>
<p>1° la ou les lettres distinctives, attribuées à chaque modèle de machine par le prestataire de services postaux ;</p>	<p>1° de kenletter of kenletters die door de aanbieder van postdiensten aan elk model van machine is toegewezen;</p>
<p>2° un numéro d'ordre propre.</p>	<p>2° een eigen volgnummer.</p>
<p>Ces deux indications figurent dans l'encadrement de valeur de la machine, quelle que soit la technique utilisée pour générer les empreintes d'affranchissements.</p>	<p>Deze twee aanduidingen komen voor in de waardeomgeving van de machine, ongeacht de toegepaste techniek om de frankeerafdruk te genereren.</p>
<p>Art. 24. § 1^{er}. L'utilisation de machines à affranchir est subordonnée à l'engagement de l'utilisateur de se conformer aux dispositions réglementaires et contractuelles, ou aux conditions générales en la matière. L'autorisation donnée à un utilisateur pour l'usage d'une machine à affranchir est concrétisée par la signature d'une convention entre l'utilisateur et le fabricant (ou l'organisation chargée de la commercialisation) et la mise à</p>	<p>Art. 24. § 1. Het gebruik van frankeermachines is afhankelijk van de verbintenis vanwege de gebruiker om zich naar de ter zake geldende reglementaire en contractuele bepalingen of algemene voorwaarden te schikken. De toelating gegeven aan een gebruiker tot het gebruik van een frankeermachine wordt geconcretiseerd door de ondertekening van een overeenkomst tussen de gebruiker en de fabrikant (of de organisatie die</p>

disposition par le prestataire de services postaux du cliché ou de la mémoire électronique qui permet de générer des empreintes de valeur. A tout moment, le prestataire de services postaux conserve la propriété dudit cliché ou de la mémoire électronique.	instaat voor de commercialisering) en het ter beschikking stellen door de aanbieder van postdiensten van het cliché of van het elektronisch geheugen dat het mogelijk maakt om waardeafdrukken te genereren. Te allen tijde behoudt de aanbieder van postdiensten het eigendomsrecht op het voornoemde cliché of het elektronisch geheugen.
§ 2. L'autorisation d'utilisation d'une machine à affranchir peut être refusée ou révoquée sans indemnité et sans préjudice du droit du prestataire de services postaux de solliciter la réparation de l'intégralité de son dommage par voie judiciaire, notamment dans les cas suivants :	§ 2. De toelating tot gebruik van een frankeermachine kan worden geweigerd of ingetrokken zonder vergoeding en onverminderd het recht van de aanbieder van postdiensten om het herstel van zijn volledige verlies te eisen via gerechtelijke weg onder meer in de volgende gevallen :
1° fonctionnement défectueux des machines à affranchir ;	1° gebrekkige werking van de frankeermachines;
2° manoeuvres se rapportant directement ou indirectement à l'utilisation des machines à affranchir et ayant pour but de se soustraire aux tarifs postaux applicables ;	2° manoeuvres die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met het gebruik van frankeermachines en die tot doel hebben om de toepasselijke posttarieven te ontduiken;
3° cession d'une machine à affranchir à toute autre personne, sans autorisation préalable du prestataire de services postaux ;	3° afstand van een frankeermachine aan elk ander persoon zonder voorafgaande toelating door de aanbieder van postdiensten;
4° manquements graves aux dispositions réglementaires applicables ;	4° ernstige overtredingen van de toepasselijke voorschriften;
5° modification à la réglementation postale supprimant ou modifiant les conditions d'usage des machines à affranchir ;	5° wijziging in de postreglementering waarbij de gebruiksvoorwaarden van frankeermachines worden afgeschaft of gewijzigd;
6° violation du devoir d'information à l'égard du prestataire de services postaux ou refus d'obtempérer à un contrôle du prestataire de services postaux.	6° inbreuk op de informatieplicht ten aanzien van de aanbieder van postdiensten of weigering om gevolg te geven aan een controle van de aanbieder van postdiensten.
§ 3. L'utilisateur reste débiteur vis-à-vis du prestataire de services postaux du montant des affranchissements non comptabilisés par suite du fonctionnement défectueux ou d'une manipulation irrégulière ou abusive de la machine.	§ 3. De gebruiker blijft aan de aanbieder van postdiensten het bedrag verschuldigd van de frankeringen welke niet geboekt werden ingevolge de gebrekkige onregelmatige of verkeerde behandeling van de machine.
Art. 25. Les empreintes d'affranchissement des machines à affranchir doivent être conformes aux modèles transmis par le prestataire de services postaux et comporter l'identification de celui-ci. L'adaptation de ces modèles et du cliché ou de la	Art. 25. De frankeerafdrukken van de frankeermachines moeten overeenstemmen met de door de aanbieder van postdiensten doorgegeven modellen en moeten zijn identificatie bevatten. De aanpassing van deze modellen en van

mémoire électronique de la machine peut à tout moment sans préavis et sans indemnité être imposée par le prestataire de services postaux.	het cliché of van het elektronisch geheugen van de machine kan te allen tijde, zonder opzegging en zonder vergoeding worden opgelegd door de aanbieder van postdiensten.
TITRE 3. – Licences	Titel 3. – Vergunningen
CHAPITRE 1^{er}. – Introduction des demandes	HOOFDSTUK 1. – Indienen van aanvragen
Art. 26. La demande d'une licence est adressée à l'Institut par envoi recommandé.	Art. 26. De aanvraag voor een vergunning wordt gericht aan het Instituut per aangetekende zending.
La demande est datée et signée par la personne qui souhaite exploiter le service ou par la personne qui agit en son nom.	De aanvraag wordt gedagtekend en ondertekend door de persoon die de dienst wenst te exploiteren of door de persoon die in zijn naam optreedt.
La personne qui, le cas échéant, représente le demandeur spécifie sa qualité et justifie son mandat.	De persoon die eventueel de aanvrager vertegenwoordigt, specificeert zijn hoedanigheid en rechtvaardigt zijn mandaat.
Art. 27. La demande est introduite conformément au modèle en annexe 3.	Art. 27. De aanvraag wordt ingediend overeenkomstig het model van bijlage 3.
La demande est considérée comme étant complète lorsqu'elle contient les informations suivantes, mentionnées dans le modèle susvisé :	De aanvraag wordt als volledig beschouwd als die de volgende inlichtingen bevat, die vermeld staan in het voormelde model:
1° le nom du demandeur, son adresse complète (y compris le siège social ou d'exploitation en Belgique, pour autant que le demandeur en dispose) ;	1° de la naam van de aanvrager, zijn volledige adres (met inbegrip van de hoofd- of exploitatiezetel in België indien de aanvrager hierover beschikt);
2° une description fonctionnelle, géographique et commerciale de l'activité prévue et la date de l'ouverture commerciale du service ;	2° een functionele, geografische en commerciële beschrijving van de geplande activiteit en de datum van de commerciële openstelling van de dienst;
3° un plan financier actuel ;	3° een actueel financieel plan;
4° la preuve du paiement de la redevance visée à l'article 33 ;	4° het bewijs van de betaling van het bedrag zoals bedoeld in artikel 33;
5° les conditions générales de vente qui seront appliquées en cas d'octroi de la licence. Elles contiennent les informations énoncées à l'article 36.	5° de algemene verkoopsvoorwaarden die zullen worden toegepast ingeval de vergunning wordt verleend. Zij bevatten de informatie vermeld in artikel 36.
Art. 28. Les informations communiquées sont mises gratuitement et définitivement à la	Art. 28. De meegedeelde informatie wordt gratis en definitief ter beschikking gesteld van het

disposition de l'Institut qui les traite de manière confidentielle.	Instituut, dat die informatie vertrouwelijk behandelt.
CHAPITRE 2. – Rejet de la demande	HOOFDSTUK 2. - Weigering van de aanvraag
Art. 29. Si l'Institut estime que la demande est incomplète ou souhaite des renseignements ou explications supplémentaires, il en informe le demandeur dans un délai raisonnable. A l'issue d'un délai de soixante jours, prenant cours à partir de la notification de la demande complémentaire par l'Institut au demandeur, la demande non adaptée est rejetée.	Art. 29. Indien het Instituut van oordeel is dat de aanvraag onvolledig is of bijkomende inlichtingen of verduidelijkingen wenst, brengt het de aanvrager daarvan binnen een redelijke termijn op de hoogte. Na afloop van een termijn van zestig dagen na de mededeling van de aanvullende vraag van het Instituut aan de aanvrager, wordt de niet-aangepaste aanvraag verworpen.
Art. 30. L'Institut rejette la demande lorsque le demandeur ne s'est pas engagé à respecter la condition visée à l'article 6, § 1 ^{er} , 2 ^o , de la loi.	Art. 30. Het Instituut weigert de aanvraag indien de aanvrager zich niet ertoe verbonden heeft om de in artikel 6, § 1, 2 ^o , van de wet bedoelde voorwaarde te respecteren.
CHAPITRE 3. - Analyse des demandes	HOOFDSTUK 3. - Onderzoek van de aanvragen
Art. 31. § 1^{er}. L'Institut adresse au demandeur un projet de décision d'octroi ou de refus de la licence dans un délai de trente jours à compter de celui où la demande est complète.	Art. 31. § 1. Het Instituut richt aan de aanvrager een ontwerpbesluit tot verlening of weigering van de vergunning binnen een termijn van dertig dagen vanaf de datum waarop de aanvraag volledig is.
Ce projet est rédigé par l'Institut sur la base des éléments fournis par le demandeur.	Dit ontwerp wordt door het Instituut opgesteld op grond van de elementen die de aanvrager heeft verstrekt.
§ 2. Le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour faire part à l'Institut de ses observations sur le projet de décision. Ce délai court à partir du troisième jour ouvrable qui suit celui de l'envoi du projet de décision.	§ 2. De aanvrager heeft dertig dagen tijd om zijn opmerkingen over het ontwerpbesluit aan het Instituut mee te delen. Die termijn gaat in op de derde werkdag die volgt op de verzending van het ontwerpbesluit.
§ 3. Si le demandeur n'a aucune observation à formuler sur le projet de décision, l'Institut rend sa décision dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration du délai visé au paragraphe 2.	§ 3. Wanneer de aanvrager geen opmerkingen heeft op het ontwerpbesluit neemt het Instituut zijn besluit binnen een termijn van vijftien dagen vanaf het verstrijken van de in paragraaf 2 bedoelde termijn.
§ 4. Si le demandeur a des observations à formuler sur le projet de décision, l'Institut rend sa décision dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai visé au paragraphe 2.	§ 4. Wanneer de aanvrager opmerkingen heeft op het ontwerpbesluit neemt het Instituut zijn besluit binnen een termijn van dertig dagen vanaf het verstrijken van de in paragraaf 2 bedoelde termijn.
CHAPITRE 4. – Adaptation de la licence	HOOFDSTUK 4. – Aanpassing van de vergunning

<p>Art. 32. § 1^{er}. Le prestataire de services postaux informe immédiatement l'Institut de toutes les modifications qu'il souhaite apporter à sa licence.</p>	<p>Art. 32. § 1. De aanbieder van postdiensten brengt het Instituut onmiddellijk op de hoogte van alle wijzigingen die hij in zijn vergunning wenst aan te brengen.</p>
<p>§ 2. Si la modification souhaitée n'implique aucune extension de l'offre de services, l'Institut apporte les modifications nécessaires à la licence sans qu'une redevance pour l'étude du dossier ne soit due.</p>	<p>§ 2. Indien de gewenste wijziging geen uitbreiding van het dienstenaanbod impliceert, brengt het Instituut de nodige wijzigingen aan in de vergunning zonder dat een recht voor het onderzoek van het dossier verschuldigd is.</p>
<p>Si la modification souhaitée implique une extension de l'offre de services, une demande d'adaptation de la licence est adressée à l'Institut selon les modalités fixées aux articles 26 et 27.</p>	<p>Indien de gewenste wijziging een uitbreiding van het dienstenaanbod impliceert, wordt een verzoek om aanpassing van de vergunning gericht aan het Instituut volgens de procedure van de artikelen 26 en 27.</p>
<p>La demande d'adaptation de la licence est examinée par l'Institut conformément aux modalités fixées aux articles 31 à 33.</p>	<p>Het verzoek om aanpassing van de vergunning wordt door het Instituut onderzocht overeenkomstig de procedure die vastgelegd is in de artikelen 31 tot en met 33.</p>
<p>Le demandeur paie une redevance pour l'étude du dossier conformément au prescrit de l'article 33, § 2.</p>	<p>De aanvrager betaalt voor de studie van het dossier een recht overeenkomstig hetgeen wordt voorgeschreven door artikel 33, § 2.</p>
<p>CHAPITRE 5. – Redevances</p>	<p>HOOFDSTUK 5. - Retributies</p>
<p>Art. 33. § 1^{er}. Toute demande d'une licence donne lieu au paiement d'une redevance destinée à couvrir les frais d'étude du dossier, d'un montant de 200 euros par catégorie de services, avec un maximum de 400 euros si la demande concerne l'offre de plusieurs catégories de services.</p>	<p>Art. 33. § 1. Elke vergunningaanvraag geeft aanleiding tot de betaling van een retributie bestemd om de kosten te dekken voor de studie van het dossier ten bedrage van 200 euro per categorie van diensten met een maximum van 400 euro als de aanvraag betrekking heeft op verschillende categorieën van diensten.</p>
<p>§ 2. Sans préjudice de l'application du paragraphe 1^{er}, en cas de demande de modification de la licence impliquant une extension de l'offre de services, une redevance d'un montant de 200 euros est à nouveau due pour couvrir les coûts de l'étude de la demande.</p>	<p>§ 2. Onverminderd de toepassing van paragraaf 1 is in geval van een verzoek om wijziging van de vergunning die een uitbreiding van het dienstenaanbod impliceert, opnieuw een retributie verschuldigd ten bedrage van 200 euro om de kosten van de studie van de aanvraag te dekken.</p>
<p>Art. 34. Les montants des redevances dus en application des articles 32 et 33 sont adaptés à l'indice santé le 1^{er} janvier de chaque année.</p>	<p>Art. 34. De bedragen van de krachtens de artikelen 32 en 33 verschuldigde retributies worden elk jaar op 1 januari aangepast aan het gezondheidsindexcijfer.</p>
<p>Art. 35. Les montants des redevances dus sont versés sur le compte de l'Institut.</p>	<p>Art. 35. De bedragen van de verschuldigde retributies worden gestort op de rekening van het Instituut.</p>

<p>CHAPITRE 6. – Conditions générales de vente des titulaires d'une licence</p>	<p>HOOFDSTUK 6. – Algemene verkoopsvoorwaarden van de houders van een vergunning</p>
<p>Art. 36. § 1^{er}. Les titulaires d'une licence veillent à ce que leurs conditions générales de vente relatives aux services d'envois de correspondance relevant du service universel contiennent les informations concernant les tarifs, les règles et les procédures visant à définir les responsabilités en cas de perte, de vol ou de détérioration des envois ainsi qu'en cas de retard dans l'acheminement des envois, les procédures de réclamation et les délais d'acheminement des services offerts.</p>	<p>Art. 36. § 1. De houders van een vergunning zien erop toe dat hun algemene verkoopsvoorwaarden betreffende de brievenpostzendingen die onder de universele dienst vallen, informatie bevatten over de tarieven, de regels en procedures voor het vaststellen van de aansprakelijkheid in geval van verlies, diefstal of beschadiging van zendingen, alsook in geval van vertraging in de verzending van de zendingen, de klachtenprocedures en de verzendingstermijnen van de aangeboden diensten.</p>
<p>§ 2. Les conditions générales de vente sont mises à la disposition des utilisateurs de manière simple. Elles sont publiées sur le site internet du prestataire de services postaux.</p>	<p>§ 2. De algemene verkoopvoorwaarden worden op eenvoudige wijze ter beschikking gesteld van de gebruikers. Ze worden gepubliceerd op de website van de aanbieder van postdiensten.</p>
<p>CHAPITRE 7. – Durée et conditions de reconduction de la licence</p>	<p>HOOFDSTUK 7. – Duur en voorwaarden met betrekking tot de hernieuwing van de vergunning</p>
<p>Art. 37. La licence est valable pendant dix ans à compter de la date de l'octroi de cette licence.</p>	<p>Art. 37. De vergunning is tien jaar geldig, te rekenen vanaf de datum waarop die vergunning is afgegeven.</p>
<p>A l'issue de cette première période, la licence est reconduite tacitement pour des termes successifs de cinq années.</p>	<p>Na het verstrijken van die eerste periode wordt de vergunning stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende termijnen van vijf jaar.</p>
<p>CHAPITRE 8. – Cession de la licence</p>	<p>HOOFDSTUK 8. – Overdracht van de vergunning</p>
<p>Art. 38. § 1^{er}. La licence peut être cédée moyennant l'accord préalable de l'Institut. L'Institut refuse la cession si le cessionnaire ne remplit pas les conditions pour obtenir une licence.</p>	<p>Art. 38. § 1. De vergunning mag worden overgedragen op voorwaarde van voorafgaande toestemming van het Instituut. Het Instituut weigert de overdracht indien de cessionaris niet voldoet aan de voorwaarden om een vergunning te verkrijgen.</p>
<p>§ 2. La demande de cession contient les informations énoncées aux chapitres I^{er} et VI du présent titre. Elles concernent tant le cédant que le cessionnaire.</p>	<p>§ 2. Het verzoek om overdracht bevat de inlichtingen die vermeld zijn in de hoofdstukken I en IV van deze titel. Die hebben betrekking op zowel de cedent als de cessionaris.</p>
<p>§ 3. La demande de cession entraîne le paiement, par le cessionnaire, d'une redevance unique de 200 euros pour l'analyse de la demande.</p>	<p>§ 3. Het verzoek om overdracht geeft aanleiding tot de betaling door de cessionaris van een enig recht van 200 euro voor het onderzoek van de aanvraag.</p>

CHAPITRE 9. – Renonciation à la licence	HOOFDSTUK 9. – Afstand van de vergunning
Art. 39. Le prestataire de services postaux peut renoncer à sa licence moyennant un préavis de trois mois adressé à l'Institut par envoi recommandé.	Art. 39. De aanbieder van postdiensten kan afstand doen van zijn vergunning met een opzegging van drie maanden die per aangetekende zending aan het Instituut wordt gericht.
TITRE 4. - Responsabilité extracontractuelle des prestataires de services postaux en cas de perte, de vol ou de détérioration d'un envoi ou de retard dans l'acheminement d'un envoi au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public national	TITEL 4. - Extracontractuele aansprakelijkheid van de aanbieders van postdiensten voor verlies, diefstal of beschadiging van een zending of vertraging in de verzending van een zending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een nationale openbare dienst
Art. 40. Les indemnités susceptibles d'être mises à la charge des prestataires de services postaux en cas de dommage causé par le retard dans la distribution d'un envoi domestique enregistré ou non, au cours de l'exécution d'un service postal constituant un service public national, ne peuvent excéder :	Art. 40. De vergoedingen die ten laste kunnen worden gelegd van de aanbieders van postdiensten in geval van schade veroorzaakt door de vertraging in de bezorging van een al dan niet ingeschreven binnenlandse zending tijdens de uitvoering van een postdienst die een nationale openbare dienst vormt, mogen niet meer bedragen dan:
1° pour les envois non enregistrés, une somme égale au montant de l'affranchissement acquitté pour l'envoi concerné ;	1° voor niet-ingeschreven zendingen, een bedrag dat gelijk is aan het port betaald voor de betrokken zending;
2° pour les envois enregistrés : une somme égale au montant de l'affranchissement acquitté pour l'envoi concerné. Les frais de recommandation et de déclaration de valeur ne sont pas remboursés.	2° voor ingeschreven zendingen: een bedrag dat gelijk is aan het port betaald voor de betrokken zending. De aantekenport en de kosten voor de waardeangifte worden niet terugbetaald.
Art. 41. § 1^{er}. Les indemnités susceptibles d'être mises à la charge des prestataires de services postaux en cas de dommage causé par la perte, le vol ou la détérioration d'un envoi domestique survenus au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public national après la prise en charge par le prestataire de services postaux et avant la livraison au destinataire ne peuvent excéder :	Art. 41. § 1. De vergoedingen die ten laste kunnen worden gelegd van de aanbieders van postdiensten in geval van schade veroorzaakt door verlies, diefstal of beschadiging van een binnenlandse zending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een nationale openbare dienst, na de tenlasteneming door de aanbieder van postdiensten en voor de levering aan de geadresseerde, mogen niet meer bedragen dan:
1° pour les envois non enregistrés, une somme égale au montant de l'affranchissement acquitté pour l'envoi concerné ;	1° voor niet-ingeschreven zendingen, een bedrag dat gelijk is aan het port betaald voor de betrokken zending;
2° pour les envois recommandés, une somme égale à cinquante fois le montant de l'affranchissement acquitté pour l'envoi concerné, majoré des frais de recommandation ;	2° voor aangetekende zendingen, een bedrag dat gelijk is aan vijftig keer het port betaald voor de betrokken zending, vermeerderd met het aantekenport;

<p>3° pour les envois à valeur déclarée, une somme égale à la valeur déclarée pour autant que l'expéditeur puisse démontrer, pièces justificatives à l'appui, que cette valeur déclarée correspond effectivement à la valeur réelle du contenu de l'envoi.</p>	<p>3° voor zendingen met aangegeven waarde, een bedrag dat gelijk is aan de aangegeven waarde op voorwaarde dat de afzender kan bewijzen, aan de hand van bewijsstukken, dat deze aangegeven waarde inderdaad overeenstemt met de werkelijke waarde van de inhoud van de zending.</p>
<p>§ 2. La perte d'un envoi postal au sens du présent article est la disparition physique d'un envoi ne résultant pas d'un vol ou d'une adresse incorrecte survenue après la prise en charge par le prestataire de services postaux et avant sa livraison au destinataire.</p>	<p>§ 2. Het verlies van een postzending in de zin van dit artikel is de fysieke verdwijning van een zending die niet het resultaat is van een diefstal of van een onjuist adres en die zich heeft voorgedaan na de tenlasteneming door de aanbieder van postdiensten en voor de levering ervan aan de geadresseerde.</p>
<p>§ 3. Les envois domestiques non arrivés à destination sont classés dans la catégorie des envois perdus à partir du trentième jour ouvrable après leur dépôt auprès du prestataire de services postaux.</p>	<p>§ 3. De binnenlandse zendingen die hun bestemming niet hebben bereikt worden in de categorie van de verloren zendingen gerangschikt vanaf de dertigste werkdag na de afgifte aan de aanbieder van postdiensten.</p>
<p>§ 4. Les montants des indemnités susceptibles d'être mises à la charge des prestataires de services postaux en cas de dommage causé par la perte, le vol, ou la détérioration d'un envoi international survenus lors de son acheminement en Belgique à l'occasion d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public national sont soumis aux mêmes plafonds que ceux prévus par la Convention Postale Universelle et ses Règlements.</p>	<p>§ 4. De bedragen van de vergoedingen die ten laste kunnen worden gelegd van de aanbieders van postdiensten in geval van schade veroorzaakt door verlies, diefstal of beschadiging van een internationale zending tijdens het vervoer ervan in België ter gelegenheid van een postdienst die uitgevoerd wordt in het kader van een nationale openbare dienst, zijn onderworpen aan dezelfde plafonds als die waarin de Wereldpostconventie en de reglementen ervan voorzien.</p>
<p>TITRE 5. – Le service postal universel</p>	<p>TITEL 5. – De universele postdienst</p>
<p>CHAPITRE 1^{er}. – Qualité du service postal universel fourni par le prestataire du service universel</p>	<p>HOOFDSTUK 1. – Kwaliteit van de universele postdienst verstrekt door de aanbieder van de universele dienst</p>
<p>Art. 42. § 1^{er}. Les envois suivants sont distribués en J+1 :</p>	<p>Art. 42. § 1. De volgende zendingen worden bezorgd binnen een termijn van D+1:</p>
<p>1° les envois de correspondance égrenés domestiques prioritaires jusqu'à 2 kg ;</p>	<p>1° de prioritaire binnenlandse stukpostbrievenpost tot 2 kg;</p>
<p>2° les faire-part de décès déposés dans un bureau de poste et affranchis au moyen d'un timbre prévu à cet effet ;</p>	<p>2° de rouwbrieven afgegeven in een postkantoor en gefrankeerd met een ad-hocpostzegel;</p>
<p>3° les envois recommandés égrenés domestiques jusqu'à 2 kg ;</p>	<p>3° de binnenlandse aangetekende stukpostzendingen tot 2 kg;</p>

4° les colis postaux domestiques jusqu'à 10 kg prestés au tarif unitaire et faisant partie du panier des petits utilisateurs tel que défini par la loi ;	4° de binnenlandse tegen enkelstuktarieven aangeboden postpakketten tot 10 kg die deel uitmaken van het kleingebruikerpakket zoals gedefinieerd door de wet;
5° les envois de correspondance égrenés internationaux entrants prioritaires.	5° de prioritaire binnenkomende internationale stukpostbrievenpost.
§ 2. Les envois de correspondance égrenés domestiques non prioritaires jusqu'à 2 kg sont distribués dans le délai de J+3.	§ 2. De niet-prioritaire binnenlandse stukpostbrievenpost tot 2 kg wordt bezorgd binnen een termijn van D+3.
§ 3. Le pourcentage des envois distribués dans les délais fixés aux paragraphes 1 ^{er} et 2 est mesuré pour chaque service postal relatif aux envois visés aux paragraphes 1 ^{er} et 2.	§ 3. Het percentage zendingen die worden bezorgd binnen de termijnen vastgelegd in de paragrafen 1 en 2 wordt voor elke postdienst in verband met de zendingen beoogd in de paragrafen 1 en 2 gemeten.
§ 4. Le respect du délai d'acheminement des envois suivants est mesuré selon la norme CEN EN 13850 « Services postaux - Qualité de service - Mesure du délai d'acheminement des services de bout en bout pour le courrier prioritaire égrené » :	§ 4. De naleving van de verzendingstermijn van de volgende zendingen wordt gemeten volgens de norm CEN EN 13850 "Postdiensten – Kwaliteit van diensten – Meting van de verzendingstermijn van de eind-tot-eind dienstverlening voor prioritaire stukpost":
1° les envois de correspondance égrenés domestiques prioritaires jusqu'à 2 kg ;	1° de prioritaire binnenlandse stukpostbrievenpost tot 2 kg;
2° les envois de correspondance égrenés internationaux entrants prioritaires jusqu'à 2 kg.	2° de prioritaire binnenkomende internationale stukpostbrievenpost tot 2 kg.
§ 5. Le respect du délai d'acheminement des envois visés au paragraphe 2 est mesuré selon la norme CEN EN 14508 « Services postaux - Qualité de service - Mesure de la qualité de service de bout en bout pour le courrier individuel non prioritaire ».	§ 5. De naleving van de verzendingstermijn van de zendingen beoogd in paragraaf 2 wordt gemeten volgens de norm CEN EN 14508 "Postdiensten – Kwaliteit van diensten – Meting van de kwaliteit van de eind-tot-eind dienstverlening voor de niet-prioritaire stukpost".
§ 6. Le respect du délai d'acheminement des envois suivants est mesuré selon une méthodologie établie par l'Institut après consultation du prestataire du service universel :	§ 6. De naleving van de verzendingstermijn van de volgende zendingen wordt gemeten volgens een methode die het Instituut vaststelt na raadpleging van de aanbieder van de universele dienst:
1° les envois recommandés égrenés domestiques jusqu'à 2 kg ;	1° de binnenlandse aangetekende stukpostzendingen tot 2 kg;
2° les colis postaux domestiques jusqu'à 10 kg prestés au tarif unitaire et faisant partie du panier des petits utilisateurs tel que défini par la loi.	2° de binnenlandse tegen enkelstuktarieven aangeboden postpakketten tot 10 kg die deel uitmaken van het kleingebruikerpakket zoals gedefinieerd door de wet.

<p>§ 7. La mesure du respect des délais d'acheminement est effectuée sous le contrôle de l'Institut. Les résultats du contrôle du respect des délais d'acheminement sont publiés chaque année sur le site internet de l'Institut.</p>	<p>§ 7. De naleving van de verzendingstermijnen wordt gemeten onder het toezicht van het Instituut. De resultaten van de controle van de naleving van de verzendingstermijnen worden jaarlijks gepubliceerd op de website van het Instituut.</p>
<p>Art. 43. § 1^{er}. Le prestataire du service universel respecte les critères de qualité suivants :</p>	<p>Art. 43. § 1. De aanbieder van de universele dienst voldoet aan de volgende kwaliteitscriteria:</p>
<p>1° au moins 95 pour cent des envois de correspondance domestiques prioritaires jusqu'à 2 kg sont distribués en J+1 et au moins 97 pour cent en J+2 ;</p>	<p>1° ten minste 95 procent van de prioritaire binnenlandse brievenpost tot 2 kg wordt bezorgd binnen D+1 en ten minste 97 procent binnen D+2;</p>
<p>2° au moins 95 pour cent des faire-part de décès déposés dans un bureau de poste et affranchis au moyen d'un timbre prévu à cet effet sont distribués en J+1 ;</p>	<p>2° ten minste 95 procent van de rouwbrieven afgegeven in een postkantoor en gefrankeerd met een ad-hocpostzegel wordt bezorgd binnen D+1;</p>
<p>3° au moins 95 pour cent des envois recommandés égrenés domestiques jusqu'à 2 kg sont distribués en J+1 et au moins 97 pour cent en J+2 ;</p>	<p>3° ten minste 95 procent van de binnenlandse aangetekende stukpostzendingen tot 2 kg wordt bezorgd binnen D+1 en ten minste 97 procent binnen D+2;</p>
<p>4° au moins 95 pour cent des envois de correspondance égrenés domestiques non prioritaires jusqu'à 2 kg sont distribués en J+3 et au moins 97 pour cent en J+4 ;</p>	<p>4° ten minste 95 procent van de niet-prioritaire binnenlandse stukpostbrievenpost tot 2 kg wordt bezorgd binnen D+3 en ten minste 97 procent binnen D+4;</p>
<p>5° les envois de correspondance égrenés internationaux entrants prioritaires sont distribués dans le même délai et avec les mêmes objectifs que les envois de correspondance égrenés domestiques prioritaires. Le délai prend cours le jour de l'arrivée des envois au bureau d'échange en Belgique.</p>	<p>5° de prioritaire binnenkomende internationale stukpostbrievenpost wordt bezorgd binnen dezelfde termijn en met dezelfde doelstellingen als de prioritaire binnenlandse stukpostbrievenpost. De termijn gaat in de dag waarop de zendingen in het uitwisselingskantoor in België toekomen.</p>
<p>§ 2. La mesure du respect des délais est effectuée sous le contrôle de l'Institut. Les résultats du contrôle des critères de qualité sont publiés chaque année sur le site Internet de l'Institut.</p>	<p>§ 2. De naleving van de termijnen wordt gemeten onder het toezicht van het Instituut. De resultaten van de controle van de kwaliteitscriteria worden jaarlijks gepubliceerd op de website van het Instituut.</p>
<p>§ 3. Le prestataire du service universel veille à ce que :</p>	<p>§ 3. De aanbieder van de universele dienst ziet erop toe dat:</p>
<p>1° les bureaux de poste soient ouverts au moins pendant quelques heures par semaine en dehors des heures de bureau en fonction des besoins de de la clientèle ;</p>	<p>1° de postkantoren ten minste gedurende enkele uren per week open zijn buiten de kantooruren op basis van de behoeften van de klanten;</p>

<p>2° toutes les boîtes aux lettres indiquent l'heure de la dernière levée utile et l'adresse de la boîte aux lettres la plus proche où la dernière levée utile est assurée à une heure plus tardive.</p>	<p>2° op alle brievenbussen het uur van de laatste nuttige lichting wordt aangegeven, alsook het adres van de dichtstbijzijnde brievenbus waar de laatste nuttige lichting op een later tijdstip valt.</p>
<p>Art. 44. § 1^{er}. Afin de permettre le contrôle du respect des normes fixées aux articles 42 et 43, le prestataire du service universel fournit tous les ans à l'Institut des informations portant sur :</p>	<p>Art. 44. § 1. Om te kunnen controleren of de in de artikelen 42 en 43 vastgestelde normen worden nageleefd, verstrekt de aanbieder van de universele dienst aan het Instituut jaarlijks informatie over:</p>
<p>1° l'étendue de son réseau de points de service postal et la gamme de services correspondante ;</p>	<p>1° de omvang van zijn netwerk van postale-servicepunten en het overeenstemmende dienstenassortiment;</p>
<p>2° les adresses et les heures d'ouverture de ses points de service postal ;</p>	<p>2° het adres en de openingsuren van zijn postale-servicepunten;</p>
<p>3° la continuité, la qualité et l'accessibilité du service dans ses points de service postal ;</p>	<p>3° de continuïteit, de kwaliteit en de toegankelijkheid van de dienstverlening in zijn postale-servicepunten;</p>
<p>4° l'étendue de son réseau de points d'accès avec l'indication des adresses et des heures de la dernière levée utile de ses boîtes de collecte des envois.</p>	<p>4° de omvang van zijn netwerk van toegangspunten met vermelding van het adres en van het uur van de laatste nuttige lichting van zijn brievenbussen.</p>
<p>§ 2. L'Institut ou une instance indépendante du prestataire du service universel choisie par l'Institut selon un cahier des charges qu'il établit, peut réaliser une étude concernant l'ensemble des informations précitées à fournir aux utilisateurs.</p>	<p>§ 2. Het Instituut of een instantie die onafhankelijk is van de aanbieder van de universele dienst en die gekozen wordt door het Instituut op basis van een bestek dat erdoor wordt vastgelegd, kan een studie verrichten over alle voormelde inlichtingen die aan de gebruikers moeten worden verstrekt.</p>
<p>§ 3. Un organisme indépendant du prestataire du service universel réalise, à la demande de l'Institut et sous sa surveillance, une étude relative au respect par le prestataire du service universel des normes visées à l'article 43, § 1^{er} ainsi que relative à la régularité et à la fiabilité des services postaux fournis par le prestataire du service universel.</p>	<p>§ 3. Een instantie die onafhankelijk is van de aanbieder van de universele dienst verricht op verzoek en onder toezicht van het Instituut een studie over de naleving door de aanbieder van de universele dienst van de normen bedoeld in artikel 43, § 1, alsook over de regelmatigheid en de betrouwbaarheid van de postdiensten die worden verstrekt door de aanbieder van de universele dienst.</p>
<p>Art. 45. L'Institut entend le prestataire du service universel en cas de non-respect par le prestataire du service universel d'une norme de 93 pour cent en J+1 des envois de correspondance normalisés égrenés domestiques prioritaires jusqu'à 2 kg.</p>	<p>Art. 45. Het Instituut hoort de aanbieder van de universele dienst bij niet-naleving door de aanbieder van de universele dienst van een norm van 93 procent binnen D+1 voor de prioritaire binnenlandse genormaliseerde stukpostbrievenpost tot 2 kg.</p>

<p>Art. 46. § 1^{er}. En cas de non-respect des normes fixées à l'article 43, § 1^{er}, 1^o, l'Institut peut imposer au prestataire du service universel, à titre de mesure correctrice, une obligation d'investir financièrement dans des projets ayant comme objectif à court terme d'améliorer la qualité. Le montant à investir à titre de mesure correctrice est égal à 600.000 euros pour chaque écart de 1 pour cent par rapport à une norme J+1 de 93 pour cent lorsque l'écart total n'excède pas 6 pour cent.</p>	<p>Art. 46. § 1. In geval van niet-naleving van de normen die zijn vastgesteld in artikel 43, § 1, 1^o kan het Instituut aan de aanbieder van de universele dienst bij wijze van correctiemaatregel een verplichting opleggen om financieel te investeren in projecten die tot doel hebben op korte termijn de kwaliteit te verbeteren. Het bij wijze van correctiemaatregel te investeren bedrag is gelijk aan 600.000 euro voor elke afwijking van 1 procent ten opzichte van een norm voor D+1 van 93 procent wanneer de totale afwijking niet meer bedraagt dan 6 procent.</p>
<p>A partir d'un écart supérieur à 6 pour cent, le montant à investir à titre de mesure correctrice est de 1.200.000 euros pour chaque écart de 1 pour cent par rapport à une norme J+1 de 93 pour cent.</p>	<p>Vanaf een afwijking die hoger is dan 6 procent, bedraagt het bij wijze van correctiemaatregel te investeren bedrag 1.200.000 euro voor elke afwijking van een procent ten opzichte van een norm van D+1 voor 93 procent.</p>
<p>§ 2. Le montant total à investir à titre de mesure correctrice est plafonné à 12.500.000 euros par an.</p>	<p>§ 2. Het totale bij wijze van correctiemaatregel te investeren bedrag wordt geplafonneerd op 12.500.000 euro per jaar.</p>
<p>§ 3. Lorsque le prestataire du service universel est tenu d'investir en application du paragraphe 1^{er}, il soumet un projet d'investissement à l'avis de l'Institut.</p>	<p>§ 3. Wanneer de aanbieder van de universele dienst verplicht is te investeren overeenkomstig paragraaf 1, legt hij een investeringsproject voor advies voor aan het Instituut.</p>
<p>Ce projet contient :</p>	<p>Dat project omvat:</p>
<p>1^o une présentation de l'audit de la qualité du service ;</p>	<p>1^o een presentatie van de audit van de dienstkwaliteit;</p>
<p>2^o un descriptif des actions à mener à court terme sur la base des résultats de l'audit.</p>	<p>2^o een beschrijving van de acties die op korte termijn moeten worden ondernomen op basis van de resultaten van de audit.</p>
<p>L'Institut communique son avis sur le projet d'investissement au prestataire du service universel dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la réception du projet.</p>	<p>Het Instituut deelt zijn advies over het investeringsproject mee aan de aanbieder van de universele dienst binnen een termijn van vier weken na de ontvangst van het project.</p>
<p>L'Institut contrôle la réalisation effective du projet et de son financement au moyen de la mesure correctrice.</p>	<p>Het Instituut controleert de daadwerkelijke uitvoering van het project en de financiering ervan door middel van de correctiemaatregel.</p>
<p>Art. 47. § 1^{er}. Le prestataire du service universel informe immédiatement le Ministre ainsi que l'Institut et, le plus rapidement possible, les utilisateurs touchés par l'interruption ou l'arrêt de ses prestations de services postaux de levée ou de distribution d'envois domestiques ou</p>	<p>Art. 47. § 1. De aanbieder van de universele dienst informeert de minister alsook het Instituut onmiddellijk, en de gebruikers die getroffen worden door de onderbreking of stopzetting van zijn verrichtingen van postdiensten inzake ophaling of bezorging van binnenlandse of binnenkomende grensoverschrijdende zendingen die onder de</p>

transfrontières entrants relevant du service universel dans les cas suivants :	universele dienst vallen zo snel mogelijk in de volgende gevallen:
1° la prestation de services est perturbée sur l'ensemble du territoire, pour une durée de plus de vingt-quatre heures ; ou,	1° de dienstverlening is verstoord op het hele grondgebied voor een periode van meer dan vierentwintig uur; of,
2° la prestation de services est perturbée pendant une période ininterrompue de plus de quarante-huit heures sur l'ensemble du territoire de plusieurs communes contiguës ; ou,	2° de dienstverlening is verstoord gedurende een ononderbroken periode van meer dan achtenveertig uur op het hele grondgebied van meerdere aaneengrenzende gemeenten, of,
3° la prestation de services est perturbée pendant une période ininterrompue de plus de septante-deux heures sur l'ensemble du territoire d'une commune.	3° de dienstverlening is verstoord gedurende een ononderbroken periode van meer dan tweeënzeventig uur op het hele grondgebied van een gemeente.
§ 2. Le prestataire du service universel informe immédiatement le Ministre ainsi que l'Institut et, le plus rapidement possible, les utilisateurs touchés par l'interruption ou l'arrêt de ses prestations de services de levée d'envois transfrontières sortants pendant une semaine au moins.	§ 2. De aanbieder van de universele dienst informeert de minister alsook het Instituut onmiddellijk, en de gebruikers die getroffen worden door de onderbreking of stopzetting van zijn verrichtingen van postdiensten inzake ophaling van uitgaande grensoverschrijdende zendingen gedurende ten minste één week zo snel mogelijk.
CHAPITRE 2. – Affranchissement des envois traités par le prestataire du service universel	HOOFDSTUK 2. – Frankering van de door de aanbieder van de universele dienst behandelde zendingen
Art. 48. § 1 ^{er} . Sans préjudice de l'application de l'article 67, le prestataire du service universel propose au moins une des méthodes d'affranchissement suivantes pour l'affranchissement des envois de correspondance faisant partie du service universel :	Art. 48. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 67 biedt de aanbieder van de universele dienst voor de frankering van brievenpost die tot de universele dienst behoort, minstens één van de volgende frankeerwijzen aan:
1° l'affranchissement au moyen de timbres-poste ;	1° de frankering met postzegels;
2° l'affranchissement au moyen d'une machine à affranchir ;	2° de frankering door middel van een frankeermachine;
3° l'affranchissement en numéraire, nommé « Port Payé » ;	3° de frankering in geld, genaamd "Port Betaald";
4° le port payé par le destinataire.	4° port betaald door de geadresseerde.
§ 2. Les timbres-poste libellés en franc belge ou en euro ne sont plus valables à partir du 1 ^{er} janvier 2023.	§ 2. De postzegels die in Belgische frank of in euro zijn uitgedrukt, zijn niet meer geldig vanaf 1 januari 2023.

<p>§ 3. Les timbres-poste ne sont ni remboursables ni échangeables.</p>	<p>§ 3. De postzegels worden niet terugbetaald of ingeruild.</p>
<p>Art. 49. Des timbres-poste émis par le prestataire du service universel sont vendus dans tous ses points de service postal.</p>	<p>Art. 49. De postzegels uitgegeven door de aanbieder van de universele dienst worden verkocht in al zijn postale-servicepunten.</p>
<p>Art. 50. § 1^{er}. L'envoi, confié au prestataire du service universel, qui n'est pas ou pas suffisamment affranchi conformément aux conditions générales ou particulières de vente du prestataire du service universel, peut être renvoyé par le prestataire du service universel à l'expéditeur pour autant qu'il soit connu et réside en Belgique.</p>	<p>Art. 50. § 1. Wanneer een zending die toevertrouwd is aan de aanbieder van de universele dienst niet of onvoldoende gefrankeerd is overeenkomstig de algemene of bijzondere verkoopvoorwaarden van de aanbieder van de universele dienst, kan deze door de aanbieder van de universele dienst worden teruggezonden aan de afzender, voor zover deze bekend is en in België verblijft.</p>
<p>Le prestataire du service universel peut dans ce cas oblitérer l'affranchissement initial et exiger que l'envoi soit à nouveau affranchi du montant total dû.</p>	<p>De aanbieder van de universele dienst kan in dat geval de initiële frankering afstempelen en eisen dat de zending opnieuw wordt gefrankeerd voor het volledige verschuldigde bedrag.</p>
<p>Dans les mêmes circonstances que celles visées à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'expéditeur n'est pas connu ou que le destinataire s'avère être identique à l'expéditeur, et que l'adresse de distribution est située en Belgique, le prestataire du service universel peut laisser un avis au destinataire, lui demandant de s'acquitter du complément de port et des frais supplémentaires. Si le destinataire refuse ou ne réclame pas l'envoi dans le délai fixé par le prestataire du service universel, cet envoi est considéré comme non distribuable.</p>	<p>Onder dezelfde omstandigheden als bedoeld in het eerste lid, kan de aanbieder van de universele dienst, wanneer de afzender niet bekend is of de geadresseerde dezelfde blijkt te zijn als de afzender en het bezorgingsadres in België gelegen is, een bericht laten bij de geadresseerde met het verzoek het ontbrekende port en de bijkomende kosten te betalen. In geval van weigering door de geadresseerde of ingeval hij de zending niet opeist binnen de door de aanbieder van de universele dienst bepaalde termijn, wordt deze zending als onbestelbaar beschouwd.</p>
<p>Dans les mêmes circonstances que celles visées à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'expéditeur n'est pas connu ou réside à l'étranger, et que l'adresse de distribution n'est pas située en Belgique, le prestataire du service universel applique les dispositions réglementaires de l'Union Postale Universelle.</p>	<p>Onder dezelfde omstandigheden als bedoeld in het eerste lid past de aanbieder van de universele dienst, wanneer de afzender niet bekend is of in het buitenland verblijft en het bezorgingsadres niet in België gelegen is, de reglementaire bepalingen van de Wereldpostvereniging toe.</p>
<p>§ 2. Lorsque un envoi faisant partie du service universel provient d'un autre pays et qu'il est indiqué sur cet envoi par un prestataire de services postaux de ce pays comme n'étant pas ou pas suffisamment affranchi, le prestataire du service universel peut laisser un avis au destinataire, lui demandant de s'acquitter du complément de port et des frais supplémentaires. Si le destinataire refuse ou ne réclame pas son envoi dans le délai</p>	<p>§ 2. Wanneer een zending die tot de universele dienst behoort, afkomstig is uit een ander land en door een aanbieder van postdiensten van dat land op de zending vermeld is dat deze niet of onvoldoende gefrankeerd is, kan de aanbieder van de universele dienst een bericht laten bij de geadresseerde met het verzoek het ontbrekende port en de bijkomende kosten te betalen. In geval van weigering door de geadresseerde of ingeval hij de zending niet opeist binnen de door de aanbieder</p>

fixé par le prestataire du service universel, cet envoi est considéré comme non distribuable.	van de universele dienst bepaalde termijn, wordt deze zending als onbestelbaar beschouwd.
§ 3. Les paragraphes 1 ^{er} et 2 sont applicables à tous les services postaux faisant partie du service universel sauf disposition contraire dans les conditions générales ou particulières du prestataire du service universel.	§ 3. Behoudens andersluidende bepalingen in de algemene of bijzondere voorwaarden van de aanbieder van de universele dienst zijn de paragrafen 1 en 2 van toepassing op alle postdiensten die tot de universele dienst behoren.
CHAPITRE 3. - Dimensions et normalisation des envois compris dans le service universel	HOOFDSTUK 3. - Afmetingen en normalisatie van zendingen die deel uitmaken van de universele dienst
Art. 51. § 1 ^{er} . Les envois de correspondance compris dans le service universel, doivent comporter une face dont les dimensions ne sont pas inférieures à 90 x 140 mm.	Art. 51. § 1. Brievenpost die tot de universele dienst behoort moet een vlak hebben waarvan de afmetingen niet kleiner zijn dan 90 x 140 mm.
Les envois se présentant sous la forme de rouleaux respectent les dimensions minimales suivantes : la longueur plus deux fois le diamètre n'est pas inférieure à 170 mm, la plus grande dimension ne pouvant être inférieure à 100 mm.	Brievenpost in de vorm van een rol voldoet aan de volgende minimumafmetingen: de lengte plus tweemaal de diameter is niet kleiner dan 170 mm, waarbij de grootste afmeting niet kleiner mag zijn dan 100 mm.
§ 2. Sauf dérogation expresse préalable du prestataire de services postaux, les envois compris dans le service universel ne peuvent dépasser les dimensions suivantes :	§ 2. Behoudens uitdrukkelijke voorafgaande afwijking toegestaan door de aanbieder van postdiensten, mogen zendingen die tot de universele dienst behoren de volgende afmetingen niet overtreffen:
1° s'agissant des envois se présentant sous la forme de rouleaux : longueur plus deux fois le diamètre : 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm ;	1° in geval van zendingen in rollen: lengte plus tweemaal de diameter: 1040 mm, zonder dat de grootste afmeting 900 mm, met een tolerantie van 2 mm, mag overtreffen;
2° s'agissant des colis : 1 500 mm pour la plus grande dimension et 3 000 mm pour la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur. Ces dispositions s'appliquent également aux colis expédiés sous la forme de rouleaux.	2° in geval van pakketten: 1.500 mm voor de grootste afmeting en 3.000 mm voor de som van de lengte en de grootste omtrek genomen in een andere richting dan de lengte. Deze bepalingen zijn eveneens van toepassing op pakketten verzonden in rolvorm.
§ 3. Les cartes postales doivent être rectangulaires et confectionnées en carton ou en papier assez consistant pour ne pas entraver la manipulation et ne peuvent pas comporter de parties saillantes ou en relief.	§ 3. De briefkaarten moeten rechthoekig zijn en vervaardigd zijn uit karton of voldoende stevig papier om de verwerking niet te hinderen en mogen geen uitstekende delen of delen in reliëf omvatten.
Le prestataire de services postaux peut prévoir dans ses conditions générales ou particulières, des	De aanbieder van postdiensten kan in zijn algemene of bijzondere voorwaarden bijkomende

conditions additionnelles entre autres opérationnelles qui sont applicables aux cartes postales.	voorwaarden, bijvoorbeeld operationele, opnemen die gelden voor de briefkaarten.
§ 4. L'affranchissement et l'adresse du destinataire doivent figurer au recto des envois où une zone rectangulaire, dont les dimensions ne sont pas inférieures à 90 X 140 mm, dans le sens de la plus grande dimension, doit leur être intégralement réservée.	§ 4. De frankering en het adres van de geadresseerde moeten op de voorzijde van de zendingen voorkomen, waar een rechthoekige zone van ten minste 90 x 140 mm, in de zin van de grootste afmeting, daarvoor volledig moet worden voorbehouden.
§ 5. Par dérogation au paragraphe 4, la moitié droite au moins du recto des cartes postales, doit être intégralement réservée à l'affranchissement et à l'adresse du destinataire.	§ 5. Bij afwijking van paragraaf 4 moet ten minste de rechterhelft van de voorzijde van briefkaarten volledig worden voorbehouden voor de frankering en het adres van de geadresseerde.
§ 6. Toutefois, le prestataire de services postaux peut accepter des envois faisant partie du service universel dérogeant aux paragraphes 1 ^{er} , 2, 3, 4 ou 5 pour autant que ces envois n'affectent pas le processus normal de traitement des envois et qu'une dérogation écrite préalable ait été octroyée par le prestataire de services postaux.	§ 6. De aanbieder van postdiensten kan evenwel zendingen die tot de universele dienst behoren aannemen die afwijken van de paragrafen 1, 2, 3, 4 en 5, voor zover deze zendingen het normale verloop van de behandeling van de zendingen niet aantast en een voorafgaande schriftelijke afwijking werd toegestaan door de aanbieder van postdiensten.
Art. 52. Sans préjudice pour le prestataire de services postaux de prévoir des exigences supplémentaires, sont considérés comme des envois normalisés, les envois sous enveloppe ou sous forme de carte répondant aux exigences suivantes :	Art. 52. Onverminderd de mogelijkheid voor de aanbieder van postdiensten om extra eisen te stellen, worden als genormaliseerde zendingen beschouwd, de zendingen in omslag of in kaartvorm die beantwoorden aan de volgende vereisten:
- forme : rectangulaire ;	- vorm: rechthoekig;
- dimensions minimales : 90mm x 140mm ;	- minimale afmetingen: 90 mm x 140 mm;
- dimensions maximales : 125mm x 235mm ;	- maximale afmetingen: 125 mm x 235 mm;
- poids minimal : 2 g ;	- minimumgewicht: 2 g;
- poids maximal : 50 g ;	- maximumgewicht: 50 g;
- épaisseur minimale : 0,15mm ;	- minimumdikte: 0,15 mm;
- épaisseur maximale : 5mm ;	- maximumdikte: 5 mm;
- rapport longueur/largeur : supérieur ou égal à 1,20.	- verhouding lengte/breedte: gelijk zijn aan of hoger zijn dan 1,20.
En outre, l'envoi normalisé doit répondre aux règles suivantes, présentées sous forme de schéma en annexe 4, en ce qui concerne l'affranchissement et l'adressage :	Bovendien moet de genormaliseerde zending beantwoorden aan de volgende regels, voorgesteld in de vorm van een schema in bijlage 4, wat betreft de frankering en adressering:

1. Envois sous enveloppe	1. Zendingen in omslag
L'affranchissement doit être apposé dans l'angle supérieur droit de la zone d'affranchissement, à savoir dans une zone de 20 mm minimum à partir du bord supérieur pour les envois dont la hauteur est inférieure à 110 mm, 40 mm dans les autres cas (zone 5).	De frankering moet worden aangebracht in de rechterbovenhoek van de frankeerzone, met name in een zone van minstens 20 mm van de bovenrand voor de zendingen die maximaal 110 mm hoog zijn, 40 mm in de andere gevallen (zone 5).
L'adresse du destinataire doit être écrite dans un rectangle de maximum 125 mm de long et de maximum 100 mm de large qui doit se trouver dans la zone d'adresse.	Het adres van de geadresseerde moet worden geschreven in een rechthoek van maximaal 125 mm lengte en van maximaal 100 mm breedte die zich in de adreszone moet bevinden.
La zone d'adresse (zone 1) doit se situer à :	De adreszone (zone 1) moet zich bevinden op:
- 15 mm minimum du bord droit de l'enveloppe (zone vierge) (zone 2) ;	- minimaal 15 mm van de rechterrاند van de omslag (blanco zone) (zone 2);
- 20 mm du bord supérieur de l'enveloppe pour les envois dont la hauteur est inférieure à 110 mm, 40 mm dans les autres cas afin de laisser libre la zone d'affranchissement ;	- 20 mm van de bovenrand van de omslag voor de zendingen met een hoogte van minder dan 110 mm, 40 mm in de andere gevallen om de frankeerzone vrij te laten;
- 30 mm du bord inférieur de l'enveloppe afin de laisser libre la zone d'indexation, nécessaire, dont les dimensions sont de 140 mm en longueur sur 30 mm en largeur (zone 3) ;	- 30 mm van de onderste rand van de omslag om de, noodzakelijke, indexeringszone vrij te laten, met een lengte van 140 mm en een breedte van 30 mm (zone 3);
- 15 mm minimum (zone 2) de la zone de sécurité supplémentaire (zone 4).	- minimaal 15 mm (zone 2) van de extra veiligheidszone (zone 4).
Pour les enveloppes dont la zone d'adressage est délimitée par une fenêtre, les exigences sont les suivantes :	Voor omslagen waarvan de adreszone door een venster omgeven is, zijn de vereisten als volgt:
- la plus grande dimension de la fenêtre doit être parallèle à la longueur de l'enveloppe ;	- de grootste afmeting van het venster moet in de lengterichting van de omslag liggen;
- le format de la fenêtre doit être rectangulaire et ses dimensions ne peuvent dépasser celles de la zone d'adressage ;	- het formaat van het venster moet rechthoekig zijn en de afmetingen ervan mogen die van de adreszone niet overschrijden;
- les dimensions minimales de la fenêtre sont de 40 mm sur 100 mm ;	- de minimale afmetingen van het venster zijn 40 mm bij 100 mm;
- une marge de 4 mm est prévue entre les bords de la fenêtre et le bloc adresse ;	- tussen de randen van het venster en het adresblok wordt een marge van 4 mm vrijgelaten;

- aucune mention parasite ne doit apparaître, quel que soit le glissement de l'insert dans la fenêtre ;	- er mogen geen storende vermeldingen te zien zijn, ongeacht de verschuiving van de invoeging binnen het venster;
- la présence d'un panneau transparent est obligatoire et les bords de celui-ci doivent être parfaitement collés sur les bords intérieurs de la découpe de l'enveloppe ;	- de aanwezigheid van een doorzichtig vak is verplicht en de randen ervan moeten perfect op de binnenranden van de uitsnijding van de omslag kleven;
- la fenêtre ne peut pas présenter de plis, ni de lignes et ne peut pas être entourée d'une bande ou d'un cadre de couleur.	- het venster mag geen vouwen noch strepen vertonen en het mag niet omgeven zijn door een gekleurde band of een gekleurd kader.
2. Envois sous forme de carte postale	2. Zendingen in de vorm van een briefkaart
Un envoi expédié sous forme de carte postale doit avoir la partie droite de la zone réservée à :	Bij een zending die in de vorm van een briefkaart wordt verstuurd, moet het rechterdeel van de zone voorbehouden zijn aan:
- l'adresse du destinataire;	- het adres van de geadresseerde;
- l'affranchissement.	- de frankering.
Cet espace doit recouvrir au moins 80 mm à partir du côté droit de la carte. Une ligne de séparation verticale peut être utilisée pour diviser la carte en deux parties.	Die ruimte moet ten minste 80 mm vanaf de rechterrاند van de kaart beslaan. Er mag een verticale scheidingslijn worden gebruikt om de kaart in twee delen te verdelen.
Dans ce cas, cette dernière doit se trouver à minimum 80 mm du bord droit de la carte. La ligne de séparation se dessine sur toute la hauteur de la carte et s'arrête à 15 mm du bord inférieur.	In dat geval moet die laatste op ten minste 80 mm van de rechterrاند van de kaart staan. De scheidingslijn loopt over de hele hoogte van de kaart en eindigt op 15 mm van de onderrand.
Les cartes pliées ordinaires ne sont pas considérées comme des envois normalisés.	Gewone gevouwen kaarten worden niet als genormaliseerde zendingen beschouwd.
3. Envois de correspondance expédiés à découvert	3. Open verstuurde brievenpost
Tous les envois de correspondance expédiés à découvert doivent avoir au moins la rigidité des cartes postales décrites à l'article 51, § 3.	Alle open verstuurde brievenpost moet minstens de stevigheid hebben van de briefkaarten beschreven in artikel 51, § 3.
TITRE 6. – De quelques services particuliers	TITEL 6. – Enkele bijzondere diensten
CHAPITRE 1^{er}. – Journaux et écrits périodiques	HOOFDSTUK 1. – Kranten en tijdschriften
Art. 53. § 1^{er}. Les publications imprimées paraissant au moins cinq fois par semaine et comportant plusieurs articles d'information	Art. 53. § 1. Gedrukte publicaties die minstens vijfmaal per week verschijnen en meerdere artikelen van algemene informatie bevatten

générale sont considérées comme des journaux. La surface de ces publications pouvant être consacrée à des annonces commerciales, des réclames et des textes publicitaires ne peut excéder 30 pour cent de la surface totale.	worden als kranten beschouwd. De oppervlakte van deze publicaties die mag besteed worden aan handelsadvertenties, reclame of publicitaire teksten mag niet groter zijn dan dertig percent van de totale oppervlakte.
§ 2. Les revues, magazines et bulletins qui paraissent, pour une durée indéterminée, à des intervalles fixés d'avance ne dépassant pas trois mois, et au minimum quatre fois par an, sont considérés comme des écrits périodiques. Ils comportent plusieurs articles d'information générale couvrant au moins 30 pour cent de leur surface, hors encarts.	§ 2. Revues, magazines en berichten die voor onbepaalde tijd verschijnen met vooraf bepaalde tussenpozen die drie maanden niet overschrijden, en ten minste vier keer per jaar verschijnen, worden beschouwd als tijdschriften. Zij bevatten meerdere artikelen van algemene informatie die minstens 30 procent van hun oppervlakte dekken, zonder bijvoegsels.
Si un écrit périodique comporte des annonces commerciales, des réclames ou des textes publicitaires, ceux-ci doivent émaner d'au moins trois firmes ou organismes différents, en ce non compris l'éditeur ou l'imprimeur, ou toute extension de ceux-ci.	Indien een tijdschrift handelsadvertenties, reclame of publicitaire teksten omvat, moeten deze uitgaan van ten minste drie verschillende firma's of instellingen, de uitgever of drukker niet meegerekend, of elke uitbreiding daarvan.
§ 3. Les textes rédactionnels originaux à caractère informatif, culturel, éducatif, scientifique, technique, politique, historique, philosophique ou récréatif, dans lesquels toute forme de publicité ou de publi-reportage, direct ou indirect est exclue, sont considérés comme des articles d'information générale. Les articles traitant des activités d'associations sans but lucratif ou qui contribuent à maintenir un lien entre les membres de ces associations sont assimilés à des articles d'information générale.	§ 3. Authentieke redactionele teksten van informatieve, culturele, opvoedkundige, wetenschappelijke, technische, politieke, geschiedkundige, wijsgerige of recreatieve aard waarin alle vormen van reclame of rechtstreekse of onrechtstreekse infomercials uitgesloten zijn, worden beschouwd als artikelen van algemene informatie. Artikelen die handelen over de activiteiten van verenigingen zonder winstoogmerk of die bijdragen tot het in stand houden van een band onder de leden van die verenigingen worden gelijkgesteld met artikelen van algemene informatie.
§ 4. Sont spécialement exclus de la catégorie des journaux et écrits périodiques, quelle que soit la régularité de leur publication :	§ 4. Worden inzonderheid van de categorie van de kranten en tijdschriften uitgesloten hoe geregeld ze ook verschijnen:
1° les publications éditées par livraison et dont la durée est limitée soit par le nombre de ces livraisons, soit par la nature même de l'ouvrage ;	1° de bij aflevering uitgegeven publicaties waarvan de duur beperkt is, hetzij door het aantal van de afleveringen, hetzij door de aard zelf van het werk;
2° les prospectus, listes de prix courants et catalogues, sauf ceux de librairie ;	2° de prospectussen en prijslijsten, catalogussen behalve deze van de boekhandel;
3° les publications qui, éditées sous forme d'écrits périodiques, ont pour objet principal la promotion, le maintien ou le développement	3° de publicaties die in de vorm van tijdschriften worden uitgegeven en als voornaamste doel hebben het nastreven, in stand houden of

d'opérations d'entreprises commerciales, industrielles, bancaires ou autres ;	uitbreiden van verrichtingen van commerciële, industriële, bank- of andere ondernemingen;
4° les publications d'entreprises, sauf celles qui remplissent les conditions requises pour les écrits périodiques et sont destinées et servies par abonnement-poste exclusivement aux membres du personnel en activité et retraité de l'entreprise éditrice ;	4° de ondernemingsbladen, behalve deze die aan de vereiste voorwaarden voor tijdschriften voldoen en bestemd zijn voor en als postabonnement uitsluitend aan de actieve of gepensioneerde personeelsleden van de onderneming die het blad uitgeeft, bezorgd worden;
5° les publications qui, en réalité, sont des instruments de publicité ou de réclame au service de firmes, d'établissements, de sociétés ou de particuliers.	5° de publicaties die in werkelijkheid een werktuig zijn voor publiciteit of reclame ten dienste van firma's, instellingen, maatschappijen of particulieren.
§ 5. Les feuilles des journaux et des écrits périodiques non assemblées par un procédé en usage dans l'imprimerie sont numérotées d'une façon continue.	§ 5. De bladzijden van dagbladen en tijdschriften, niet samengevoegd door een procédé in gebruik in de drukkerij, worden doorlopend genummerd.
Les catalogues, les avis et les encarts, attachés à des journaux ou des écrits périodiques par un procédé en usage dans l'imprimerie sont confondus avec ceux-ci lors de la pesée pour l'application du tarif des journaux et écrits périodiques. Une numérotation faisant partie intégrante de la pagination continue de la publication peut tenir lieu d'assemblage.	Catalogussen, berichten en tussenvoegsels in kranten of tijdschriften vastgehecht door een procédé in gebruik in de drukkerij, worden bij het wegen samengevoegd om het tarief voor kranten en tijdschriften toe te passen. Een nummering die deel uitmaakt van de doorlopende paginering van de publicatie kan de samenvoeging vervangen.
Les patrons découpés, les modèles de dessin en relief sur carton et les échantillons intercalés comme spécimen dans les textes scientifiques ou techniques afin d'en faciliter la compréhension, sont considérés comme faisant partie du journal ou de l'écrit périodique s'y rapportant.	Knippatronen, reliëftekenmodellen op karton en stalen als specimen gevoegd bij wetenschappelijke of technische teksten om het begrip ervan te vergemakkelijken, worden beschouwd als deel uitmakend van de krant of het tijdschrift waarop ze betrekking hebben.
L'emballage, l'enveloppe ouverte ou la bande d'expédition fait partie du journal ou de l'écrit périodique.	De verpakking, de open omslag of verzendingsband maakt deel uit van de krant of van het tijdschrift.
§ 6. Les éditions spéciales des journaux adressés ou non et les numéros spéciaux des écrits périodiques sont soumis à la réglementation applicable aux écrits périodiques.	§ 6. De speciale uitgaven van de al dan niet geadresseerde kranten en de speciale nummers van de tijdschriften moeten beantwoorden aan de reglementering toepasselijk op de tijdschriften.
§ 7. Les journaux et écrits périodiques portent de manière apparente, sur la première page de couverture ou sur une étiquette autocollante y apposée, le titre, la périodicité, la date de parution ou la période à laquelle s'applique la périodicité.	§ 7. Op de dagbladen en tijdschriften moeten de titel, de periodiciteit, de verschijningsdatum of de periode waarop de periodiciteit betrekking heeft, duidelijk worden vermeld op de eerste bladzijde van het titelblad of op een erop aangebracht zelfklevend etiket.

<p>La dénomination du lieu de dépôt ou d'enlèvement convenu pour le dépôt ou la levée des journaux ou écrits périodiques figure sur les journaux ou écrits périodiques de la manière indiquée au premier alinéa, sauf dispense accordée par le prestataire de services chargé par l'Etat belge de la distribution des journaux et écrits périodiques reconnus. Ces indications sont imprimées.</p>	<p>De naam van de plaats van afgifte of ophaling die overeengekomen is voor de afgifte of ophaling van de kranten of tijdschriften wordt vermeld op de kranten of tijdschriften, op de in het eerste lid aangegeven wijze, behoudens vrijstellingen toegestaan door de dienstverlener die door de Belgische Staat is belast met de bezorging van de erkende kranten en tijdschriften. Deze vermeldingen moeten gedrukt zijn.</p>
<p>Lorsque le titre, la périodicité et éventuellement la dénomination du lieu de dépôt ou d'enlèvement convenu sont masqués par l'emballage, l'enveloppe ouverte ou la bande d'expédition, ils doivent être reproduits au recto de ceux-ci.</p>	<p>Wanneer de titel, de periodiciteit en eventueel de naam van de overeengekomen plaats van afgifte of ophaling bedekt worden door de verpakking, de open omslag of de verzendingsband, moeten ze op de voorzijde ervan herhaald worden.</p>
<p>§ 8. Il est permis d'apporter aux journaux et aux écrits périodiques, par un moyen quelconque, les additions ou modifications suivantes :</p>	<p>§ 8. Het is, op om het even welke wijze, toegelaten op kranten en tijdschriften de volgende toevoegingen of wijzigingen aan te brengen:</p>
<p>1° la date finale de l'abonnement ainsi que les mots : « envoi gratuit », « en option » ou « échange » ;</p>	<p>1° de einddatum van het abonnement alsook de woorden: "kosteloze zending", "ter keuze" of "verwisseling";</p>
<p>2° des traits ou signes destinés à attirer l'attention sur des passages du texte ;</p>	<p>2° strepen of tekens om de aandacht op passages van de tekst te vestigen;</p>
<p>3° la dédicace ou l'hommage de l'auteur ou de l'expéditeur ;</p>	<p>3° de opdracht of het huldeblijk van de schrijver of de afzender;</p>
<p>4° les corrections d'impression après tirage.</p>	<p>4° verbeteringen van drukfouten na het drukken.</p>
<p>Art. 54. § 1^{er}. Sont considérés comme suppléments réguliers d'un journal ou d'un écrit périodique, à condition d'être joints à tous les exemplaires de l'édition visée et d'être composés exclusivement de papier :</p>	<p>Art. 54. § 1. Worden als regelmatige bijvoegsels bij een krant of tijdschrift beschouwd, op voorwaarde dat ze bij alle exemplaren van de bedoelde uitgave worden gevoegd en uitsluitend uit papier bestaan:</p>
<p>1° les feuilles détachées qui forment la suite directe et nécessaire de la partie de la publication réservée au texte d'information, sans constituer par elles-mêmes une publication distincte ;</p>	<p>1° de losse bladen die het rechtstreekse en noodzakelijke vervolg zijn op het gedeelte van de publicatie die voorbehouden is aan de informatieve tekst, zonder op zichzelf een afzonderlijke publicatie te vormen;</p>
<p>2° les prospectus, les bulletins de souscription d'abonnement, les bulletins de versement ou de virement utilisés comme bulletins de souscription ou constituant un appel de fonds pour des œuvres à caractère essentiellement humanitaire, lorsqu'ils se rapportent exclusivement à la publication même. Les bulletins de versement ou de virement constituant un appel de fonds pour des œuvres à</p>	<p>2° de prospectussen, de intekenbiljetten op abonnementen, de stortingsbiljetten of overschrijvingsformulieren, gebruikt als intekenbiljet of om fondsen in te zamelen ten gunste van instellingen met een hoofdzakelijk humanitair doel, enkel en alleen als ze betrekking hebben op de publicatie zelf. De stortingsbiljetten of overschrijvingsformulieren gebruikt om fondsen</p>

caractère essentiellement humanitaire ne peuvent être insérés que dans une publication de l'œuvre et non dans un autre journal ou périodique ;	in te zamelen ten gunste van instellingen met een hoofdzakelijk humanitair doel mogen slechts ingelast worden in de publicatie van de instelling en niet in een andere krant of ander tijdschrift;
3° les journaux et écrits périodiques réguliers servis gratuitement aux abonnés de la publication à laquelle ils sont joints ;	3° de regelmatige kranten en tijdschriften gratis toegezonden aan de abonnees van de publicatie waaraan ze bijgevoegd zijn;
4° les publications tirées à part formant un tout complet tels les cartes et les calendriers notamment.	4° afzonderlijk gedrukte publicaties die een volledig geheel vormen, zoals met name kaarten en kalenders.
Les annonces commerciales, les réclames ou les textes publicitaires, s'ils y figurent, émanent d'au moins trois firmes ou organismes différents, en ce non compris l'éditeur ou l'imprimeur ou toute extension de ceux-ci.	De handelsadvertenties, reclame of publicitaire teksten, indien ze erin voorkomen, gaan uit van ten minste drie verschillende firma's of instellingen, de uitgever of de drukker of elke uitbreiding ervan, niet meegerekend.
§ 2. Par dérogation au paragraphe 1 ^{er} , les bulletins de versement et de virement ne portent pas l'indication imprimée prévue au paragraphe 1 ^{er} .	§ 2. In afwijking van paragraaf 1 dragen de stortingsbiljetten en overschrijvingsformulieren de in paragraaf 1 bepaalde gedrukte aanduiding niet.
§ 3. Un journal ou un écrit périodique ne peut contenir plus de deux suppléments réguliers. Tout supplément additionnel sera considéré comme irrégulier.	§ 3. Een krant of een tijdschrift mag niet meer dan twee regelmatige bijvoegsels bevatten. Elk bijkomend bijvoegsel zal als onregelmatig worden beschouwd.
La distribution de suppléments irréguliers joints à des périodiques reconnus est acceptée par le prestataire de services lorsque ces suppléments répondent aux conditions suivantes :	De dienstverlener aanvaardt om onregelmatige bijvoegsels bij erkende tijdschriften te bezorgen wanneer deze bijvoegsels beantwoorden aan de volgende voorwaarden:
1° les dimensions des suppléments irréguliers ne dépassent pas celles du périodique auquel ils sont joints. Leurs dimensions minimales sont de 90 mm x 140 mm, et leurs dimensions maximales sont de 297 mm x 21 mm x 15 mm, sauf dérogation préalablement accordée par le prestataire de services. Les dimensions de l'ensemble constitué par le périodique et ses suppléments ne peuvent dépasser 230 mm x 350 mm x 30 mm , sauf dérogation préalablement accordée par le prestataire de services ;	1° de afmetingen van de onregelmatige bijvoegsels zijn niet groter dan deze van het tijdschrift waarbij ze worden gevoegd. De minimale afmetingen bedragen 90 mm x 140 mm en de maximale 297 mm x 21 mm x 15 mm, behoudens afwijking die vooraf is toegestaan door de dienstverlener. De afmetingen van het geheel bestaande uit het tijdschrift en de bijvoegsels mogen niet groter zijn dan 230 mm x 350 mm x 30 mm, behoudens afwijking die vooraf is toegestaan door de dienstverlener;
2° le poids unitaire des suppléments irréguliers n'excède pas 250 g. L'ensemble constitué par le périodique et ses suppléments ne pèse pas plus de 2 kg ;	2° het eenheidsgewicht van de onregelmatige bijvoegsels mag niet hoger zijn dan 250 g. Het geheel bestaande uit het tijdschrift en zijn bijvoegsels mag niet meer wegen dan 2 kg;
3° le nombre maximum de suppléments irréguliers pouvant être joints à un périodique est	3° het maximaantal onregelmatige bijvoegsels dat mag worden toegevoegd aan een

égal à deux sauf dérogation préalablement accordée par le prestataire de services ;	tijdschrift is gelijk aan twee behoudens afwijking die vooraf is toegestaan door de dienstverlener;
4° les suppléments irréguliers sont constitués exclusivement de papier, sauf dérogation préalablement accordée par le prestataire de services ;	4° de onregelmatige bijvoegsels bestaan uitsluitend uit papier, behoudens afwijking die vooraf is toegestaan door de dienstverlener;
5° les suppléments irréguliers sont emballés de manière appropriée à leur traitement et ne sont pas susceptibles de périr avant leur distribution et ne sont ni liquides, ni comestibles, sauf dérogation préalablement accordée par le prestataire de services. Ils ne peuvent pas non plus être interdits au transport en application de l'article 23.	5° de onregelmatige bijvoegsels worden op een voor hun verwerking gepaste manier ingepakt en mogen niet kunnen vergaan alvorens hun bezorging, ze mogen niet vloeibaar of eetbaar zijn, behoudens afwijking die vooraf is toegestaan door de dienstverlener. Ze mogen ook niet uitgesloten zijn van vervoer in de zin van artikel 23.
§ 4. Les suppléments insérés dans la publication sont confondus dans la pesée, pour déterminer le montant de l'affranchissement.	§ 4. De bijvoegsels ingelast in de publicatie worden samen met deze gewogen om het port te bepalen.
Les suppléments non insérés mais déposés en même temps que la publication à laquelle ils se rapportent sont soumis, indépendamment de celle-ci, au tarif applicable aux journaux et écrits périodiques.	De bijvoegsels niet ingelast maar tegelijkertijd afgegeven met de publicatie waarop ze betrekking hebben, zijn afzonderlijk daarvan, onderworpen aan het tarief dat geldt voor kranten en tijdschriften.
Si cette condition de dépôt n'est pas remplie, le tarif des imprimés leur est applicable.	Wanneer deze voorwaarde bij afgifte niet wordt vervuld, wordt het drukwerk tarief toegepast.
Les suppléments ne peuvent dépasser le poids, les dimensions et le nombre de feuilles du journal ou de l'écrit périodique auquel ils se rapportent.	De bijvoegsels mogen het gewicht, de afmetingen en het aantal bladzijden van de krant of het tijdschrift waarop ze betrekking hebben niet overtreffen.
CHAPITRE 2. – Abonnements-poste aux journaux et écrits périodiques	HOOFDSTUK 2. – Postabonnementen op kranten en tijdschriften
Art. 55. La distribution des journaux reconnus et des périodiques reconnus est effectuée selon les termes d'une convention conclue par l'Etat avec un prestataire de services.	Art. 55. De bezorging van de erkende kranten en van de erkende tijdschriften wordt uitgevoerd krachtens een overeenkomst die de Staat sluit met een dienstverlener.
Art. 56. § 1 ^{er} Toute demande d'admission au service des abonnements-poste est adressée par l'éditeur au prestataire de services chargé par l'Etat de la distribution des journaux reconnus ou des écrits périodiques reconnus.	Art. 56. § 1. Elke aanvraag om toelating tot de dienst van de postabonnementen wordt door de uitgever geadresseerd aan de dienstverlener die door de Staat is belast met de bezorging van de erkende kranten of van de erkende tijdschriften.
Après s'être assuré que les critères définis à l'article 53 sont remplis, ce prestataire de services délivre au demandeur une attestation de reconnaissance du journal ou de l'écrit périodique.	Na te hebben nagegaan of de criteria van artikel 53 zijn vervuld, bezorgt deze dienstverlener aan de aanvrager een attest van erkenning van de krant of het tijdschrift.

<p>Une attestation de reconnaissance délivrée par bpost avant le 1^{er} janvier 2021 reste valable sauf si le prestataire de services chargé par l'Etat de la distribution des journaux reconnus ou des écrits périodiques reconnus ou l'Institut constate, notamment lors d'un contrôle, que les critères de reconnaissance ne sont pas ou plus remplis.</p>	<p>Een attest van erkenning dat wordt afgegeven door bpost voor 1 januari 2021 blijft geldig, tenzij de dienstverlener die door de Staat is belast met de bezorging van de erkende kranten of van de erkende tijdschriften of het Instituut vaststelt, meer bepaald tijdens een controle, dat de criteria voor erkenning niet of niet langer vervuld zijn.</p>
<p>§ 2. Le demandeur qui souhaite bénéficier d'un tarif préférentiel pour la distribution de ce journal ou de cet écrit périodique adresse au prestataire de services chargé par l'Etat de la distribution des journaux reconnus ou des écrits périodiques reconnus une copie de l'attestation visée au paragraphe 1^{er} ainsi qu'une déclaration écrite, datée et signée par une personne habilitée, selon laquelle il s'engage à respecter les critères de l'article 53 aussi longtemps qu'il bénéficiera, pour ce journal ou cet écrit périodique, d'un tarif préférentiel pour la distribution de journaux reconnus ou d'écrits périodiques reconnus.</p>	<p>§ 2. De aanvrager die een voorkeurtarief wenst te genieten voor de bezorging van deze krant of dit tijdschrift richt aan de dienstverlener die door de Staat is belast met de bezorging van de erkende kranten of van de erkende tijdschriften een kopie van het in paragraaf 1 bedoelde attest alsook een schriftelijke verklaring, gedateerd en ondertekend door een persoon die daartoe bevoegd is, waarbij hij zich ertoe verbindt om de criteria van artikel 53 in acht te nemen zolang hij, voor deze krant of dit tijdschrift, een voorkeurtarief zal genieten om erkende kranten of erkende tijdschriften te bezorgen.</p>
<p>§ 3. Le prestataire de services qui distribue un journal reconnu ou un écrit périodique reconnu vérifie que les critères de l'article 53 continuent à être respectés.</p>	<p>§ 3. De dienstverlener die een erkende krant of een erkend tijdschrift bezorgt, gaat na of de criteria van artikel 53 nog steeds in acht worden genomen.</p>
<p>§ 4. Un abonnement-poste peut être offert pour des journaux reconnus par tout prestataire de services chargé par l'Etat belge de la distribution des journaux et écrits périodiques reconnus après réception de l'attestation de reconnaissance et de la déclaration visées aux paragraphes 1^{er} et 2.</p>	<p>§ 4. Een postabonnement kan worden aangeboden voor erkende kranten door elke dienstverlener die door de Belgische Staat belast is met de bezorging van de erkende kranten en tijdschriften na ontvangst van het attest van erkenning en de verklaring beoogd in de paragrafen 1 en 2.</p>
<p>Après réception des mêmes documents, le prestataire de services chargé par l'Etat belge de la distribution des journaux ou écrits périodiques reconnus peut offrir aux journaux ou écrits périodiques reconnus un abonnement-poste, tenant compte de critères objectifs dont entre autres, le nombre d'abonnés, le poids et les délais d'acheminement.</p>	<p>Na ontvangst van dezelfde documenten kan de dienstverlener die door de Belgische Staat belast is met de bezorging van de erkende kranten of erkende tijdschriften aan de erkende dagbladen of tijdschriften een postabonnement aanbieden, rekening houdend met objectieve criteria waaronder het aantal abonnees, het gewicht en de verzendingstermijnen.</p>
<p>Art. 57. Les abonnements-poste sont passibles :</p>	<p>Art. 57. Op postabonnements worden geheven:</p>
<p>1° de frais de gestion ;</p>	<p>1° beheerskosten;</p>
<p>2° de frais de port.</p>	<p>2° port.</p>

<p>Art. 58. Pour les journaux et écrits périodiques ayant une périodicité irrégulière, les frais de gestion sont déterminés par le nombre total de numéros distribués ainsi que le nombre d'abonnés pendant l'année précédant l'année à laquelle les frais de gestion se réfèrent.</p>	<p>Art. 58. Voor de kranten en tijdschriften met een onregelmatige periodiciteit, worden de beheerskosten bepaald door het totaal aantal bezorgde nummers alsook het aantal abonnees tijdens het jaar voorafgaand aan het jaar waaraan de beheerskosten refereren.</p>
<p>Art. 59. § 1^{er}. Le port des journaux et écrits périodiques est calculé par numéro.</p>	<p>Art. 59. § 1. Het port van de kranten en tijdschriften wordt per nummer berekend.</p>
<p>§ 2. Le port est calculé d'après des moyennes qui sont établies sur une durée de douze mois.</p>	<p>§ 2. Het port wordt berekend volgens gemiddelde cijfers die worden vastgesteld over een periode van twaalf maanden.</p>
<p>§ 3. Le port des journaux et écrits périodiques dont l'abonnement est servi par un prestataire de services chargé par l'Etat belge de la distribution des journaux reconnus ou écrits périodiques reconnus peut également être appliqué :</p>	<p>§ 3. Het port van de kranten en tijdschriften waarvan het abonnement wordt bezorgd door een dienstverlener die door de Belgische Staat belast is met de bezorging van de erkende kranten of erkende tijdschriften, kan ook toegepast worden:</p>
<p>1° aux journaux et écrits périodiques adressés par l'éditeur à des vendeurs ou à des bibliothèques ;</p>	<p>1° op de kranten en tijdschriften die door de uitgever aan voortverkopers of aan bibliotheken gezonden worden;</p>
<p>2° aux numéros inclus dans des abonnements souscrits auprès de l'éditeur et qui sont envoyés anticipativement par celui-ci aux abonnés et insérés dans les paquets ou sacs d'abonnements-poste.</p>	<p>2° op de nummers vervat in abonnements die bij de uitgever werden genomen en door deze laatste vooraf aan de abonnees worden bezorgd en ingesloten in de pakken of zakken van de postabonnements.</p>
<p>Art. 60. Le port des journaux et écrits périodiques à poids variables pouvant dépasser 75 g est établi à forfait par le prestataire ou les prestataires de services chargés par l'Etat belge de la distribution des journaux et écrits périodiques reconnus, compte tenu de leurs suppléments.</p>	<p>Art. 60. Het port van de kranten en tijdschriften met een veranderlijk gewicht dat meer dan 75 g kan bedragen, wordt door de dienstverlener of dienstverleners belast door de Belgische Staat met de bezorging van de erkende kranten en tijdschriften op een vast bedrag vastgesteld, rekening gehouden met de bijvoegsels.</p>
<p>CHAPITRE 3. – Imprimés électoraux</p>	<p>HOOFDSTUK 3. – Verkiezingsdrukwerk</p>
<p>Art. 61. § 1^{er}. Le prestataire de services postaux chargé par l'Etat belge d'offrir un tarif réduit pour les imprimés électoraux adressés ou non adressés est tenu d'assurer la distribution des imprimés électoraux adressés et non adressés à un tarif réduit à cinquante pour cent du tarif standard de l'envoi de correspondance de la catégorie la moins rapide et du tarif standard des envois non adressés ou à des conditions générales plus favorables qui résulteraient de l'application de tarifs préférentiels ou conventionnels.</p>	<p>Art. 61. § 1. De aanbieder van postdiensten die door de Belgische Staat belast is met het aanbieden van een verminderd tarief voor al of niet geadresseerd verkiezingsdrukwerk is verplicht de bezorging te verzekeren van het al of niet geadresseerde verkiezingsdrukwerk tegen een tarief dat beperkt is tot vijftig procent van het standaardtarief voor brievenpost van de traagste categorie en het standaardtarief voor niet-geadresseerde zendingen, of op gunstiger algemene voorwaarden, die zouden voortvloeien</p>

	uit de toepassing van voorkeurtarieven of overeengekomen tarieven.
Les imprimés électoraux sont les envois qui comportent uniquement de la propagande en faveur des élections législatives, provinciales, des institutions communautaires et régionales, ou communales ainsi qu'en faveur des élections du Parlement européen.	Verkiezingsdrukwerk zijn zendingen die uitsluitend propaganda bevatten voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen, de verkiezingen voor de gemeenschaps- en gewestelijke instellingen, voor de gemeenteraadsverkiezingen alsook voor de verkiezingen van het Europees Parlement.
§ 2. Pour les élections législatives, les dépôts doivent s'effectuer en temps utile pour assurer la distribution pendant la période comprise entre la date fixée pour la dissolution des Chambres législatives et le vendredi précédant les élections.	§ 2. Voor de parlementsverkiezingen moeten de afgiften tijdig gebeuren, om de bezorging te kunnen verzekeren binnen de termijn begrepen tussen de datum vastgesteld voor de ontbinding van de Wetgevende Kamers en de vrijdag vóór de verkiezingen.
Pour les élections provinciales, les élections du Parlement européen, les élections des institutions communautaires et régionales ou les élections communales, les dépôts doivent s'effectuer en temps utile pour que la distribution puisse être assurée entre le quarantième jour avant la date des élections et le vendredi précédant cette date.	Voor de provinciale verkiezingen, de verkiezingen van het Europees Parlement, de verkiezingen van de gemeenschaps- en gewestelijke instellingen of de gemeenteraadsverkiezingen moeten de afgiften tijdig gebeuren om de bezorging ervan te kunnen verzekeren tussen de veertigste dag vóór de verkiezingsdatum en de vrijdag vóór deze datum.
§ 3. Sur le recto des imprimés électoraux non adressés et du côté de la suscription des imprimés électoraux adressés, il convient d'indiquer à l'aide d'une matière indélébile la mention "Imprimé électoral".	§ 3. Op de voorzijde van niet-geadresseerd verkiezingsdrukwerk en op de adreszijde van geadresseerd verkiezingsdrukwerk moet via een onuitwisbare stof de melding "verkiezingsdrukwerk" aangebracht worden.
§ 4. Le prestataire de services postaux visé au paragraphe 1 ^{er} peut définir des conditions opérationnelles supplémentaires à celles prévues dans ses conditions générales relatives au traitement d'envois adressés et non adressés à suivre pour la préparation et le dépôt de ces envois.	§ 4. De aanbieder van postdiensten bedoeld in paragraaf 1 kan bijkomende operationele voorwaarden vaststellen boven op deze waarin zijn algemene voorwaarden voor de behandeling van geadresseerde en niet-geadresseerde zendingen voorzien, die gevolgd moeten worden bij de voorbereiding en het neerleggen van deze zendingen.
§ 5. Les imprimés électoraux sont distribués dans les délais associés aux tarifs standards sur lesquels les tarifs réduits sont basés, conformément au paragraphe 1 ^{er} .	§ 5. Verkiezingsdrukwerk wordt bezorgd binnen de termijnen vastgelegd voor de standaardtarieven waarop de kortingstarieven zijn gebaseerd, conform paragraaf 1.
CHAPITRE 4. – Envois de correspondance administrative	HOOFDSTUK 4. – Administratieve brievenpost
Section 1^{re}. - Généralités	Afdeling 1. Algemeen

<p>Art. 62. La correspondance administrative est un moyen utilisé par les services de l'administration pour transmettre ou recevoir des messages écrits à caractère officiel, conformément à des usages identifiés et codifiés.</p>	<p>Art. 62. Administratieve brievenpost is een middel dat wordt gebruikt door overheidsdiensten om schriftelijke stukken van officiële aard te verzenden of te ontvangen, conform geïdentificeerde en gecodificeerde gebruiken.</p>
<p>Art. 63. Les envois de correspondance visés aux articles 67, 70 et 72 ne peuvent contenir ni lettres, ni papiers, ni mentions qui n'ont pas un caractère administratif et dont la transmission n'est pas la conséquence rigoureuse des rapports autorisés entre l'expéditeur et le destinataire.</p>	<p>Art. 63. De administratieve brievenpost bedoeld in de artikelen 67, 70 en 72 mag noch brieven, noch papieren, noch vermeldingen bevatten die niet van administratieve aard zijn en waarvan de verzending niet het strikte gevolg is van de tussen de afzender en de geadresseerde toegelaten betrekkingen.</p>
<p>Art. 64. Sont assimilés aux envois de correspondance administrative, pour autant qu'ils émanent des expéditeurs désignés aux articles 67, 70 et 72, les budgets, rapports, comptes rendus, règlements, mémoriaux administratifs, circulaires, proclamations et affiches.</p>	<p>Art. 64. Worden met administratieve brievenpost gelijkgesteld voor zover deze verzonden worden door de afzenders aangeduid in de artikelen 67, 70 en 72, de begrotingen, verslagen, overzichten, reglementen, administratieve memoranda, omzendbrieven, afkondigingen en aanplakbrieven.</p>
<p>Art. 65. Les envois de correspondance administrative visés aux articles 67 et 70 portent en tête du recto et du côté gauche l'indication, en toutes lettres, de la dénomination officielle de l'expéditeur. Ces indications sont suivies de l'adresse de l'expéditeur.</p>	<p>Art. 65. De administratieve brievenpost bedoeld in de artikelen 67 en 70 draagt bovenaan links op de voorzijde voluit de vermelding van de officiële benaming van de afzender. Deze aanduidingen worden gevolgd door het adres van de afzender.</p>
<p>Art. 66. Les correspondances administratives visées aux articles 70 et 72 peuvent à la demande de l'expéditeur, être soumises à la formalité de la recommandation d'office. La mention « RP » est clairement visible sur le recto de l'envoi.</p>	<p>Art. 66. De administratieve brievenpost bedoeld in de artikelen 70 en 72 kan op verzoek van de afzender worden onderworpen aan de formaliteit van een van ambtshalve aangetekend schrijven. De vermelding "RP" moet op goed zichtbare wijze worden aangebracht op de voorzijde van de zending.</p>
<p>Section 2. - Envois de correspondance administrative bénéficiant de la franchise postale</p>	<p>Afdeling 2. - Administratieve brievenpost die portvrijdom geniet</p>
<p>Art. 67. Bénéficiaire de la franchise postale :</p>	<p>Art. 67. Geniet portvrijdom:</p>
<p>1° les envois de correspondance administrative émanant ou à l'adresse du Roi, de la Famille Royale et des Services de la Cour ;</p>	<p>1° de administratieve brievenpost uitgaande van of geadresseerd aan de Koning, de Koninklijke Familie en de Diensten van het Hof;</p>
<p>2° les envois de correspondance émanant des Présidents, Vice-Présidents, Questeurs, Secrétaires et Services de la Chambre des Représentants, du Sénat, du Parlement de la Communauté française, du Parlement wallon, du Parlement flamand, du</p>	<p>2° de brievenpost uitgaande van de Voorzitters, Ondervoorzitters, Quaestoren, Secretarissen en Diensten van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Waals</p>

Parlement de la Communauté germanophone, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et de ses trois Commissions communautaires : la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande et la Commission communautaire commune ;	Parlement, het Vlaams Parlement, het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en zijn drie Gemeenschapscommissies: de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie;
3° les envois de correspondance adressés aux services publics par les membres de la Chambre des Représentants, du Sénat, du Parlement de la Communauté française, du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Communauté germanophone, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et de ses trois Commissions communautaires : la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande et la Commission communautaire commune ;	3° de brievenpost geadresseerd aan de openbare diensten door de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van het Parlement van de Franse Gemeenschap, van het Waals Parlement, van het Vlaams Parlement, van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en van zijn drie Gemeenschapscommissies: de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie;
4° les envois de correspondance émanant des médiateurs fédéraux ;	4° de brievenpost uitgaande van de federale ombudsmannen en -vrouwen;
5° les envois de correspondance émanant des présidents, des membres et des greffiers des comités permanents ainsi que du directeur général du Service d'Enquêtes P et du chef du Service d'Enquêtes R ;	5° de brievenpost uitgaande van de voorzitters, de leden en de griffiers van de vaste comités, alsook van de directeur-generaal van de dienst Enquêtes P en van het hoofd van de dienst Enquêtes I;
6° les envois de correspondance auxquels le privilège de la franchise postale est reconnu par des conventions internationales ;	6° de brievenpost die portvrij mag verzonden worden krachtens internationale overeenkomsten;
7° les envois de correspondance expédiés en exécution des lois électorales ;	7° de brievenpost verzonden in uitvoering van de kieswetten;
8° les cécogrammes.	8° blindenschrift.
A l'exception des points 6° et 8°, le bénéfice de la franchise postale ne s'applique qu'aux envois nationaux.	Met uitzondering van de punten 6° en 8° geldt het voordeel van de portvrijdom enkel voor nationale zendingen.
Une convention d'approfondissement conclue entre l'Etat belge et le prestataire chargé de cette mission de service public par l'Etat belge peut définir les modalités opérationnelles et le financement relatifs à la franchise postale.	Een uitdiepingsovereenkomst tussen de Belgische Staat en de aanbieder die door de Belgische Staat belast is met deze opdracht van openbare dienst kan de operationele nadere bepalingen en de financiering in verband met de portvrijdom definiëren.
Art. 68. Les envois de correspondance désignés à l'article 67, à l'exception de ceux prévus sub 1°, 6°, 7° et 8°, doivent être revêtus extérieurement	Art. 68. Op de in artikel 67 bedoelde brievenpost, met uitzondering van die waarvan sprake sub 1°, 6°, 7° en 8°, moeten van buiten en

en tête du recto et du côté gauche, en toutes lettres, de l'indication et de l'adresse de l'expéditeur.	bovenaan links op de voorzijde de aanduiding en het adres van de afzender voluit geschreven worden vermeld.
Les envois de correspondance expédiés en exécution des lois électorales doivent porter en tête du recto, les mots imprimés ou manuscrits "Lois électorales" et dans le corps de l'adresse, la qualité du destinataire ou de l'expéditeur en matière électorale.	De brievenpost verstuurd in uitvoering van de kieswetten moet bovenaan op de voorzijde, de gedrukte of geschreven melding "Kieswet" dragen en in het adres zelf, de hoedanigheid van de geadresseerde of de afzender in verkiezingszaken.
Art. 69. Les correspondances visées à l'article 67 à l'exception de celles prévues <i>sub</i> 8° peuvent à la demande de l'expéditeur, être soumises à la formalité de la recommandation d'office moyennant l'affranchissement des frais de port et de recommandation.	Art. 69. De in artikel 67 bedoelde brievenpost met uitzondering van die waarvan sprake <i>sub</i> 8° kan op verzoek van de afzender, ambtshalve worden onderworpen aan de formaliteit van aantekening op voorwaarde van frankering van de port en aantekenport.
Section 3. - Envois de correspondance administrative admis au transport moyennant rétribution différée	Afdeling 3. - Administratieve brievenpost toegelaten tot het vervoer op basis van uitgestelde vergoeding
Art. 70. § 1 ^{er} . Les envois de correspondance administrative, émanant du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes, de la Commission permanente du contrôle linguistique, des cellules stratégiques et départements ministériels fédéraux, régionaux et communautaires, des conseils économiques régionaux, des provinces et des organismes d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, peuvent être expédiés sans affranchissement, moyennant une rétribution différée.	Art. 70. § 1. De administratieve brievenpost uitgaande van de Raad van State, het Rekenhof, de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, de ministeriële beleidscellen en departementen op federaal, gewestelijk en gemeenschapsniveau, de gewestelijke economische raden, de provincies en de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, mag ongefrankeerd verzonden worden, op basis van een uitgestelde vergoeding.
§ 2. Chaque bénéficiaire visé au paragraphe 1 ^{er} désigne dans son organisation les administrations, services, institutions et personnes, qui sont dispensées d'affranchir leurs correspondances administratives, le tarif étant payé ultérieurement par le bénéficiaire. Il prend toutes les mesures nécessaires pour éviter tout risque d'abus ou de fraude.	§ 2. Iedere in paragraaf 1 vermelde begunstigde wijst in zijn organisatie de administraties, diensten, instellingen en personen aan, die hun administratieve brievenpost niet moeten frankeren aangezien het tarief later betaald wordt door de begunstigde. Hij neemt alle nodige maatregelen om ieder risico van misbruik of bedrog te voorkomen.
§ 3. Les envois de correspondance visés au paragraphe 1 ^{er} doivent porter en tête du recto et du côté gauche l'indication, en toutes lettres la dénomination officielle de l'expéditeur.	§ 3. De brievenpost bedoeld in paragraaf 1 draagt bovenaan links op de voorzijde voluit de vermelding van de officiële benaming van de afzender.
Ces indications doivent être suivies de l'adresse de l'expéditeur.	Deze vermeldingen moeten worden gevolgd door het adres van de afzender.

<p>Art. 71. Le coût du service postal est supporté par les bénéficiaires repris à l'article 70 paragraphe 1^{er}.</p>	<p>Art. 71. De kosten van de postdienst worden gedragen door de begunstigen vermeld in artikel 70, paragraaf 1.</p>
<p>Section 4. - Envois de correspondance administrative devant être affranchis</p>	<p>Afdeling 4. - Administratieve post die gefrankeerd moet worden</p>
<p>Art. 72. Les envois de correspondance administrative non visés à l'article 67 de même que ceux expédiés par les services des communes doivent être affranchis et ce, au moyen d'un mode d'affranchissement ordinaire. Sont assimilés aux services des communes, les services des agglomérations, des associations intercommunales et des centres publics d'aide sociale.</p>	<p>Art. 72. Administratieve brievenpost die niet bedoeld is in artikel 67, alsook die welke verzonden wordt door de gemeentediensten moet gefrankeerd worden en dat via een gewone frankeerwijze. Worden met gemeentediensten gelijkgesteld, de diensten van de agglomeraties, de intercommunale verenigingen en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.</p>
<p>Pour l'application du présent arrêté, on entend par "associations intercommunales" les organismes dont uniquement l'Etat, les provinces, les organismes d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954 et les communes peuvent faire partie.</p>	<p>Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "intercommunale verenigingen" verstaan de instellingen waarvan alleen de Staat, de provincies, de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wet van 16 maart 1954 en de gemeenten deel kunnen uitmaken.</p>
<p>TITRE 7. - Dispositions abrogatoires et finales</p>	<p>TITEL 7. - Opheffings- en slotbepalingen</p>
<p>Art. 73. Sont abrogés :</p>	<p>Art. 73. Worden opgeheven :</p>
<p>1° l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application les articles 142, § 4, 144quater, § 3, 148sexies, § 1^{er}, 1° et 148septies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et déterminant les plafonds des dommages et intérêts dus par les prestataires des services postaux en cas de responsabilité extracontractuelle de la perte, du vol, de l'avarie et/ou du retard d'un envoi postal au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public modifié par l'arrêté royal du 19 avril 2014 ;</p>	<p>1° het koninklijk besluit van 11 januari 2006 tot toepassing van de artikelen 142, § 4, 144quater, § 3, 148sexies, § 1, 1° en 148septies van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en ter bepaling van de plafonds voor de schadevergoedingen en interesten die de aanbieders van postdiensten verschuldigd zijn in geval van extracontractuele aansprakelijkheid voor verlies, diefstal, beschadiging en/of vertraging van een postzending tijdens de uitvoering van een postdienst in het kader van een openbare dienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2014;</p>
<p>2° l'arrêté royal du 11 janvier 2006 mettant en application le titre IV (Réforme de la Régie des Postes) de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, modifié par les arrêtés royaux des 19 avril 2014 et 18 septembre 2017 et par la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux ;</p>	<p>2° het koninklijk besluit van 11 januari 2006 tot toepassing van titel IV (Hervorming van de Regie der Posterijen) van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 april 2014 en van 18 september 2017 en bij de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten;</p>

3° l'arrêté royal du 24 avril 2014 portant réglementation du service postal, modifié par l'arrêté royal du 11 juin 2015.	3° het koninklijk besluit van 24 april 2014 houdende reglementering van de postdienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juni 2015.
Art. 74. Le ministre qui a les services postaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 74. De minister bevoegd voor de postdiensten is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné à Bruxelles, le	Gegeven te Brussel,
PHILIPPE	FILIP
Par le Roi :	Van koningswege:
La Ministre de la Poste,	De Minister van de Post,
P. DE SUTTER	P. DE SUTTER

Annexe 1 de l'arrêté royal du relatif aux services postaux	Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van ... betreffende de postdiensten
ANNEXE 1. MODÈLE DE CARTE DE PROCURATION POSTALE	BIJLAGE 1. MODEL VAN POSTVOLMACHTKAART

Carte de procuration postale			
1		EXP XX/XX/XXXX	4
2		BCE XXXXXXXXXX	5
3			6
1	Numéro d'identification de la carte	4	Date d'expiration de la carte
2	Dénomination du mandant	5	Numéro d'entreprise (banque carrefour des entreprises)
3	Nom et prénom du mandataire (champ optionnel)	6	Logo du prestataire de services postaux émetteur de la carte de procuration

Vu pour être joint à Notre arrêté du ... relatif aux services postaux,

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Poste,

P. DE SUTTER

Postvolmachtkaart			
1		EXP XX/XX/XXXX	4
2		KBO XXXXXXXXXX	5
3			6
1	Identificatienummer van de kaart	4	Vervaldatum van de kaart
2	Naam van de mandator	5	Ondernemingsnummer (Kruispuntbank van Ondernemingen)
3	Naam en voornaam van de mandataris (optioneel veld)	6	Logo van de aanbieder van postdiensten die de volmachtkaart uitreikt

Gezien om te worden toegevoegd aan Ons besluit van ... betreffende de postdiensten,

FILIP

Van koningswege:

De Minister van de Post,

P. DE SUTTER

<p>Annexe 2 de l'arrêté royal du ... relatif aux services postaux</p> <p>ANNEXE 2.</p> <p>CONDITIONS D'ACCEPTATION ET MARQUAGE DES ENVOIS CONTENANT DES MATIÈRES BIOLOGIQUES PÉRISSABLES, Y COMPRIS DES ÉCHANTILLONS DE DIAGNOSTIC</p> <p>1. Les matières biologiques périssables, y compris les échantillons de diagnostic, qui n'entrent pas dans la catégorie des substances infectieuses sont acceptées dans les conditions énoncées ci-après.</p> <p>1.1. Les expéditeurs doivent s'assurer que les envois ont été préparés de manière à parvenir à destination en bon état. Les envois ne doivent présenter au cours du transport aucun danger pour les personnes ou les animaux.</p> <p>1.2. L'emballage se compose des éléments suivants :</p> <p>1.2.1. un conditionnement intérieur comprenant :</p> <p>1.2.1.1. un ou plusieurs récipients primaires étanches;</p> <p>1.2.1.2. un emballage secondaire étanche;</p> <p>1.2.1.3. sauf pour les substances solides, un matériau absorbant en quantité suffisante pour absorber tout le contenu, qui peut être mis entre le ou les récipients primaires et l'emballage secondaire. Si plusieurs récipients primaires sont placés dans un seul emballage secondaire, chacun doit être enveloppé;</p> <p>1.2.2. un emballage extérieur d'une solidité correspondant à la capacité, au poids et à l'usage prévus du récipient. Ces emballages doivent mesurer au moins 100 millimètres dans leur dimension extérieure globale la plus petite.</p> <p>1.3. Le récipient tout entier doit pouvoir résister aux essais de chute prescrits dans les instructions techniques de l'OACI, si ce n'est que la hauteur de la chute ne doit pas être inférieure à 1,2 mètre.</p>	<p>Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van ... betreffende de postdiensten</p> <p>BIJLAGE 2.</p> <p>VOORWAARDEN INZAKE AANVAARDING EN MARKERING VAN ZENDINGEN DIE BEDERFELIJKE BIOLOGISCHE STOFFEN BEVATTEN, INCLUSIEF DIAGNOSTISCHE MONSTERS</p> <p>1. Bederfelijke biologische stoffen, inclusief diagnostische monsters, die niet onder de categorie van de besmettelijke substanties vallen, worden aanvaard onder de hierna vermelde voorwaarden.</p> <p>1.1. De afzenders moeten ervoor zorgen dat de zendingen zo voorbereid zijn dat ze in goede staat op hun bestemming aankomen. De zendingen mogen tijdens het vervoer generlei gevaar vormen voor personen of dieren.</p> <p>1.2. Het verpakkingsmateriaal bestaat uit de volgende elementen :</p> <p>1.2.1. een binnenverpakking die bestaat uit :</p> <p>1.2.1.1. een of meer dichte primaire recipiënten;</p> <p>1.2.1.2. een dichte secundaire verpakking;</p> <p>1.2.1.3. behalve voor vaste stoffen, een hoeveelheid absorberend materiaal die volstaat om de gehele inhoud te absorberen, die kan worden aangebracht tussen de primaire recipiënt of recipiënten en de secundaire verpakking. Indien verschillende primaire recipiënten in eenzelfde secundaire verpakking geplaatst worden moeten ze afzonderlijk omwikkeld worden;</p> <p>1.2.2. een buitenverpakking die voldoende sterk is gelet op de inhoud, het gewicht en het gebruik die voor de recipiënt voorzien zijn. De kleinste totale buitenafmeting van die verpakkingen moet minstens 100 millimeter bedragen.</p> <p>1.3. De volledige recipiënt moet bestand zijn tegen de valproeven die voorgeschreven zijn in de technische instructies van de ICAO, behalve dat de valhoogte niet kleiner mag zijn dan 1,2 meter.</p>
--	--

<p>1.4. Une description du contenu, article par article, doit être insérée entre l'emballage secondaire et sa paroi externe.</p> <p>1.5. Les envois doivent être emballés en conformité avec les spécifications suivantes.</p> <p>1.5.1. Matières lyophilisées Les récipients primaires doivent être des ampoules de verre scellées à la flamme ou des flacons de verre fermés hermétiquement par un caoutchouc et munis de scellés métalliques.</p> <p>1.5.2. Substances liquides ou solides</p> <p>1.5.2.1. Substances transportées à la température ambiante ou à une température supérieure. Les récipients primaires doivent être uniquement en verre, en métal ou en plastique. Pour en garantir l'étanchéité, des moyens efficaces seront utilisés, tels que scellement à la chaleur, bouchons enveloppants ou capsules métalliques. Si les récipients sont fermés par des capsules à vis, il faut les renforcer avec du ruban adhésif.</p> <p>1.5.2.2. Substances transportées réfrigérées ou congelées. La glace ou d'autres réfrigérants, qui ne sont pas des marchandises dangereuses selon les Instructions techniques de l'OACI, doivent être placés à l'extérieur d'un ou des emballages secondaires. Des étais intérieurs seront prévus pour assurer l'équilibre de l'emballage secondaire lorsque le réfrigérant aura fondu. Si l'on a recours à de la glace, l'emballage extérieur doit être étanche. L'emballage primaire et l'emballage secondaire doivent ne pas être altérés à la température du réfrigérant utilisé ni aux températures et aux pressions auxquelles pourraient être soumis le récipient et l'emballage secondaire pendant le transport si la réfrigération perdait son effet.</p> <p>1.6. Le récipient primaire ou l'emballage secondaire utilisés pour les matières biologiques périssables, y compris les échantillons de diagnostic, doivent pouvoir résister à des températures se situant entre -40° et $+55^{\circ}$ C et, lorsqu'il s'agit de liquides, ils doivent pouvoir résister, sans perte d'étanchéité, à une pression interne produisant une pression différentielle au moins égale à 95 kPa.</p>	<p>1.4. Een beschrijving van de inhoud, artikel voor artikel, moet worden gevoegd tussen de secundaire verpakking en de buitenwand ervan.</p> <p>1.5. De zendingen moeten worden verpakt overeenkomstig de volgende specificaties.</p> <p>1.5.1. Gevriesdroogde stoffen De primaire recipiënten moeten dichtgesmolten glazen ampullen zijn, of glazen flesjes die hermetisch afgesloten zijn met een elastiek en voorzien zijn van metalen zegels.</p> <p>1.5.2. Vloeistoffen of vaste stoffen</p> <p>1.5.2.1. Stoffen die worden vervoerd op omgevingstemperatuur of een hogere temperatuur. De primaire recipiënten mogen alleen van glas, metaal of plastic zijn. Om de dichtheid ervan te waarborgen, moeten doeltreffende middelen worden gebruikt, zoals heatsealing, sluitdoppen of metalen capsules. Indien de recipiënten met een schroefdop afgesloten zijn, moet deze met kleefband worden versterkt.</p> <p>1.5.2.2. Gekoelde of bevroren vervoerde stoffen. IJs of andere koelmiddelen, die volgens de technische instructies van de ICAO geen gevaarlijke goederen zijn, moeten buiten een of meer secundaire verpakkingen worden aangebracht. Er moeten interne steunen worden aangebracht om de secundaire verpakking in evenwicht te houden wanneer het koelmiddel gesmolten is. Indien ijs wordt gebruikt moet de buitenverpakking waterdicht zijn. De primaire verpakking en de secundaire verpakking moeten op de temperatuur van het gebruikte koelmiddel ongeschonden blijven alsook op de temperatuur of onder de druk waaraan de recipiënt en de secundaire verpakking tijdens het vervoer zouden kunnen worden blootgesteld indien de koeling haar effect zou verliezen.</p> <p>1.6. De primaire recipiënt of de secundaire verpakking die worden gebruikt voor bederfelijke biologische stoffen, waaronder ook diagnostische monsters, moeten kunnen weerstaan aan temperaturen tussen -40° en $+55^{\circ}$ C en wanneer het om vloeistoffen gaat, moeten ze zonder waterdichtheid te verliezen, kunnen weerstaan aan een interne druk die een drukverschil voortbrengt dat minstens gelijk is aan 95 kPa.</p>
---	--

1.7. Les récipients primaires ne doivent pas dépasser une contenance de 500 millilitres et le volume total de l'emballage extérieur ne doit pas être supérieur à 4 litres.

1.8. L'emballage extérieur ainsi que le matériau enveloppant l'envoi doivent porter la mention « Echantillon de diagnostic » et doivent être munis, du côté portant les adresses des laboratoires expéditeur et destinataire, d'une étiquette de couleur violette portant la mention et le symbole suivant :

MATIÈRES BIOLOGIQUES PÉRISSABLES



(Dimensions 62 × 44 mm)

Bederfelijke biologische stoffen / Afmetingen

Conditions d'acceptation et marquage des envois contenant des échantillons exemptés prélevés sur des malades humains ou animaux

1. Les échantillons exemptés prélevés sur des malades humains ou animaux, tels que définis dans les Recommandations des Nations unies sur le transport des marchandises dangereuses, Règlement type ST/SG/AC10/1, sont acceptés dans les conditions énoncées ci-après.

2. Les échantillons exemptés prélevés sur des malades sont ceux pour lesquels la probabilité de présence d'agents pathogènes est minimale; ils doivent être emballés dans un emballage empêchant les fuites et portant en français ou en néerlandais la mention « Echantillon humain exempté » ou « Echantillon animal exempté », selon le cas.

2.1. L'emballage doit remplir les conditions ci-après :

2.1.1. l'emballage doit comprendre trois éléments :

1.7. De primaire recipiënten mogen geen inhoud van meer dan 500 milliliter hebben en het totale volume van de buitenverpakking mag niet groter zijn dan 4 liter.

1.8. Op de buitenverpakking alsook op het materiaal dat de zending omsluit moet de vermelding "Diagnostisch monster" staan, en aan de zijde waarop het adres van het afzender en dat van het geadresseerde laboratorium vermeld zijn, moet een paars etiket aangebracht zijn met de vermelding en het symbool als volgt :

MATIÈRES BIOLOGIQUES PÉRISSABLES



(Dimensions 62 × 44 mm)

Bederfelijke biologische stoffen / Afmetingen

Voorwaarden inzake aanvaarding en markering van zendingen die vrijgestelde stalen die afgenomen zijn van zieke mensen of dieren bevatten

1. Vrijgestelde stalen die afgenomen zijn van zieke mensen of dieren, zoals gedefinieerd in de Aanbevelingen van de Verenigde Naties over het transport van gevaarlijke goederen, modelbepaling ST/SG/AC10/1, worden aanvaard onder de hierna vermelde voorwaarden.

2. Vrijgestelde stalen die afgenomen zijn van zieken zijn diegene waarvoor de kans op aanwezigheid van ziekteverwekkers minimaal is; ze moeten worden verpakt in een lekdichte verpakking waarop naargelang van het geval in het Nederlands of in het Frans de vermelding staat "Vrijgesteld menselijk staal" of "Vrijgesteld dierlijk staal" .

2.1 De verpakking moet aan de onderstaande voorwaarden voldoen :

2.1.1. de verpakking moet drie elementen bevatten :

<p>2.1.2. une ou plusieurs récipients primaires étanches;</p> <p>2.1.3. emballage secondaire étanche;</p> <p>2.1.4. emballage extérieur offrant une résistance suffisante pour sa capacité, sa masse et l'utilisation projetée, et dont au moins une surface mesure 100 millimètres × 100 millimètres au minimum.</p> <p>2.2. Dans le cas des liquides, du matériau absorbant en quantité suffisante pour absorber la totalité du contenu doit être placé entre le ou les récipients primaires et l'emballage secondaire de sorte que, pendant le transport, tout échappement ou toute fuite de matière liquide ne puisse atteindre l'emballage extérieur et compromettre l'intégrité du matériau absorbant.</p> <p>2.3. Lorsque plusieurs récipients primaires fragiles sont placés dans un emballage secondaire simple, ils doivent être enveloppés individuellement ou séparés pour empêcher tout contact entre eux.</p>	<p>2.1.2. één of meerdere dichte primaire recipiënten;</p> <p>2.1.3. een secundaire dichte verpakking;</p> <p>2.1.4. een buitenverpakking die voldoende sterk is gelet op de inhoud, de massa en het voorziene gebruik en waarvan ten minste een vlak minimaal 100 millimeter x 100 millimeter meet.</p> <p>2.2. In geval van vloeistoffen, moet een hoeveelheid absorberend materiaal die volstaat om de gehele inhoud te kunnen absorberen, worden aangebracht tussen de primaire recipiënt of recipiënten en de secundaire verpakking zodat tijdens het vervoer elke ontsnapping of elke lekkage van vloeibaar materiaal de buitenverpakking niet kan bereiken en de integriteit van het absorberende materiaal kan aantasten.</p> <p>2.3. Wanneer verschillende breekbare primaire recipiënten in een enkelvoudige secundaire verpakking geplaatst worden, moeten ze afzonderlijk omwikkeld worden of van elkaar gescheiden om enig onderling contact te verhinderen.</p>
<p>Conditions d'acceptation et marquage des envois contenant des matières infectieuses</p> <p>1. Les matières qui sont infectieuses, ou que l'on peut raisonnablement soupçonner d'être infectieuses pour l'homme ou pour les animaux, et qui remplissent les critères de définition des matières infectieuses de catégorie B, n° ONU 3373, doivent être déclarées « Matières biologiques, catégorie B ».</p> <p>2. Les expéditeurs de substances infectieuses affectées au n° ONU 3373 doivent s'assurer que les envois ont été préparés de manière à parvenir à destination en bon état et que les matières concernées sont emballées conformément à l'Instruction d'emballage 650, reproduite dans l'édition en vigueur des Instructions techniques pour la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses, publiées par l'Organisation de l'aviation civile internationale, ou l'édition en vigueur du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses, publié par l'Association internationale du transport</p>	<p>Voorwaarden inzake aanvaarding en markering van zendingen die besmettelijke stoffen bevatten</p> <p>1. Stoffen die besmettelijk zijn of waarvan redelijkerwijs kan worden vermoed dat ze voor mens of dier besmettelijk zijn en die voldoen aan de criteria voor de definiëring van besmettelijke stoffen van categorie B, UNO-nr. 3373, moeten worden aangegeven als "Biologische stoffen, categorie B".</p> <p>2. Afzenders van besmettelijke substanties die ingedeeld zijn onder UNO-nr. 3373, moeten ervoor zorgen dat de zendingen zo voorbereid zijn dat ze in goede staat op hun bestemming aankomen en dat de betreffende stoffen worden verpakt overeenkomstig verpakkingsinstructie 650, als vermeld in de vigerende uitgave van de technische instructies voor het veilige luchtvervoer van gevaarlijke goederen, gepubliceerd door de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart of in de vigerende uitgave van het Reglement over het transport van gevaarlijke goederen gepubliceerd door de</p>

<p>aérien. A titre d'information, le texte de l'Instruction d'emballage 650 tel qu'il apparaît dans l'édition 2007/2008 des Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale est reproduit ci-dessous.</p> <p>Les expéditeurs seraient avisés de consulter l'édition la plus récente des Instructions techniques afin de s'assurer de la validité du libellé de l'Instruction d'emballage 650 avant de s'y conformer.</p> <p>3. L'emballage doit être de bonne qualité et suffisamment solide pour résister aux chocs et aux charges auxquels il peut normalement être soumis en cours de transport, y compris le transbordement entre engins de transport ou entre engins de transport et entrepôts ainsi que tout enlèvement d'une palette ou d'un suremballage en vue d'une manipulation manuelle ou mécanique.</p> <p>Les emballages doivent être construits et fermés de manière à éviter toute fuite du contenu dans les conditions normales de transport, sous l'effet de vibrations ou de variations de température, d'hygrométrie ou de pression.</p> <p>4. L'emballage comprend les trois composantes ci-après :</p> <p>4.1. un récipient primaire;</p> <p>4.2. un emballage secondaire;</p> <p>4.3. un emballage extérieur rigide.</p> <p>5. Les récipients primaires doivent être emballés dans les emballages secondaires de façon à éviter, dans des conditions normales de transport, qu'ils ne se brisent, soient perforés ou laissent échapper leur contenu dans les emballages secondaires. Les emballages secondaires doivent être placés dans des emballages extérieurs avec interposition de matières de rembourrage appropriées.</p> <p>Une fuite du contenu ne doit entraîner aucune altération appréciable des propriétés protectrices des matières de rembourrage ou de l'emballage extérieur.</p> <p>6. Pour le transport, la marque représentée ci-après doit être apposée sur la surface extérieure de l'emballage extérieur sur un fond d'une</p>	<p>International Air Traffic Association. Ter informatie wordt de tekst van verpakkingsinstructie 650, zoals die opgenomen is in de uitgave 2007/2008 van de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart, hieronder weergegeven. Afzenders wordt aangeraden de meest recente versie van de technische instructies te raadplegen om zich te vergewissen van de geldigheid van de tekst van verpakkingsinstructie 650 voordat zij zich daarnaar schikken.</p> <p>3. De verpakking moet van goede kwaliteit zijn en stevig genoeg om te weerstaan aan schokken en aan de lasten waaraan ze normaal gezien kan worden onderworpen tijdens het vervoer, inclusief het overladen tussen transportmiddelen of tussen transportmiddelen en entrepôts, alsook het wegnemen van een pallet of van een overpakking met het oog op een manuele of mechanische manipulatie.</p> <p>De verpakkingen moeten zo gemaakt en afgesloten zijn dat elke lekkage van de inhoud onder normale transportvoorwaarden wordt vermeden onder invloed van trillingen of temperatuur-, luchtvochtigheids- of drukschommelingen.</p> <p>4. De verpakking omvat de drie onderstaande componenten :</p> <p>4.1. een primaire recipiënt;</p> <p>4.2. een secundaire verpakking;</p> <p>4.3. een stijve buitenverpakking.</p> <p>5. De primaire recipiënten moeten worden verpakt in secundaire verpakkingen zodat onder normale transportvoorwaarden wordt vermeden dat ze breken, doorboord worden of hun inhoud in de secundaire verpakkingen laten ontsnappen. De secundaire verpakkingen moeten in buitenverpakkingen worden geplaatst met daartussen geschikt vulmateriaal.</p> <p>Een lekkage van de inhoud mag niet leiden tot een merkbare vermindering van de beschermende eigenschappen van het vulmateriaal of van de buitenverpakking.</p> <p>6. Voor het vervoer moet op de buitenzijde van de buitenverpakking het hieronder weergegeven merkteken worden aangebracht op een</p>
---	---

<p>couleur contrastant avec elle et doit être facile à voir et à lire. La marque doit avoir la forme d'un carré disposé selon un angle de 45° (en losange) dont chaque côté a une longueur d'au moins 50 millimètres, la largeur de la ligne doit être d'au moins 2 millimètres et la hauteur des lettres et des chiffres doit être d'au moins 6 millimètres. La désignation officielle de transport « Matière biologique, catégorie B », « Echantillons de diagnostic » ou « Echantillons cliniques », en lettres d'au moins 6 millimètres de hauteur, doit être marquée sur l'emballage extérieur, près de la marque en forme de losange.</p> <p>7. Une surface au moins de l'emballage extérieur doit avoir des dimensions minimales de 100 x 100 millimètres.</p> <p>8. Le colis complet doit pouvoir subir avec succès l'épreuve de chute mentionnée au point 6.2 de la 6e partie des Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile comme spécifié au point 6.1.5 des mêmes Instructions techniques, sauf que la hauteur de chute ne doit pas être inférieure à 1,2 mètre.</p> <p>9. Pour les matières liquides :</p> <p>9.1. le ou les récipients primaires doivent être étanches et ne doivent pas contenir plus d'un litre;</p> <p>9.2. l'emballage secondaire doit être étanche;</p> <p>9.3. si plusieurs récipients primaires fragiles sont placés dans un emballage secondaire simple, ils doivent être enveloppés individuellement ou séparés pour empêcher tout contact entre eux;</p> <p>9.4. un matériau absorbant doit être placé entre le ou les récipients primaires et l'emballage secondaire. La quantité de matériau absorbant doit être suffisante pour absorber la totalité du contenu du ou des récipients primaires de manière qu'une fuite de la matière liquide ne porte pas atteinte à l'intégrité du matériau de rembourrage ou de l'emballage extérieur;</p>	<p>achtergrond waarvan de kleur ermee contrasteert. Het merkteken moet gemakkelijk zichtbaar en leesbaar zijn. Het merkteken moet de vorm hebben van een vierkant dat in een hoek van 45° staat (als een ruit) en waarvan elke zijde een lengte heeft van ten minste 50 millimeter; de breedte van de lijn moet minstens 2 millimeter bedragen en de hoogte van de letters en cijfers moet minstens 6 millimeter bedragen. De officiële aanduiding voor het vervoer "Biologische stoffen, categorie B", "Diagnostisch monster" of "Klinisch monster" in letters van minstens 6 millimeter hoog, moet worden aangebracht op de buitenverpakking, nabij het ruitvormige merkteken.</p> <p>7. Ten minste één vlak van de buitenverpakking moet minimale afmetingen hebben van 100 x 100 millimeter.</p> <p>8. Het volledige pakket moet met succes de valproef kunnen doorstaan waarvan sprake in punt 6.2 van deel 6 van de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart, zoals gespecificeerd in punt 6.1.5 van dezelfde technische instructies, behalve dat de valhoogte niet kleiner mag zijn dan 1,2 meter.</p> <p>9. Voor vloeibare stoffen :</p> <p>9.1. de primaire recipiënt(en) moet(en) dicht zijn en mag/mogen geen inhoud van meer dan een liter hebben;</p> <p>9.2. de secundaire verpakking moet dicht zijn;</p> <p>9.3. wanneer verschillende breekbare primaire recipiënten in een enkelvoudige secundaire verpakking geplaatst worden, moeten ze afzonderlijk omwikkeld worden of van elkaar gescheiden om enig onderling contact te verhinderen;</p> <p>9.4. absorberend materiaal moet worden aangebracht tussen de primaire recipiënten en de secundaire verpakking. De hoeveelheid absorberend materiaal moet volstaan om de gehele inhoud van de primaire recipiënt of recipiënten te kunnen absorberen, zodat een lekkage van het vloeibare materiaal de integriteit van het vulmateriaal of van de buitenverpakking niet kan aantasten;</p>
---	--

<p>9.5. le récipient primaire ou l'emballage secondaire doit être capable de résister sans fuite à une pression intérieure de 95 kPa ou 0,95 bar;</p> <p>9.6. l'emballage extérieur ne doit pas contenir plus de 4 litres. Cette quantité exclut la glace ou la neige carbonique utilisées pour conserver les échantillons au froid.</p> <p>10. Pour les matières solides :</p> <p>10.1. le ou les récipients primaires doivent être étanches aux pulvérulents et ne doivent pas excéder la masse limite de l'emballage extérieur;</p> <p>10.2. le ou les emballages secondaires doivent être étanches aux pulvérulents;</p> <p>10.3. si plusieurs récipients primaires fragiles sont placés dans un emballage secondaire simple, ils doivent être enveloppés individuellement ou séparés pour empêcher tout contact entre eux;</p> <p>10.4. sauf dans le cas de colis contenant des parties de corps, des organes ou des corps entiers, l'emballage extérieur ne doit pas contenir plus de 4 kilogrammes. Cette quantité exclut la glace ou la neige carbonique utilisées pour conserver les échantillons au froid;</p> <p>10.5. s'il y a un doute quelconque quant à la présence d'un liquide résiduel dans le récipient principal durant le transport, il faut utiliser un emballage adéquat pour les liquides, comprenant des matériaux absorbants.</p> <p>11. Echantillons réfrigérés ou congelés : glace, neige carbonique et azote liquide.</p> <p>11.1. Lorsque de la neige carbonique ou de l'azote liquide sont utilisés pour garder au froid des échantillons, toutes les prescriptions applicables des Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale doivent être observées. Lorsque de la glace ou de la neige carbonique sont utilisées, elles doivent être placées à l'extérieur de l'emballage secondaire ou dans l'emballage extérieur ou dans un suremballage. Des cales intérieures doivent être prévues pour maintenir l'emballage secondaire dans sa position originelle une fois la</p>	<p>9.5. de primaire recipiënt of de secundaire verpakking moet zonder lekkage kunnen weerstaan aan een interne druk van 95 kPa of 0,95 bar;</p> <p>9.6. de inhoud van de buitenverpakking mag niet hoger zijn dan 4 liter. Deze hoeveelheid is exclusief het ijs of de koolzuursneeuw dat of die wordt gebruikt om de monsters koel te bewaren.</p> <p>10. Voor vaste stoffen :</p> <p>10.1. de primaire recipiënt of recipiënten moeten stofdicht zijn en mag/mogen de maximale massa van de buitenverpakking niet overschrijden;</p> <p>10.2. de secundaire verpakking of verpakkingen moet(en) stofdicht zijn;</p> <p>10.3. wanneer verschillende breekbare primaire recipiënten in een enkelvoudige secundaire verpakking geplaatst worden, moeten ze afzonderlijk omwikkeld worden of van elkaar gescheiden om enig onderling contact te verhinderen;</p> <p>10.4. behalve wanneer het pakket lichaamsdelen, organen of volledige lichamen bevat, mag de buitenverpakking niet meer dan 4 kilogram bevatten. Deze hoeveelheid is exclusief het ijs of de koolzuursneeuw dat of die wordt gebruikt om de monsters koel te bewaren;</p> <p>10.5 indien er enige twijfel bestaat over de aanwezigheid van een restvloeistof in de hoofdrecipiënt tijdens het vervoer, moet een verpakking worden gebruikt die geschikt is voor vloeistoffen en die absorberend materiaal bevat.</p> <p>11. Gekoelde of bevroren monsters: ijs, koolzuursneeuw en vloeibare stikstof.</p> <p>11.1. Wanneer koolzuursneeuw of vloeibare stikstof worden gebruikt om monsters koel te houden, moeten alle toepasselijke voorschriften van de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart in acht worden genomen. Wanneer ijs of koolzuursneeuw worden gebruikt, moeten ze worden aangebracht buiten de secundaire verpakking of in de buitenverpakking of in een overpakking. Er moeten interne stutten worden aangebracht om de secundaire verpakking op haar oorspronkelijke plaats te</p>
---	---

<p>glace fondue ou la neige carbonique évaporée. Si l'on utilise de la glace, l'emballage extérieur ou le suremballage doit être étanche. Si l'on utilise du dioxyde de carbone sous forme solide, ou neige carbonique, l'emballage doit être conçu et fabriqué pour permettre au gaz carbonique de s'échapper de façon à empêcher une élévation de la pression qui pourrait entraîner une rupture des emballages.</p>	<p>houden nadat het ijs is gesmolten of de koolzuursneeuw is verdampt. Indien ijs wordt gebruikt, moet de buitenverpakking of de overpakking waterdicht zijn. Indien kooldioxide in vaste vorm, of koolzuursneeuw, wordt gebruikt, dan moet de verpakking zo zijn ontworpen en vervaardigd dat het koolzuurgas kan ontsnappen zodat een drukverhoging wordt verhinderd, die een breuk in de verpakkingen zou kunnen veroorzaken.</p>
<p>11.2. Le récipient primaire et l'emballage secondaire doivent conserver leur intégrité à la température du réfrigérant utilisé ainsi qu'aux températures et pressions qui pourraient être atteintes en cas de disparition de l'agent de refroidissement.</p>	<p>11.2. De primaire recipiënt en de secundaire verpakking moeten hun integriteit behouden bij de temperatuur van het gebruikte koelmiddel alsook bij de temperatuur en druk die kunnen worden bereikt wanneer het koelmiddel verdwijnt.</p>
<p>12. Lorsque les colis sont placés dans un suremballage, les marques des colis prescrites par la présente instruction d'emballage doivent être soit directement visibles, soit reproduites sur l'extérieur du suremballage.</p>	<p>12. Wanneer de pakketten in een overpakking worden gestoken, moeten de in deze verpakkingsinstructie voorgeschreven merktekens van de pakketten, ofwel rechtstreeks zichtbaar zijn, ofwel op de buitenkant van de overpakking worden weergegeven.</p>
<p>13. Les matières infectieuses affectées au n° ONU 3373 emballées et marquées conformément à la présente instruction d'emballage ne sont soumises à aucune autre prescription des présentes Instructions, hormis les suivantes :</p>	<p>13. Besmettelijke stoffen die ingedeeld zijn onder UNO-nr. 3373 en verpakt en gemarkeerd overeenkomstig deze verpakkingsinstructie zijn niet onderworpen aan een ander voorschrift van deze instructies, behalve de volgende:</p>
<p>13.1. la désignation officielle de transport, le numéro ONU et le nom, l'adresse et le numéro de téléphone d'une personne responsable doivent être indiqués sur un document écrit ou sur le colis;</p>	<p>13.1. de officiële aanduiding voor het vervoer, het UNO-nummer en de naam, het adres en het telefoonnummer van een verantwoordelijke persoon moeten worden vermeld op een schriftelijk document of op het pakket;</p>
<p>13.2. la classification doit être conforme au 6.3.2 de la 2e partie des Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale;</p>	<p>13.2. de classificatie moet overeenstemmen met punt 6.3.2 van deel 2 van de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart;</p>
<p>13.3. les prescriptions relatives aux comptes rendus d'incidents mentionnées sous 4.4 de la 7e partie des Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale doivent être observées;</p>	<p>13.3. de voorschriften die verband houden met de verslagen over incidenten en die vermeld zijn in punt 4.4 van deel 7 van de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart, moeten worden nageleefd;</p>
<p>13.4. les prescriptions en matière d'inspection pour dommage ou déperdition mentionnées sous 3.1.3 et 3.1.4 de la 7e partie des Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale doivent être observées.</p>	<p>13.4. de voorschriften die verband houden met inspectie voor schade of verlies en die vermeld zijn in de punten 3.1.3 en 3.1.4 van deel 7 van de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart, moeten worden nageleefd.</p>

<p>14. Ceux qui fabriquent ces emballages et ceux qui les distribuent par la suite doivent donner des instructions claires sur leur remplissage et leur fermeture à l'expéditeur ou à la personne qui prépare les emballages, p. ex. le patient, afin que ces derniers puissent être correctement préparés pour le transport.</p> <p>15. Il ne doit pas y avoir d'autres marchandises dangereuses emballées dans le même emballage que des matières infectieuses de la Division 6.2, sauf si elles sont nécessaires pour maintenir la viabilité des matières infectieuses, pour les stabiliser ou pour empêcher leur dégradation, ou pour neutraliser les dangers qu'elles représentent. Une quantité de 30 millilitres ou moins de marchandises dangereuses des classes 3, 8 ou 9 peut être emballée dans chaque récipient primaire de matières infectieuses. Quand ces petites quantités de marchandises dangereuses sont emballées avec des matières infectieuses en conformité avec la présente instruction d'emballage, aucune autre prescription des présentes Instructions n'a à être observée.</p> <p>16. Dioxyde de carbone sous forme solide ou neige carbonique utilisé comme réfrigérant :</p> <p>16.1. Si l'on utilise du dioxyde de carbone sous forme solide ou neige carbonique comme réfrigérant, les prescriptions d'emballage contenue dans l'Instruction d'emballage 904 telles qu'énoncées dans l'édition en vigueur des Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou dans le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses de l'Association internationale du transport aérien doivent être observées. Les expéditeurs doivent aussi respecter les prescriptions en matière de marquage et d'étiquetage applicables aux colis contenant du dioxyde de carbone sous forme solide ou neige carbonique en plus des prescriptions applicables dans le cadre de l'Instruction d'emballage 650.</p> <p>16.2. Pour le transport aérien, un document de transport est fourni conformément aux Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou du Règlement sur le transport des marchandises dangereuses de l'Association internationale du transport aérien.</p>	<p>14. Zij die deze verpakkingen vervaardigen en zij die ze daarna verdelen, moeten de afzender of de persoon die de verpakkingen gereedmaakt, bijv. de patiënt, duidelijke instructies geven over de opvulling en sluiting ervan, opdat deze laatste correct op het vervoer kunnen worden voorbereid.</p> <p>15. Er mogen geen andere gevaarlijke goederen worden verpakt in dezelfde verpakking als de besmettelijke stoffen van deel 6.2, behalve wanneer ze nodig zijn om de levensvatbaarheid van de besmettelijke stoffen in stand te houden, ze te stabiliseren of om de beschadiging ervan te verhinderen, of om het gevaar dat ze vormen, te neutraliseren. Een hoeveelheid van 30 millimeter of minder van gevaarlijke goederen van de klassen 3, 8 of 9 mag in elke primaire recipiënt van besmettelijke stoffen worden verpakt. Wanneer deze kleine hoeveelheden gevaarlijke goederen worden verpakt samen met besmettelijke stoffen overeenkomstig deze verpakkingsinstructie, dan moeten geen andere voorschriften van deze instructies in acht worden genomen.</p> <p>16. Kooldioxide in vaste vorm of koolzuursneeuw gebruikt als koelmiddel:</p> <p>16.1. Indien kooldioxide in vaste vorm of koolzuursneeuw als koelmiddel wordt gebruikt, dan moeten de verpakkingsvoorschriften in acht worden genomen die vermeld zijn in verpakkingsinstructie 904, zoals opgenomen in de vigerende uitgave van de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart of in het Reglement over het transport van gevaarlijke goederen van de International Air Traffic Association. De afzenders moeten ook de voorschriften naleven inzake markering en etikettering die gelden voor pakketten die kooldioxide in vaste vorm of koolzuursneeuw bevatten, naast de voorschriften die gelden in het kader van verpakkingsinstructie 650.</p> <p>16.2. Voor het luchtvervoer wordt een vervoerdocument verstrekt overeenkomstig de technische instructies van de Internationale Organisatie voor de burgerluchtvaart of het Reglement over het transport van gevaarlijke goederen van de International Air Traffic Association.</p>
--	--

16.3. Les sacs contenant seulement des matières infectieuses, identifiés par une étiquette spéciale « ONU 3373 », doivent être remis par les autorités postales aux compagnies aériennes dans des sacs à courrier ouverts.

Conditions d'acceptation et marquage des envois contenant des matières radioactives

1. Les envois de matières radioactives dont le contenu et le conditionnement sont conformes aux règlements de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui prévoient des exemptions spéciales pour certaines catégories d'envois, sont admis au transport postal moyennant l'autorisation préalable des organismes compétents.

2. L'emballage extérieur des envois contenant des matières radioactives doit être marqué de façon apparente et durable par l'expéditeur, avec la mention « Matières radioactives. Quantités admises au transport par la poste » et du numéro de l'ONU applicable. De plus, il doit porter, outre le nom et l'adresse de l'expéditeur, une mention en lettres majuscules demandant le retour des envois en cas de non livraison.

3. L'expéditeur doit indiquer sur l'emballage intérieur son nom et son adresse ainsi que le contenu de l'envoi.

4. La mention « Matières radioactives. Quantités admises au transport par la poste » doit être barrée d'office en cas de renvoi de l'emballage à l'origine.

Vu pour être joint à Notre arrêté du ... relatif aux services postaux,

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Poste,

P. DE SUTTER

16.3. De zakken die enkel besmettelijke stoffen bevatten en geïdentificeerd zijn met een speciaal etiket "UNO 3373" moeten door de postbesturen aan de luchtvaartmaatschappijen worden overhandigd in open brievenmalen.

Voorwaarden inzake aanvaarding en markering van zendingen die radioactieve stoffen bevatten

1. Zendingen van radioactieve stoffen waarvan de inhoud en de verpakking voldoen aan de reglementen van het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie, die in bijzondere vrijstellingen voorzien voor sommige categorieën van zendingen, zijn toegestaan voor vervoer via de post, op voorwaarde dat de bevoegde instanties vooraf hiermee hebben ingestemd.

2. De buitenverpakking van de zendingen die radioactieve stoffen bevatten, moet duidelijk en op duurzame wijze door de afzender gemarkeerd zijn met de vermelding "Radioactieve stoffen. Hoeveelheden toegestaan voor vervoer via de post" en met het toepasselijke UNO-nummer. Bovendien moet daarop, behalve de naam en het adres van de afzender, in hoofdletters een vermelding staan waarin gevraagd wordt de zendingen terug te sturen in geval van niet-levering.

3. De afzender moet op de binnenverpakking zijn naam en adres aangeven, alsook de inhoud van de zending.

4. De vermelding "Radioactieve stoffen. Hoeveelheden toegestaan voor vervoer via de post" moet ambtshalve worden doorgehaald bij terugzending van de verpakking naar de oorsprong.

Gezien om te worden toegevoegd aan Ons besluit van ... betreffende de postdiensten,

FILIP

Van koningswege:

De Minister van de Post,

P. DE SUTTER

Annexe 3 de l'arrêté royal du ... relatif aux services postaux

ANNEXE 3

FORMULAIRE DE DEMANDE D'UNE LICENCE INDIVIDUELLE POUR LA PRESTATION D'UN SERVICE D'ENVOIS DE CORRESPONDANCE COMPRIS DANS LE SERVICE UNIVERSEL VISÉE À L'ARTICLE 6 DE LA LOI DU 26 JANVIER 2018 RELATIVE AUX SERVICES POSTAUX.

En vue de l'obtention d'une licence individuelle pour la prestation d'un service d'envois de correspondance compris dans le service universel visée à l'article 6 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, le demandeur d'une licence individuelle est tenu d'adresser le présent formulaire dûment complété, accompagné de tous les documents requis ou utiles à l'examen de sa demande, au Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT), Boulevard du Roi Albert II, 35 à 1000 Bruxelles.

Le demandeur est tenu d'indiquer précisément parmi les informations qu'il communique au Conseil de l'IBPT celles devant être considérées comme confidentielles.

1. Préambule

Les termes suivants figurant dans le présent formulaire doivent être compris dans le sens qui leur est donné par l'article 2 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux :

Services postaux :	Des services qui consistent en la levée, le tri, l'acheminement et la distribution des envois postaux.
	La prestation de services postaux par la personne physique ou morale qui est à l'origine de l'envoi du courrier est exclue du champ d'application de la définition.
Prestataire de services postaux :	Toute entreprise qui fournit un ou plusieurs services postaux.
Distribution :	Le processus allant du tri au centre de distribution jusqu'à la remise des envois postaux aux destinataires.
Envoi postal :	Un envoi portant une adresse sous la forme définitive dans laquelle il doit être acheminé par le prestataire de services postaux et dont le poids n'excède pas 31,5kg.
	Il s'agit, en plus des envois de correspondance, par exemple de livres, de catalogues, de journaux, de périodiques et de colis postaux contenant des marchandises avec ou sans valeur commerciale.
Envoi de correspondance :	Une communication écrite sur un support physique quelconque qui doit être acheminée et remise à l'adresse indiquée par l'expéditeur sur l'envoi lui-même ou sur son conditionnement. Les livres, catalogues, journaux et périodiques ne sont pas considérés comme des envois de correspondance.
Service universel :	Le service postal universel comprend les prestations suivantes :
	- la levée, le tri, le transport et la distribution des envois postaux jusqu'à 2kg;
	- la levée, le tri, le transport et la distribution des colis postaux prestés au tarif unitaire jusqu'à 10 kg;
	- la distribution des colis postaux prestée au tarif unitaire reçus d'autres Etats membres et pesant jusqu'à 20 kg;
	- les services relatifs aux envois recommandés et aux envois à valeur déclarée.

	Le service postal universel comprend aussi bien les services nationaux que les services transfrontières.
Envoi recommandé :	Un service garantissant forfaitairement contre les risques de perte, vol ou détérioration et fournissant à l'expéditeur, le cas échéant à sa demande, une preuve de la date du dépôt de l'envoi postal et/ou de sa remise au destinataire.
Envoi à valeur déclarée :	Un service consistant à assurer l'envoi postal à concurrence de la valeur déclarée par l'expéditeur en cas de perte, vol ou détérioration.
Courrier transfrontière :	Le courrier en provenance ou à destination d'un autre Etat.
Licence :	Une autorisation qui est octroyée par l'Institut et qui donne à un prestataire de services d'envois de correspondance domestiques et transfrontières entrants et qui relèvent du service universel des droits spécifiques et soumet les activités dudit prestataire à des obligations spécifiques, sans que le prestataire de services postaux ne soit habilité à exercer les droits en question avant d'avoir reçu la décision de l'Institut.
Exigences essentielles :	Les raisons d'intérêt général de nature non économique qui peuvent amener l'Etat à imposer des conditions pour la prestation de services postaux. Ces raisons sont : <ul style="list-style-type: none"> a) la confidentialité de la correspondance, b) la sécurité du réseau en ce qui concerne le transport de matières dangereuses, c) le respect des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale prévus par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives ou par les conventions collectives négociées entre partenaires sociaux, conformément au droit de l'Union européenne et à la législation nationale et, d) dans les cas justifiés, la protection des données (y compris la protection de données à caractère personnel, la protection de la confidentialité des informations transmises ou stockées ainsi que la protection de la vie privée), la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire.

2. Identification du demandeur de licence

La demande ne peut être introduite que par l'exploitant (c'est-à-dire, le prestataire de services postaux). L'exploitant est la personne responsable du ou des services prestés.

Les données communiquées sous cette rubrique seront reprises dans la liste des détenteurs d'une licence publiée sur le site Internet de l'IBPT.

2.1. A compléter si l'exploitant est une personne physique :

Nom et prénom :	
Adresse :	
Personne de contact :	
Logo :	
Site Internet :	
Marque de reconnaissance apposée sur les envois postaux :	
Adresse de contact pour les utilisateurs :	

Numéro d'entreprise :	
Téléphone :	
Fax :	
e-mail :	

2.2. A compléter si l'exploitant est une personne morale :

Nom de la société :	
Forme de la société :	
Adresse de la société :	
Personne de contact :	
Logo :	
Site Internet :	
Marque de reconnaissance apposée sur les envois postaux :	
Adresse de contact pour les utilisateurs :	
Numéro d'entreprise :	
Téléphone :	
Fax :	
e-mail :	
Mandataire (*)	Nom et prénom :
	Fonction :
(*) Le mandataire qui représente la personne morale doit préciser sa fonction et justifier son mandat. Les documents justificatifs doivent être joints au dossier.	

3. Données concernant le(s) service(s) pour lequel (lesquels) la licence est demandée

3.1. Nom commercial du(des) service(s) ou du (des) produit(s)

(Veuillez indiquer le nom sous lequel le(s) service(s) est(sont) communiqué(s) aux utilisateurs, pas le nom de l'exploitant)

.....

3.2. Description du(des) service(s) ou du (des) produit(s)

(Veuillez fournir une description détaillée de chaque produit et de chaque service envisagé ainsi que des conditions de leur fourniture. Il convient notamment de spécifier, pour chaque produit et chaque service, le mode de collecte, le mode et la fréquence de distribution, le délai d'acheminement et le segment de marché concerné (le service (ou le produit) est-il destiné à des utilisateurs professionnels ou des utilisateurs particuliers, concerne-t-il des envois domestiques et/ou des envois internationaux entrants, etc...).

Veillez préciser le cas échéant la procédure de remise des envois enregistrés y compris en cas d'absence du destinataire lors du passage de l'agent distributeur qui sera mise en place.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

3.3. Couverture géographique de distribution

(Veillez indiquer les communes (avec les codes postaux) dans lesquelles la distribution des envois sera opérée)

.....
.....
.....

3.4. Date de l'ouverture commerciale du service

(Veillez indiquer la date à partir de laquelle le(les) service(s) ou le(s) produit(s) seront proposés à la clientèle)

.....
.....
.....
.....

4. Informations financières et conditions générales

4.1. Plan financier

(Veillez annexer un plan financier actuel).

4.3. Conditions générales de vente

(Veillez joindre le texte des conditions générales de vente qui seront appliquées en cas d'octroi de la licence. Ces conditions générales doivent contenir au moins des informations concernant les tarifs des services et produits, les règles et les procédures visant à définir les responsabilités en cas de perte, de vol ou de détérioration des envois ainsi qu'en cas de retard dans l'acheminement des envois, les procédures de réclamation et les délais d'acheminement des services offerts.

5. Infrastructure, processus opérationnel, personnel

L'article 6§1^{er}, 2° de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux stipule expressément que « l'octroi de la licence individuelle dépend de l'engagement de la part du demandeur, personne physique ou morale d'assurer la régularité et la fiabilité des prestations des services postaux. En cas d'interruption ou d'arrêt des prestations des services, le prestataire est tenu d'en informer immédiatement l'Institut et le plus rapidement possible les utilisateurs. Afin d'assurer cette fiabilité et le respect des obligations liées à sa licence, le prestataire de services met en oeuvre des moyens suffisants et, en particulier une infrastructure minimale, un processus opérationnel adéquat et du personnel en suffisance ».

(Veillez indiquer l'infrastructure et le processus opérationnel qui seront mis en place afin de satisfaire à l'obligation imposée par l'article 6§1^{er}, 2° précité. Veillez également indiquer le nombre de travailleurs

qui seront engagés ainsi que leur fonction. Pour rappel, en vertu de l'article 5 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux toute personne physique qui effectue des activités de levée, tri ou distribution d'envois de correspondance (sous réserve des exceptions visées à l'article 6§4 de la même loi) est présumée être employée en vertu d'un contrat de travail avec un prestataire de services postaux ou une entreprise de travail intérimaire pour le compte duquel une ou plusieurs des activités susmentionnées sont exécutées, sans que la preuve du contraire puisse être apportée, sans préjudice du travail sous un statut de droit administratif.

.....
.....
.....
.....

6. Envois non distribuables

L'article 20 de l'arrêté royal du ... relatif aux services postaux impose aux prestataires de services postaux de traiter les envois non distribuables conformément aux règles qu'il fixe.

(Veuillez indiquer le traitement appliqué aux envois non distribuables)

.....
.....
.....
.....

7. Respect des exigences essentielles

L'article 3§1^{er}, 1° de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux impose aux prestataires de services postaux de respecter les exigences essentielles (voir définition des exigences essentielles supra au point 1.).

(Veuillez indiquer les moyens qui seront mis en place afin d'assurer le respect des exigences essentielles).

.....
.....
.....
.....

7. Ordre public et bonnes mœurs

L'article 3§1^{er}, 7° de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux interdit aux prestataires de services postaux « *de transporter et de distribuer en connaissance de cause des envois qui porteraient extérieurement des inscriptions manifestement contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public* ».

(Veuillez indiquer les moyens qui seront mis en place afin d'assurer le respect de cette interdiction).

.....
.....
.....
.....

8. Procédure de traitement des plaintes

L'article 3,§1er, 2° à 5° de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux stipule que les prestataires de services postaux :

« 2° mettent en place au niveau interne une procédure transparente, simple et peu onéreuse pour le traitement équitable et rapide des réclamations des utilisateurs concernant la perte, le vol, la détérioration ou le non-respect des normes de qualité, y compris une procédure d'établissement de leurs responsabilités dans les cas où plusieurs prestataires de services sont concernés;

3° informent les utilisateurs des services postaux sur leur site Internet et sur tous leurs contrats commerciaux de la procédure en vue de l'introduction et du traitement des plaintes adressées à leurs services, ainsi que de la possibilité de recours auprès du service de médiation. En vue d'assurer un traitement efficace des litiges soumis au service de médiation, les prestataire concluent après au moins douze plaintes recevables au cours de l'année avec le service de médiation un protocole qui détermine les modalités de traitement des plaintes;

4° informent tous les membres du personnel et en particulier ceux des services commerciaux, relations clients et services d'information, des voies de recours des utilisateurs auprès du prestataire lui-même et auprès du service de médiation;

5° fournissent, à la demande de l'utilisateur, les coordonnées du service de médiation; ».

(Veuillez indiquer les moyens qui seront mis en place afin d'assurer le respect de ces obligations. Veuillez décrire précisément notamment (i) la procédure interne de traitement des plaintes (ii) les modalités d'information du personnel quant au traitement interne des plaintes et de la possibilité de recours auprès du service de médiation pour le secteur postal. Veuillez annexer un exemplaire des différents projets de contrat avec les futurs clients.).

.....
.....
.....
.....

L'article 3§3 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux stipule en outre ce qui suit : *« Une personne dûment habilitée à représenter le prestataire de services postaux dans ses relations avec le service de médiation pour le secteur postal est désignée auprès du prestataire de services postaux. Les coordonnées complètes de cette personne sont communiquées à l'Institut et au service de médiation. ».*

(Veuillez communiquer les coordonnées de la personne désignée : (i) nom et prénom (ii) fonction (iii) numéro de téléphone (iv) adresse e-mail).

.....
.....
.....
.....

9. Identification du prestataire de services postaux

L'article 3,§1er, 6° de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux prévoit que les prestataires de services postaux *« rendent identifiables par la population les personnes chargées de la distribution des envois postaux adressés et veillent à ce qu'à l'exception des journaux, les envois postaux soient revêtus du signe distinctif permettant de déterminer le prestataire de services postaux ayant assuré le traitement initial de l'envoi ; ».*

(Veuillez décrire les moyens d'identification des agents distributeurs (uniforme, badge, véhicules, ...) et illustrer au moyen de photos. Veuillez fournir un exemplaire du signe distinctif qui sera apposé sur les envois. Veuillez également fournir un exemplaire de tout autre moyen d'identification du prestataire de services postaux (avis de passage, récépissé de dépôt d'un envoi, ...).

.....
.....
.....
.....

10. Redevance

10.1. Redevance de régulation

L'article 8 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux impose aux titulaires d'une licence le paiement, auprès de l'IBPT, d'une redevance annuelle de régulation établie sur la base du coût du financement des activités de l'IBPT en matière de régulation postale. En vertu du § 4 de ce même article 8, « le montant de la redevance de régulation est composé d'un montant fixe de 0,1 % du chiffre d'affaires réalisé dans les activités de service postal de l'entreprise visée au § 1er, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 euros ». La redevance de régulation est complétée, le cas échéant, d'une redevance complémentaire.

Veuillez déclarer expressément avoir compris cette obligation et vous engager à la respecter en apposant la mention manuscrite suivante ci-dessous :

« Je déclare avoir pris connaissance de l'obligation inscrite à l'article 8 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux et m'engager à la respecter » :

.....
.....
.....
.....

10.2. Redevance de médiation

En vertu de l'article 45ter de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, tout prestataire de services postaux est tenu au paiement d'une redevance de médiation si le nombre de plaintes à son encontre recevables par le service de médiation pour le secteur postal est supérieur à 12 et si son chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 euros.

Veuillez déclarer expressément avoir compris cette obligation et vous engager à la respecter en apposant la mention manuscrite suivante ci-dessous :

« Je déclare avoir pris connaissance de l'obligation inscrite à l'article 45ter de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et m'engager à la respecter » :

.....
.....
.....

10.3. Redevance en vue de l'obtention d'une licence

En vertu de l'article 7 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux, les demandeurs d'une licence sont tenus au paiement d'une redevance destinée à couvrir les frais d'étude de la demande. Le montant de la redevance due varie en fonction de l'ampleur des services postaux envisagés.

L'article 33§1^{er} de l'arrêté royal du ... relatif aux services postaux fixe les montants des redevances :

« Art. 33. §1^{er}. Toute demande d'une licence donne lieu au paiement d'une redevance destinée à couvrir les frais d'étude du dossier, d'un montant de **200 euros par catégorie de services avec un maximum de 400 euros** si la demande concerne l'offre de plusieurs catégories de services.

§2. Sans préjudice de l'application du paragraphe 1^{er}, en cas de demande de modification de la licence impliquant une extension de l'offre de services, une redevance d'un montant de 200 euros par catégorie supplémentaire de services est à nouveau due pour couvrir les coûts de l'étude de la demande. ».

L'article 34 du même arrêté prévoit en outre que « les montants des redevances dus en application des articles 32 et 33 sont adaptés à l'indice santé le 1^{er} janvier de chaque année ».

Le montant total de la redevance due pour l'obtention de la licence peut être calculé sur base de la grille suivante :

	Envois de correspondance ordinaire compris dans le service universel	Envois de correspondance enregistrés	Montant de la redevance (est égal à 200 euros par service postal; à partir de 2 services postaux, le montant total de la redevance due est égal à 400 euros)
Levée			
Tri			
Transport			
Distribution			
			Montant total de la redevance due : euros

Veuillez joindre la preuve du paiement de la redevance en annexe.

Le soussigné déclare avoir lu et compris les obligations découlant de sa demande de licence, et le cas échéant de l'octroi de cette licence, et s'engager à les respecter.

Certifié sincère et véritable

A

Le .. / .. / 20..

Nom et signature (*)

(*) Pour les personnes morales, le formulaire doit être signé par la ou les personnes(s) autorisé(e)s à engager la personne morale, en indiquant sa/leur fonction

Vu pour être joint à Notre arrêté du ... relatif aux services postaux.

PHILIPPE
Par le Roi :
La Ministre de la Poste,
P. DE SUTTER

Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van ... betreffende de postdiensten

BIJLAGE 3

AANVRAAGFORMULIER VOOR EEN INDIVIDUELE VERGUNNING VOOR DE LEVERING VAN EEN DIENST VAN BRIEFPOST BINNEN DE WERKINGSSFEER VAN DE UNIVERSELE DIENST, BEDOELD IN ARTIKEL 6 VAN DE WET VAN 26 JANUARI 2018 BETREFFENDE DE POSTDIENSTEN.

Om een individuele vergunning voor de levering van een dienst van brievenpost binnen de werkingssfeer van de universele dienst, bedoeld in artikel 6 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten te verkrijgen, moet de aanvrager van een individuele vergunning dit behoorlijk ingevulde formulier, vergezeld van alle vereiste of voor het onderzoek van zijn aanvraag nuttige documenten, versturen naar de Raad van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT), Koning Albert II-laan 35, 1000 Brussel.

De aanvrager is verplicht om onder de inlichtingen die hij aan de Raad van het BIPT meedeelt, nauwkeurig diegene aan te duiden die als vertrouwelijk moeten worden beschouwd.

1. Woord vooraf

Onder de onderstaande termen die in dit formulier voorkomen, moet hetzelfde worden verstaan als wat in artikel 2 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten wordt omschreven:

Postdiensten:	diensten die bestaan in het ophalen, het sorteren, het vervoeren en de distributie van postzendingen.
	Het aanbieden van postdiensten door de natuurlijke of rechtspersoon van wie de post afkomstig is, valt buiten de definitie.
Aanbieder van postdiensten:	elke onderneming die een of meer postdiensten aanbiedt.
Distributie:	het proces gaande van het sorteren in distributiecentra tot het bestellen van postzendingen aan de geadresseerden.
Postzending:	geadresseerde zending in de definitieve vorm waarin zij door de aanbieder van postdiensten moet worden vervoerd en waarvan het gewicht niet hoger is dan 31,5 kg.
	Naast brievenpost worden bijvoorbeeld als postzending aangemerkt: boeken, catalogi, kranten, tijdschriften en postpakketten die goederen met of zonder handelswaarde bevatten.
Brievenpost:	een op enigerlei fysieke drager aangebrachte schriftelijke mededeling die wordt vervoerd en besteld op het door de afzender op de zending zelf of op de enveloppe daarvan vermelde adres. Boeken, catalogi, kranten en tijdschriften worden niet als brievenpost aangemerkt.
Universele dienst:	de universele postdienst omvat de volgende verrichtingen :
	- het ophalen, het sorteren, het vervoer en de distributie van postzendingen tot 2 kg;
	- het ophalen, het sorteren, het vervoer en de distributie van postpakketten, aangeboden tegen enkelstuktarief tot 10 kg;
	- de distributie van de postpakketten aangeboden tegen enkelstuktarief en ontvangen vanuit andere lidstaten tot 20 kg;

	- de diensten in verband met aangetekende zendingen en zendingen met aangegeven waarde.
	De universele postdienst omvat zowel de nationale als de grensoverschrijdende diensten.
Aangetekende zending:	een dienst die op forfaitaire basis tegen de risico's van verlies, diefstal of beschadiging waarborgt, waarbij de afzender, in voorkomend geval op zijn verzoek, een bewijs ontvangt van de datum van afgifte of van de bestelling van de postzending aan de geadresseerde.
Zending met aangegeven waarde:	een dienst die bestaat in de verzekering van de postzending voor de door de afzender aangegeven waarde tegen verlies, diefstal of beschadiging.
Grensoverschrijdende post:	post afkomstig uit of verzonden naar een andere staat.
Vergunning:	een machtiging die door het Instituut wordt verleend en waarbij aan een aanbieder van diensten van nationale en inkomende grensoverschrijdende brievenpost binnen de werkings sfeer van de universele dienst specifieke rechten worden verleend en waarbij de activiteiten van die onderneming aan specifieke verplichtingen worden onderworpen zonder dat de aanbieder gerechtigd is de desbetreffende rechten uit te oefenen alvorens hij het door het Instituut genomen besluit heeft ontvangen.
Essentiële eisen:	niet-economische redenen van algemeen belang die de Staat ertoe kunnen bewegen voorwaarden inzake het aanbieden van postdiensten op te leggen. Deze redenen zijn: <ul style="list-style-type: none"> a) de vertrouwelijke aard van de brievenpost, b) de veiligheid van het functioneren van het netwerk op het gebied van het vervoer van gevaarlijke stoffen, c) de naleving van arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden en regelingen voor sociale zekerheid die in wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen zijn vastgelegd of via collectieve onderhandelingen tussen sociale partners zijn overeengekomen, in overeenstemming met het recht van de Europese Unie en het nationale recht, d) in gerechtvaardigde gevallen, de bescherming van gegevens (met inbegrip van de bescherming van persoonsgegevens, de bescherming van de vertrouwelijke aard van gegevens die worden doorgegeven of opgeslagen alsmede de bescherming van de persoonlijke levenssfeer), de bescherming van het milieu en de ruimtelijke ordening.

2. Identificatie van de aanvrager van de vergunning

De aanvraag mag uitsluitend door de exploitant (d.w.z. de aanbieder van postdiensten) worden ingediend. De exploitant is de persoon die verantwoordelijk is voor de aangeboden dienst(en).

De gegevens die onder deze rubriek worden meegedeeld, zullen worden overgenomen in de lijst van de houders van een vergunning, die gepubliceerd wordt op de website van het BIPT.

2.1. In te vullen indien de exploitant een natuurlijke persoon is:

Naam en voornaam:

Adres:	
Aanspreekpunt:	
Logo:	
Website:	
Herkenningsteken aangebracht op de postzendingen:	
Contactadres voor de gebruikers:	
Ondernemingsnummer:	
Telefoon:	
Fax:	
E-mail:	

2.2. In te vullen indien de exploitant een rechtspersoon is:

Naam van de vennootschap:		
Vorm van de vennootschap:		
Adres van de vennootschap:		
Aanspreekpunt:		
Logo:		
Website:		
Herkenningsteken aangebracht op de postzendingen:		
Contactadres voor de gebruikers:		
Ondernemingsnummer:		
Telefoon:		
Fax:		
E-mail:		
Gevolmachtigde (*)	Naam en voornaam:	
	Functie:	
(*) De gevolmachtigde die de rechtspersoon vertegenwoordigt dient zijn functie te vermelden en zijn mandaat te rechtvaardigen. De bewijsstukken dienen bij het dossier te worden gevoegd.		

3. Gegevens betreffende de dienst(en) waarvoor de vergunning wordt aangevraagd

3.1. Handelsnaam van de dienst(en) of van het/de product(en)

(Gelieve de naam te vermelden waaronder de dienst(en) aan de gebruikers wordt/worden meegedeeld, niet de naam van de exploitant)

.

3.2. Beschrijving van de dienst(en) of van het/de product(en)

(Gelieve een gedetailleerde beschrijving te geven van elk product en van elke dienst die beoogd wordt, alsook van de voorwaarden voor de verstrekking ervan. Er dient met name voor elk product en elke dienst te worden gepreciseerd: de wijze van ophaling, de wijze en frequentie van distributie, de verzendingstermijn en het betrokken marktsegment (is de dienst (of het product) bestemd voor zakelijke gebruikers of voor particuliere gebruikers, gaat het om binnenlandse zendingen en/of binnenkomende internationale zendingen, enz.).

Gelieve eventueel de procedure te verduidelijken die zal worden ingevoerd voor de overhandiging van ingeschreven zendingen, inclusief in geval van afwezigheid van de geadresseerde wanneer de postbode langs is geweest.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

3.3. Geografische dekking van de distributie

(Gelieve de gemeenten (met postcode) aan te duiden waarin de distributie van de zendingen zal plaatsvinden)

.....
.....
.....

3.4. Datum van de commerciële openstelling van de dienst

(Gelieve de datum aan te duiden vanaf wanneer de dienst(en) of het/de product(en) aan de klanten aangeboden zal/zullen worden)

.....
.....

4. Financiële informatie en algemene voorwaarden

4.1. Financieel plan

(Gelieve een financieel plan bij te voegen. Dat plan moet de volumes en omzetcijfers van de laatste twee boekjaren bevatten, alsook de voorspelde volumes en omzetcijfers voor de gewone brievenpost die onder de universele dienst valt, enerzijds, en voor de ingeschreven brievenpost, anderzijds)

4.2. Businessplan

(Gelieve een businessplan bij te voegen. Dat plan moet met name de volgende elementen bevatten:

- de analyse van de markt waarop u zich wenst te positioneren: studie van vraag en aanbod, analyse van de concurrentie, trends, perspectieven ...
- de presentatie van uw strategie om uw project te lanceren: hier moet de handelsstrategie, de marketing, de communicatie, de middelen, enz. aan bod komen
- de presentatie van de rechtsvorm van de onderneming).

4.3. Algemene verkoopvoorwaarden

(Gelieve de tekst bij te voegen van de algemene verkoopsvoorwaarden die zullen worden toegepast ingeval de vergunning wordt verleend. Deze algemene voorwaarden bevatten ten minste informatie over de tarieven van de diensten en producten, de regels en procedures voor het vaststellen van de aansprakelijkheid in geval van verlies, diefstal of beschadiging van zendingen, alsook in geval van vertraging in de verzending van de zendingen, de klachtenprocedures en de kwaliteitsnormen van de aangeboden diensten. Deze kwaliteitsnormen hebben ten minste betrekking op de verzendingstermijnen van de zendingen en op de frequentie van het ophalen en de distributie. Gelieve ook de verschillende soorten van frankering te vermelden die toegepast zullen worden (bijv.: welke zegels voor welke types van zending) en een exemplaar van elk type bij te voegen.

5. Infrastructuur, operationeel proces, personeel

Artikel 6, § 1, 2°, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten vermeldt uitdrukkelijk: *"de toekenning van de individuele vergunning is afhankelijk van de verbintenis vanwege de aanvrager, natuurlijke persoon of rechtspersoon, om te voldoen aan de regelmatigheid en de betrouwbaarheid van de verstrekking van postdiensten. In geval van onderbreking of stopzetting van de verrichtingen is de aanbieder verplicht het Instituut onmiddellijk, en de gebruikers zo snel mogelijk, daarvan op de hoogte te stellen. Teneinde deze betrouwbaarheid en de inachtneming van de verplichtingen inzake zijn vergunning te garanderen, zet de dienstenaanbieder voldoende middelen in en meer bepaald een minimale infrastructuur, een gepast operationeel proces en voldoende personeel".*

(Gelieve de infrastructuur en het operationele proces aan te duiden die ingesteld zullen worden om te voldoen aan de verplichting die wordt opgelegd door het voormelde artikel 6, § 1, 2°. Gelieve ook het aantal werknemers aan te duiden die aangenomen zullen worden, alsook hun functie. Ter herinnering: krachtens artikel 5 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten wordt elke fysieke persoon die activiteiten van ophalen, sorteren of distributie van brievenpost uitvoert (met uitzondering van de activiteiten bedoeld in artikel 6, § 4, van dezelfde wet) vermoed te zijn tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst met een aanbieder van postdiensten of een uitzendbureau voor rekening van wie een of meer van de voormelde activiteiten worden uitgevoerd, zonder dat het bewijs van het tegendeel kan worden geleverd, onverminderd de tewerkstelling onder een administratiefrechtelijk statuut.

.....
.....
.....
.....

6. Onbestelbare zendingen

Artikel 21 van het koninklijk besluit van ... betreffende de postdiensten verplicht de aanbieders van postdiensten om de onbestelbare postzendingen te behandelen overeenkomstig de regels die het vaststelt.

(Gelieve de behandeling aan te duiden die op de onbestelbare zendingen wordt toegepast)

.....
.....
.....
.....

7. Naleving van de essentiële eisen

Artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten verplicht de aanbieders van postdiensten ertoe de essentiële eisen na te leven (zie definitie van de essentiële eisen hierboven in punt 1).

(Gelieve de middelen aan te duiden die ingesteld zullen worden om de essentiële eisen na te leven).

.....
.....
.....
.....

7. Openbare orde en goede zeden

Artikel 3, § 1, 7°, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten legt de aanbieders van postdiensten het verbod op *“om met kennis van zaken zendingen te vervoeren of te bestellen die aan de buitenkant vermeldingen dragen die duidelijk in strijd zijn met de goede zeden of de openbare orde”*.

(Gelieve de middelen aan te duiden die ingesteld zullen worden om aan dat verbod te voldoen).

.....
.....
.....
.....

8. Procedure voor klachtenbehandeling

Artikel 3, § 1, 2° tot en met 5°, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten schrijft voor dat de aanbieders van postdiensten:

“2° [...] een transparante, eenvoudige en goedkope interne procedure in[stellen] voor een billijke en snelle behandeling van klachten van gebruikers die betrekking hebben op het verlies, de diefstal, de beschadiging of de niet-naleving van de kwaliteitsnormen met inbegrip van een procedure voor het bepalen van hun verantwoordelijkheid in gevallen waarbij meer dan een dienstverlener betrokken is;

3° [...] op hun website en op alle commerciële contracten de gebruikers van postdiensten op de hoogte [brengen] van de procedure om klachten gericht aan hun diensten in te dienen en te behandelen alsook van de beroepsmogelijkheid bij de ombudsdienst. Om de aan de ombudsdienst voorgelegde geschillen doeltreffend te behandelen, sluiten de aanbieders na ten minste twaalf ontvankelijke klachten per jaar bij de ombudsdienst een protocol dat de nadere regels vaststelt voor de behandeling van de klachten;

4° [...] alle personeelsleden en in het bijzonder die van de commerciële diensten, klantenrelaties en informatiediensten, [informereren] over beroepsmogelijkheden van de gebruikers bij de aanbieder zelf en bij de ombudsdienst;

5° [...] op verzoek van de gebruiker de contactgegevens van de ombudsdienst [verstrekken];”.

(Gelieve de middelen aan te duiden die ingesteld zullen worden om aan deze verplichtingen te voldoen. Gelieve een nauwkeurige beschrijving te geven van met name (i) de interne procedure voor klachtenbehandeling (ii) de wijze waarop het personeel wordt ingelicht over de interne procedure voor klachtenbehandeling en over de beroepsmogelijkheid bij de Ombudsdienst voor de postsector. Gelieve een exemplaar bij te voegen van de verschillende ontwerpen van contract met de toekomstige klanten).

.....
.....
.....

.....

Artikel 3, § 3, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten bepaalt bovendien het volgende: *"Er wordt bij de aanbieder van postdiensten een persoon aangewezen die naar behoren bevoegd wordt verklaard om de aanbieder van postdiensten te vertegenwoordigen in zijn betrekkingen met de ombudsdienst voor de postsector. De volledige contactgegevens van deze persoon worden meegedeeld aan het Instituut en aan de ombudsdienst."*

(Gelieve de contactgegevens mee te delen van de aangewezen persoon: (i) naam en voornaam (ii) functie (iii) telefoonnummer (iv) e-mailadres).

.....

.....

.....

.....

9. Identificatie van de aanbieder van postdiensten

Artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten bepaalt dat de aanbieders van postdiensten *"de personen belast met de verdeling van de geadresseerde postzendingen identificeerbaar maken voor de bevolking en ervoor zorgen dat de postzendingen, met uitzondering van de kranten, een herkenningsteken dragen aan de hand waarvan de aanbieder van postdiensten die deze zending aanvankelijk heeft behandeld, kan worden bepaald;"*.

(Gelieve de middelen te beschrijven om de postbodes te identificeren (uniform, badge, voertuigen, ...) en met foto's te illustreren. Gelieve een exemplaar te verstrekken van het herkenningsteken dat op de zendingen zal worden aangebracht. Gelieve ook een exemplaar te verstrekken van elk middel om de aanbieder van postdiensten te identificeren (bericht van passage, afgiftebewijs van een zending, ...).

.....

.....

.....

.....

10. Rechten

10.1. Reguleringbijdrage

Artikel 8 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten legt de houders van een vergunning de betaling aan het BIPT op van een jaarlijkse reguleringbijdrage die vastgesteld is op grond van de kosten voor de financiering van de activiteiten van het BIPT op het gebied van postregulering. Paragraaf 4 van datzelfde artikel 8 schrijft voor: *"De reguleringbijdrage bestaat uit een vast bedrag van 0,1 % van het omzetcijfer behaald in de activiteiten van postdiensten van de in § 1 bedoelde ondernemingen die een omzet hebben boven 500 000 euro. De reguleringbijdrage wordt eventueel aangevuld met een aanvullende bijdrage."*

Gelieve uitdrukkelijk te verklaren dat u deze verplichting begrepen hebt en dat u zich ertoe verbindt deze na te komen door hieronder de volgende melding met de hand te schrijven:

"Ik verklaar kennis te hebben genomen van de verplichting die ingeschreven is in artikel 8 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten en dat ik me ertoe verbind deze na te leveren":

.....
.....
.....
.....

10.2. Ombudsdienstbijdrage

Krachtens artikel 45ter van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is elke aanbieder van postdiensten verplicht een ombudsbijdrage te betalen indien het aantal ontvankelijke klachten tegen de aanbieder ontvangen door de Ombudsdienst voor de postsector meer dan 12 bedraagt en indien zijn omzet hoger is dan 500 000 euro.

Gelieve uitdrukkelijk te verklaren dat u deze verplichting begrepen hebt en dat u zich ertoe verbindt deze na te komen door hieronder de volgende melding met de hand te schrijven:

"Ik verklaar kennis te hebben genomen van de verplichting die ingeschreven is in artikel 45ter van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en dat ik me ertoe verbind deze na te leveren":

.....
.....
.....

10.3. Retributie voor het verkrijgen van een vergunning

Krachtens artikel 7 van de wet van 26 januari 2018 betreffende de postdiensten zijn de aanvragers van een vergunning verplicht een recht te betalen dat bestemd is om de kosten te dekken voor de studie van de aanvraag. Het bedrag van het verschuldigde recht hangt af van de omvang van de beoogde postdiensten.

Artikel 33, § 1, van het koninklijk besluit van ... betreffende de postdiensten stelt de bedragen van de rechten vast:

*"Art. 33. § 1. Elke vergunningaanvraag geeft aanleiding tot de betaling van een retributie bestemd om de kosten te dekken voor de studie van het dossier ten bedrage van **200 euro per categorie van diensten met een maximum van 400 euro** als de aanvraag betrekking heeft op verschillende categorieën van diensten.*

§ 2. Onverminderd de toepassing van paragraaf 1 is in geval van een verzoek om wijziging van de vergunning die een uitbreiding van het dienstenaanbod impliceert, opnieuw een retributie verschuldigd ten bedrage van 200 euro per bijkomende categorie van diensten, om de kosten van de studie van de aanvraag te dekken."

Artikel 34 van hetzelfde besluit bepaalt bovendien: *"De bedragen van de krachtens de artikelen 32 en 33 verschuldigde retributies worden elk jaar op 1 januari aangepast aan het gezondheidsindexcijfer."*

Het totale bedrag van de verschuldigde retributie voor het verkrijgen van de vergunning kan worden berekend op basis van het volgende rooster:

		Ingeschreven brievenpost	Bedrag van de retributie (is gelijk aan 200 euro per
--	--	--------------------------	--

	Gewone brievenpost die onder de universele dienst valt		postdienst; vanaf 2 postdiensten is het totale bedrag van de verschuldigde retributie gelijk aan 400 euro)
Ophalen			
Sorteren			
Vervoeren			
Distributie			
			Totaal bedrag van de verschuldigde retributie: euro

Gelieve het bewijs van betaling van de retributie als bijlage bij te voegen.

De ondergetekende verklaart de verplichtingen die voortvloeien uit zijn aanvraag voor een vergunning, alsook in voorkomend geval uit de verlening van deze vergunning, te hebben gelezen en begrepen, en zich ertoe te verbinden om die na te komen.

Echt en waarachtig verklaard

Te

Op ... / .. / 20..

Naam en handtekening (*)

(*) In geval van een rechtspersoon dient het formulier te worden ondertekend door de persoon (personen) die bevoegd is (zijn) om de rechtspersoon te verbinden, met vermelding van zijn (hun) functie.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... betreffende de postdiensten.

FILIP
Van Koningswege:
De Minister van de Post,
P. DE SUTTER

Annexe 4 de l'arrêté royal du ... relatif aux services postaux

Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van ... betreffende de postdiensten

ANNEXE 4

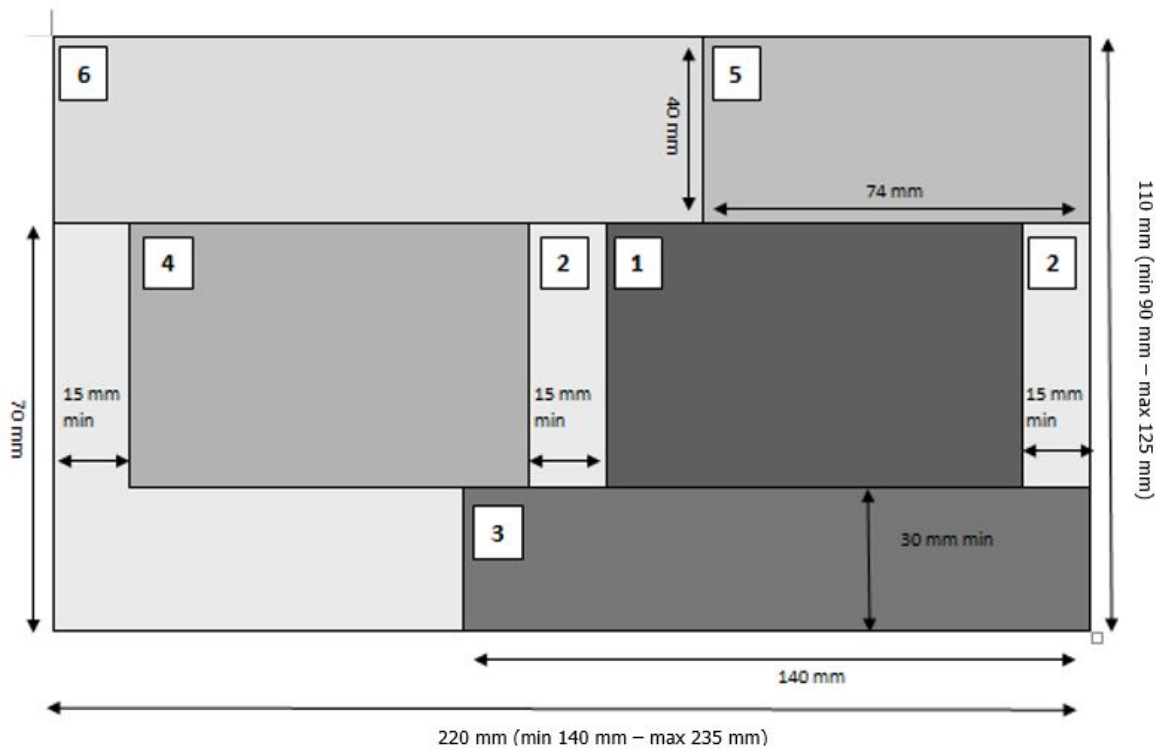
BIJLAGE 4

Envois normalisés

Genormaliseerde zendingen

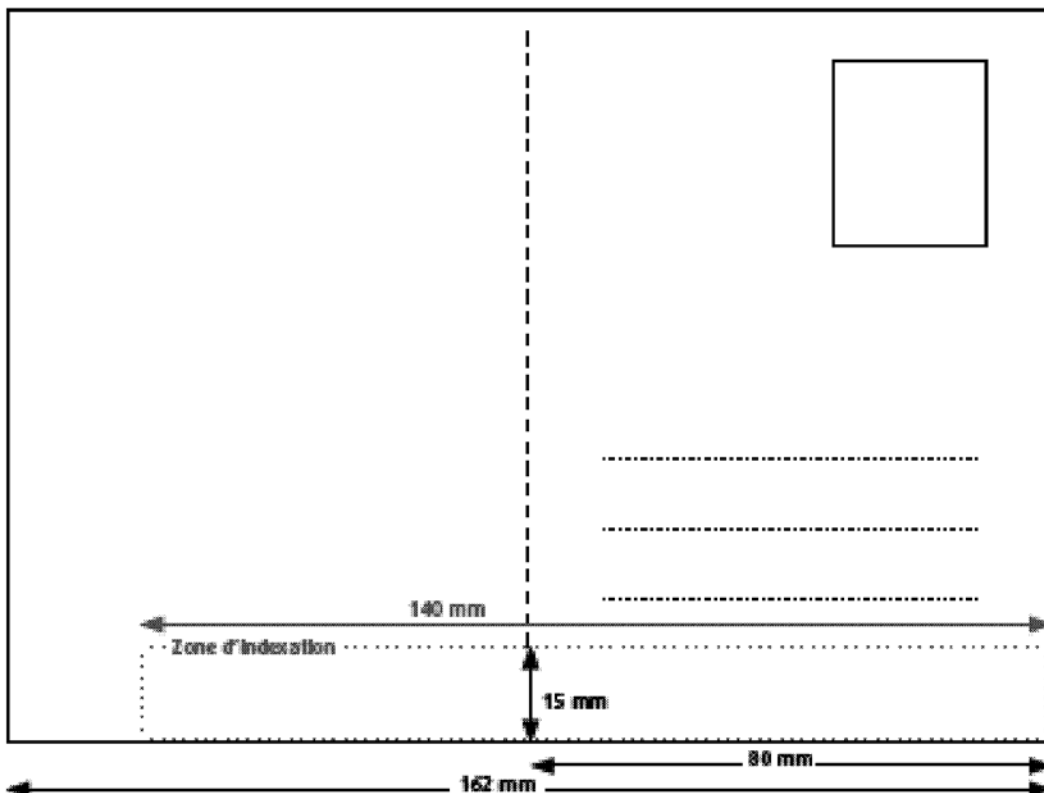
a) **envois sous enveloppe**

a) **zendingen onder omslag**



b) envois sous forme de carte

b) zendingen onder kaartvorm



Format C6/Formaat C6

Vu pour être joint à Notre arrêté du ... relatif aux services postaux

Gezien om te worden gevoegd aan Ons besluit van ... betreffende de postdiensten

Donné à

Gegeven te

Par le Roi

Van Koningswege

La Ministre de la Poste

De Minister van de Post

P. DE SUTTER

P. DE SUTTER